

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Esquisse d'une étude comparée
des
**LÉGISLATIONS FRANÇAISE
ET BRITANNIQUE**
en matière de
SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 7 février 1919 à 13 h. 30

PAR

FERNAND-LAURENT

Président : M. PERCEROU, professeur.

Suffragants { *M. TRUCHY, professeur.*
 { *M. LÉVY-ULLMANN, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

RUE SOUFFLOT, 41

—
1919



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LÉGISLATIONS FRANÇAISE
ET BRITANNIQUE**

en matière de

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Esquisse d'une étude comparée
des
**LÉGISLATIONS FRANÇAISE
ET BRITANNIQUE**
en matière de
SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 7 février 1919 à 13 h. 30

PAR

FERNAND-LAURENT

Président : M. PERCEROU, professeur.

Suffragants { *M. TRUCHY, professeur.*
 { *M. LÉVY-ULLMANN, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

RUE SOUFFLOT, 11

—
1919



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PRÉFACE

Constater après tant d'autres auteurs le caractère essentiellement économique du conflit mondial serait, certes, un lieu commun. Il est avéré que la « guerre fraîche et joyeuse » des Pangermanistes était avant tout, dans l'esprit même de ses cyniques entrepreneurs, une croisade alimentaire. Les uhlans ouvraient la marche aux commis-voyageurs.

C'est, pour le juste châtiment des agresseurs, sur le terrain économique que se fera l'après-guerre, — une après-guerre que nous souhaitons impitoyable, — et nous pouvons dire en toute assurance qu'alors sonnera véritablement l'heure des Alliés. Notre victoire, aussi complète que glorieuse, nous permet d'engager la lutte dans la plénitude de notre indépendance et de nos forces.

Dans cette lutte, nous trouverons à nos côtés nos fidèles alliés britanniques. Soyons assurés qu'ils frapperont dur. Il suffit pour s'en convaincre de suivre les travaux du *Comité de la politique commerciale et*

industrielle de la Chambre des Communes (Committee on commercial and industrial Policy).

Au point de vue des échanges commerciaux, l'Angleterre vient au premier rang sur le marché français, tandis que la France occupe le deuxième rang sur le marché britannique.

Les dernières statistiques d'avant-guerre nous donnent pour l'ensemble des transactions annuelles entre la France et ses colonies d'une part, et le Royaume-Uni et ses colonies d'autre part, le chiffre formidable de trois milliards sept cents millions de francs.

L'Allemagne justement boycottée, quels chiffres atteindrons-nous demain? Dans cet ordre d'idées, tous les espoirs sont permis. De plus en plus, les Anglais s'installeront chez nous; de plus en plus, nous nous installerons chez eux.

La question des sociétés commerciales franco-britanniques, et plus particulièrement de la société par actions, type idéal de la grande société moderne, est donc à l'heure actuelle d'une importance primordiale. La conférence économique interalliée s'est fait un devoir de souligner cette importance. Dans son assemblée plénière d'avril 1916, elle a voté, sur la proposition de Sir John Randles, président du *Commercial Committee* de la Chambre des Communes, une résolution exprimant le vœu d'une internationalisation des lois sur les sociétés.

Sa réalisation, si tant est qu'elle soit possible, est assurément bien lointaine. Force est donc pour le présent de voir les choses en face, dans leur réalité pratique. Nous nous trouvons en présence de deux législations très différentes dans leur esprit et dans leurs dispositions. Il faut de toute nécessité, pour assurer la liaison franco-britannique, tenter de les comprendre et de les accorder.

Mais il est bien certain que le droit britannique, en raison de son extrême complexité, était demeuré jusqu'à ce jour inaccessible au plus grand nombre. Dès qu'on aborde l'organisation juridique d'outre Manche, on a l'impression de pénétrer dans un monde nouveau. Alors que la plupart des législations de nos voisins ne diffèrent de la nôtre que sur des points secondaires, le droit britannique, imprégné d'un esprit purement féodal, demeure régi par des principes essentiellement distincts. Respectueux de ses institutions traditionnelles, le législateur d'outre Manche a dû se livrer, pour les adapter aux besoins de la vie moderne, à un véritable travail de mosaïque. Jusqu'à ces dernières années, c'était chez nos Alliés le règne incontesté de la coutume. Et quel pittoresque bariolage dans ce vaste empire ! L'Écosse conserve sa législation bien particulière d'origine romaine et féodale. Jersey et Guernesey pratiquent encore la très ancienne coutume de Normandie ; l'île de Man demeure attachée à des institutions scandinaves. Si nous passons aux

colonies, nous trouvons, au Bas-Canada, la coutume de Paris, dans le Haut-Canada, le droit anglais, à l'île Maurice, à Sainte-Lucie, le droit français, à la Trinité, l'ancien droit espagnol, dans la colonie du Cap, au Natal, l'ancien droit hollandais. Et, comme pour accroître encore la difficulté née de la diversité des institutions, nous nous heurtons presque partout au déconcertant dualisme de la *Common Law* et de l'*Equity*.

Il n'y a pas à méconnaître d'autre part les difficultés de langue. Nombre de mots techniques sont absolument intraduisibles, parce que les situations juridiques qu'ils expriment sont chez nous sans équivalentes. Cette traduction, très souvent, nous ne la tenterons pas et nous prendrons le seul parti qui nous semble rationnel : maintenir dans le texte le mot anglais.

Il n'est pas étonnant que, dans de telles conditions, bien peu d'auteurs aient osé jusqu'ici s'aventurer dans ces arcanes.

En matière de sociétés par actions, cependant, nous nous trouvons dans des conditions particulièrement favorables. Le législateur britannique s'est depuis un demi-siècle attaché, avec une remarquable ténacité, à l'étude de la question. De 1862 à 1908, il n'a pas voté moins de dix-sept lois sur les Compagnies. Il a finalement couronné son œuvre par l'*Act* capital du 21 décembre 1908 (*Companies Consolidation Act*). Cet

Act, qui ne comprend pas moins de 296 articles, est plus qu'une loi; c'est un véritable code.

Bien plus, l'Act de 1908 s'applique à toute l'étendue du Royaume-Uni, à l'Angleterre, à l'Écosse et à l'Irlande. Remarquable effort d'unification, ce n'est donc pas une loi anglaise, mais bien une loi *britannique*. C'est la seule épithète exacte qu'il convienne de lui appliquer; c'est celle que nous conserverons au cours de nos développements. Il n'est pas exagéré de dire que l'Act de 1908 marque le début de temps nouveaux qui verront vraisemblablement le déclin de la *Common Law*.

Il est certain que le résultat atteint en cette matière par nos Alliés est remarquable. La faveur croissante dont jouit sur le Continent la *Limited* britannique en est d'ailleurs la meilleure preuve.

Bien avant la guerre, nous admirions sincèrement les Anglais pour leur esprit d'organisation, leur méthode et leur belle ténacité. Ayant eu le très grand honneur de vivre avec eux au front et de partager leur intimité sous le feu, nous les aimons bien davantage aujourd'hui pour leurs qualités de cœur, leur bravoure et leur loyauté. Nous nous défendons cependant d'une anglomanie étroite et nous nous gardons bien de poser en principe que tout ce qui est Anglais est admirable. Mais nous redisons, après l'avoir minutieusement étudiée, que leur législation sur les sociétés par actions est remarquable et qu'il est essentiel, ne

serait-ce qu'en raison du nombre croissant des porteurs de titres de sociétés britanniques en France, que nous la connaissions à fond.

Nous nous réservons de nous faire par ailleurs le biographe patient d'une *Limited* britannique. Nous tenterons un jour de la faire vivre pour le lecteur et, la prenant à sa naissance, nous essaierons de la suivre à travers les péripéties de son existence jusqu'aux difficultés de la dernière heure.

Mais c'est là le travail de demain. Nous devons quant à présent nous borner à esquisser une comparaison des deux législations pour en dégager les principes directeurs.

La connaissance de ces principes étant indispensable pour pouvoir aborder avec fruit l'examen détaillé des textes dans un but pratique, nous osons penser, pour ce motif, que notre exposé, tel qu'il est, ne sera pas sans offrir quelque intérêt même aux praticiens et aux *business men*. Puisse cette petite étude les aider dans leur tâche d'après guerre, puissions-nous prolonger ainsi dans la paix notre très modeste rôle de combattant et d'agent de liaison : c'est notre meilleure ambition.

BIBLIOGRAPHIE

DROIT FRANÇAIS

- LYON-CAEN et RENAULT : *Traité de droit commercial*, 4^e édit.
THALLER : *Traité élémentaire de droit commercial*.
PERCEROU : *Des fondateurs de Sociétés anonymes; Contribution à l'étude des Sociétés par actions*.
ROUSSEAU : *Des Sociétés commerciales françaises et étrangères*.
HOUPIN : *Traité général théorique et pratique des Sociétés civiles et commerciales*.
WEISS : *Droit international privé*.
Journal des Sociétés civiles et commerciales.
Revue de droit international privé.
-

DROIT BRITANNIQUE

- PALMER : *Company Law*, 10th edit.; *Private Companies*.
LINDLEY : *A Treatise on the Law and Practice of Joint Stock and other Companies*. — *Partnership*.
TURNER : *Private Companies*.
KELKE : *Company Law*.
EMERY : *Partnership*.
ODGERS : *Common Law*.
BATY : *Elements of Legal Procedure*.
-

SOMMAIRE

Classification générale des sociétés en droit britannique.

Théorie générale de la Compagnie.	{	Du caractère juridique de la Compagnie.
		De l'action.
		De l'obligation.
De la constitution.	{	Promoteurs et fondateurs.
		Du moment de la constitution.
		De la publicité.
		Des statuts.
De la réalisation du capital.	{	De la souscription et de la répartition.
		Des apports.
		De l'augmentation et de la réduction du capital.
Du fonctionnement.	{	Des agents de la Compagnie.
		Des assemblées.
		Des actionnaires.
		De l'emprunt, des obligataires
Des modifications à la charte sociale.		
De la liquidation.		
Des Compagnies par actions autres que la Limited.	{	De la Compagnie privée.
		De la « Limitée par garantie ».
		De la Compagnie « illimitée ».
Du groupement et de la fusion des Compagnies.		
De la condition des Compagnies britanniques en France et des Sociétés françaises dans le Royaume-Uni.		
Conclusion.		

INTRODUCTION

CLASSIFICATION GÉNÉRALE DES SOCIÉTÉS EN DROIT BRITANNIQUE

Si profondément intéressant qu'eût été ce travail, nous ne pouvons songer à retracer ici l'histoire des sociétés dans le Royaume-Uni. Bornons-nous à constater qu'elles ont été, jusqu'au début du XVIII^e siècle, uniquement régies par le droit commun coutumier ou *Common Law*. C'est de 1719 que date la première loi anglaise sur la matière et cette loi, connue sous le nom de *Bubble Act* (1), ne fait que confirmer, en accentuant la rigueur, les dispositions de la *Common Law*.

Une société ne pouvait échapper au droit commun qu'en se transformant en « corporation » par l'octroi d'une charte royale, après autorisation du Parlement.

Par un lent travail de modifications partielles et

(1) Un « bubble » est un acte frauduleux. Le *Bubble Act* est une loi de défiance envers les sociétés.

successives, nos Alliés ont, au cours du XVIII^e siècle, transformé complètement leur système d'incorporation pour aboutir à l'act du 21 décembre 1908, véritable Code des Sociétés.

Les lois de 1825, 1834, 1837, 1844, 1845, 1855, 1856, 1857, 1862, 1863, 1867, 1883, 1888, 1890, 1900 et 1907 sont les principales étapes de cette évolution (1).

(1) Nous ne croyons pas inutile d'indiquer ici le procédé employé par les Anglais pour identifier leurs lois. Une loi est un *act*. L'ensemble des acts votés pendant une session annuelle du Parlement est désigné sous le nom de *statut*. Chaque act forme un des chapitres du statut. Pour citer, par exemple, la loi du 21 décembre 1908 on se servira dès lors des abréviations suivantes : 8 Edw. VII C. 69. Ces abréviations signifient qu'il s'agit de l'act formant le chapitre 69 du statut qui correspond à la huitième année du règne d'Édouard VII.

Quand un souverain monte sur le trône au cours d'une session, les années de son règne ne coïncident pas exactement avec les années civiles; par suite, chaque statut annuel correspond à deux années différentes du règne, et le statut porte les numéros de ces deux années. Tel est le cas de tous les statuts du règne de la reine Victoria qui succéda à son oncle, Guillaume IV, au cours de la session de l'année 1837.

Ceci posé, voici la liste des principales lois sur les sociétés :

- 1825. — 6 Geo. IV C. 91.
- 1834. — 4 and 5 Wm. IV C. 94.
- 1837. — 7 Wm. IV and I Vict. C. 73.
- 1844. — 7 and 8 Vict. C. 110.
- 1845. — 8 and 9 Vict. C. 16 (Companies Clauses Act).
- 1855. — 18 and 19 Vict. C. 133.
- 1856. — 19 and 20 Vict. C. 47.
- 1857. — 20 and 21 Vict. C. 14.
- 1862. — 25 and 26 Vict. C. 89.
- 1863. — 26 and 27 Vict. C. 118 (Companies Clauses Act).
- 1867. — 30 and 31 Vict. C. 131.

Comme nous l'avons indiqué dans notre préface, l'act de 1908, significatif effort d'unification, s'applique à toute l'étendue du Royaume-Uni, à l'Angleterre, à l'Écosse, à l'Irlande.

L'act de 1908 établit, dès son article 1^{er}, la division essentielle des sociétés dans le Royaume-Uni.

1° *Les sociétés non incorporées* qui demeurent régies par le droit commun : ce sont des *Partnerships*.

2° *Les sociétés incorporées* qui tombent sous le coup de l'act de 1908, bénéficient de ses avantages dont le plus important est l'octroi de la personnalité juridique et subissent par contre sa réglementation ; ce sont des *Companies*.

Mais cette division, pour un esprit français, est bien loin d'être aussi simple qu'elle le paraît. Les idées répandues chez nous quant à la distinction de la *Partnership* et de la *Company* sont, en effet, généralement inexactes. On a tendance à considérer la *Partnership* comme correspondant à notre société par intérêt, avec en moins le bénéfice de la personnalité, et à voir dans la *Company* l'équivalent britannique de notre société par actions.

1883. — 46 and 47 Vict. C. 52 (Bankruptcy Act).

1888. — 51 and 52 Vict. C. 48 (Cos. Clauses Consolidation).

1890. — 53 and 54 Vict. C. 64 (Directors Liability Act).

1900. — 63 and 64 Vict. C. 48.

1907. — 7 Edw. VII C. 24 (Limited Partnership Act).

1907. — 7 Edw. VII C. 50 (Companies Act).

1908. — 8 Edw. VII C. 69 (Companies Consolidation Act).

1913. — 3 and Geo. V C. 25 (Private Companies).

Rien n'est moins exact.

Il suffira pour détruire ce préjugé de cette double affirmation :

1° Une partnership peut être incorporée au même titre qu'une société par actions et obtenir, du fait de cette incorporation, la personnalité juridique ; elle devient alors une compagnie à responsabilité illimitée (1).

2° Une société par actions peut n'être pas incorporée, et dans ce cas elle n'est, aux yeux du législateur, qu'une simple partnership (2).

Pour reconnaître si telle société est une partnership ou une company, il ne faut donc pas s'attacher à sa forme, mais à la seule question de savoir si elle a été ou non enregistrée. Dans le fait de l'enregistrement, et dans lui seul, en effet, réside le véritable discriminant. Ce qui fait qu'une partnership devient une compagnie, ce n'est pas la division de son capital en actions, ce n'est pas même la limitation de la responsabilité de ses membres, *c'est son incorporation*.

Or la loi rend cette incorporation obligatoire en se plaçant à un double point de vue :

1° En raison du nombre des membres ;

2° En raison de la limitation de leur responsabilité.

(1) *Kelke's Company Law*, 2nd ed., p. 5 ; *Emery's Partnership*, p. 6.

(2) *Palmer's Company Law*, 10th ed., p. 7.

La règle est que doit être enregistrée :

1° Toute société composée de plus de 20 membres (10 seulement pour une Compagnie de banque) ;

2° Toute société désirant limiter, dans une mesure quelconque, la responsabilité de ses membres.

Et cette règle est sans exception.

Au risque de nous répéter, insistons sur ces idées primordiales et assez mal connues.

La partnership n'est que le contrat de société de droit commun. Répétant presque mot pour mot la définition de notre art. 1832 Code civil, le Partnership Act de 1890 la décrit comme « la relation existant entre des personnes qui entreprennent une affaire en commun en vue de réaliser un bénéfice (1) ».

S'en tenant aux principes généraux du droit commun, la loi n'applique à ce contrat de partnership aucune règle particulière tant que, conclu entre un petit nombre de personnes, il conserve un caractère privé. Dès que, le nombre des associés croissant, le même contrat revêt un caractère d'évidente publicité, le législateur intervient pour imposer aux contractants l'incorporation et la réglementation particulière de l'act de 1908.

Tandis donc qu'en droit français il y a un véritable abîme entre la société de droit commun, la société de personnes et la société par actions, il n'existe aucune

(1) *Partnership Act*, 1890, art. 1.

différence essentielle, quant à leur nature juridique, entre la Partnership et la Company. La seconde n'est que la *forme publique et réglementée de la première*. S'il est vrai que la compagnie incorporée revêt le plus souvent la forme de la société par actions (Joint Stock Company), ce serait une erreur absolue, comme nous le verrons bientôt, de croire qu'elle n'en peut pas prendre d'autre.

De même, la société non enregistrée ou partnership comporte différentes variétés. La loi en reconnaît deux types principaux :

la partnership simple, correspondant exactement à notre société en nom collectif;

la limited partnership, qui n'est autre que notre société en commandite par intérêt.

Mais alors que la simple partnership n'est tenue à enregistrement que lorsqu'elle compte plus de vingt membres, la limited partnership — par application du principe déjà posé que toute limitation de responsabilité implique enregistrement — *est tenue de se faire incorporer* (1), *quel que soit le nombre de ses membres*.

Quant à la condition juridique faite aux partnerships par le droit commun, elle varie évidemment avec la coutume de chacune des parties du Royaume-Uni.

En Angleterre, la partnership ne constitue pas une

(1) *Limited Partnership Act*, 1907, art. 4.

personne morale et elle ne peut ester en justice comme telle.

En Écosse, au contraire, la partnership est considérée par la *Common Law* comme une personne juridique indépendante dont les associés ne sont que les cautions (1).

Hâtons-nous d'ajouter que cette question de la personnalité est bien loin d'avoir dans le Royaume-Uni la même importance qu'en France. Qu'une société ait ou non la personnalité, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour lui en concéder les deux conséquences principales :

1° Même en Angleterre, une simple partnership peut plaider par l'intermédiaire d'un seul de ses membres, son *manager* très généralement, considéré comme muni d'un mandat *ad litem* sans que le nom de chacun des associés doive figurer dans l'assignation (2) ;

2° Les créanciers d'une simple partnership sont payés sur les biens sociaux, à l'exclusion des créanciers personnels des associés (3).

La division des sociétés en droit britannique ne correspond donc pas d'une façon symétrique à celle de notre droit français : société en nom collectif, société en commandite par intérêt, société en commandite par

(1) *Rules of the Supreme Court*, Order XVI, 14.

(2) *Rules of the Supreme Court*, Order XVI, 14.

(3) *Bankruptcy Act* 1883, 46 and 47 Vict. C. 52.

actions, société anonyme, société en participation. Cette dernière société admise par notre Code de commerce n'existe pas dans le Royaume-Uni. Trois des autres s'y trouvent, nous le verrons, avec leurs caractéristiques principales. Mais l'analogie est bien loin d'être absolue. Il n'y a pas à le regretter; moins encore à s'en étonner : il suffit de le constater.

La seule méthode rationnelle qu'on doive adopter au seuil de cette étude est de faire abstraction de notre division française et de voir, sans idée préconçue, sans hantise d'analogie, de quelle façon peuvent se classer les sociétés en droit britannique.

Nous n'avons pas à parler ici des sociétés commerciales et des sociétés civiles. Cette division, essentielle chez nous, le droit britannique ne la connaît pas; ce n'est pas au caractère civil ou commercial des sociétés qu'il s'attache pour les distinguer.

Sur la base du discriminant essentiel de l'incorporation, les sociétés britanniques peuvent se répartir en trois grands groupes :

A) Sociétés de banque de plus de dix membres.

Sociétés quelconques à but lucratif de plus de vingt membres.

B) Sociétés de banque de dix membres ou moins.

Sociétés quelconques à but lucratif de vingt membres ou moins.

C) Sociétés de banque ou autres de moins de sept membres.

Les sociétés de la catégorie A sont placées *d'office* sous le régime de la loi de 1908 et *doivent* s'y soumettre en se faisant incorporer par enregistrement.

Les sociétés des catégories B et C ont la *faculté* de se soumettre à la loi ; elles peuvent à volonté se faire enregistrer ou s'en abstenir. Mais les compagnies de la catégorie C (moins de sept membres) ne peuvent jamais se constituer qu'en compagnies privées, c'est-à-dire en compagnies ne faisant aucun appel au public pour la souscription de leurs actions.

D'autre part, la société britannique peut, tout comme la nôtre, être par intérêt ou par actions.

Les deux grandes variétés de sociétés par intérêt sont, nous l'avons déjà dit, la *partnership simple* et la *limited partnership*, telle qu'elle est régie par la loi de 1907 (7 Edw. VII C. 24), l'enregistrement de cette dernière étant, nous le répétons, toujours obligatoire.

Quant à la *Joint Stock Company* (1), l'act de 1908 la définit en son article 250 : « Une Compagnie ayant un capital entièrement versé ou un capital social d'un montant nominal fixe, divisé en actions d'une valeur fixe, cette Compagnie étant formée d'après le principe d'avoir comme membres les porteurs de ses actions et non d'autres personnes. »

(1) *Joint*, commun ; *Stock*, capital. Mot à mot : Compagnie à capital commun.

Les Joint Stock Companies se subdivisent elles-mêmes en trois grandes classes :

- 1° Les sociétés à responsabilité illimitée ;
- 2° Les sociétés à responsabilité limitée par actions ;
- 3° Les sociétés à responsabilité limitée par garantie.

Dans la société à responsabilité illimitée, chacun des associés est tenu des dettes sociales sur tous ses biens.

Dans la société à responsabilité limitée par actions, la responsabilité de chacun des membres est limitée au montant des actions qu'il possède. Il ne pourra donc être poursuivi en cas de liquidation que s'il n'a pas effectué le versement intégral des actions qu'il a souscrites et seulement jusqu'à concurrence de la différence restant due.

La société à responsabilité limitée par garantie est celle dans laquelle chacun des associés ne s'engage qu'à payer, dans l'éventualité d'une liquidation, sa part contributive à une somme fixe, indiquée par les statuts comme devant être le capital de la compagnie en cas de dissolution.

Le droit britannique admet enfin une combinaison de ces deux dernières formes par la constitution d'une compagnie mixte où l'on trouve à la fois et la garantie en cas de liquidation et un capital-actions.

Une société par actions incorporée (*Incorporated Joint Stock Company*) peut — et c'est là l'autre grande division du droit britannique — se constituer

en Compagnie privée (*Private Company*) ou Compagnie publique (*Public Company*).

Les Compagnies de la catégorie C (moins de sept membres) ne peuvent, ainsi que nous l'avons déjà indiqué d'un mot, se constituer qu'en Compagnies privées.

La compagnie publique est celle qui fait appel au public, pour la souscription de ses actions ou obligations, par voie de prospectus, affiches ou tout autre moyen de publicité.

La société privée se distingue par les caractéristiques suivantes :

1° Elle ne doit être composée que de cinquante actionnaires au maximum ;

2° Les actions ne sont cessibles que sous certaines conditions énoncées aux statuts ;

3° Les statuts prohibent tous moyens de publicité pour obtenir la souscription des actions et obligations.

L'act de 1908 n'est donc pas, ainsi qu'on le croit assez généralement en France, une loi sur les sociétés par actions, selon notre conception française de ce type de sociétés. C'est un véritable Code des sociétés, *s'appliquant à toutes les compagnies*. Il ne consacre pas un chapitre spécial à chacune des variétés de ces compagnies. Il contient, à propos de chacun des actes de la vie sociale, de chacune des formalités de la constitution, des dispositions générales s'appliquant à

toutes et des règles particulières relatives aux seules « limited ».

En résumé, le droit britannique nous offre :

Un contrat de société de droit commun : la *Partnership* ;

Une forme publique et réglementée de ce contrat : la *Company* ;

Une variété de *Company*, de beaucoup la plus répandue : la *Joint Stock Company* ;

Un type de *Joint Stock Company*, de beaucoup le plus important : la *Joint Stock Company Limited by shares*, plus connue sous la simple abréviation de « Limited ».

Sur la base de ces principes, la *Limited* doit être définie « une compagnie britannique incorporée dont le capital est divisé en actions et dans laquelle la responsabilité de chacun des actionnaires est limitée au montant de son apport ».

Ayant ainsi dessiné, à grands traits, l'armature du système des sociétés dans le Royaume-Uni, nous pouvons maintenant, — et en nous gardant soigneusement de toute assimilation exagérée, — reprendre un à un chacun de nos types français et chercher son équivalent outre Manche.

Société en nom collectif. — Elle a son pendant symétrique dans la *simple partnership*, avec cette différence déjà signalée, et au fond plus théorique que

pratique, qu'en Angleterre (contrairement au droit écossais) la *partnership* n'a pas la personnalité juridique.

Société en commandite par intérêt. — Nous pouvons aujourd'hui trouver, outre Manche, un équivalent à notre société en commandite par intérêts ; mais c'est, chez nos Alliés, une véritable nouveauté.

Le génie britannique répugnait à ce mélange, dans une même société, de responsabilité illimitée et de risques restreints, et pendant fort longtemps il ne l'a pas admis. C'est en 1907 seulement (7 Edw. VII C. 24) que le législateur a réglementé, sous le nom de *limited partnership*, une société toujours soumise à enregistrement, où l'on distingue deux sortes d'associés : le *general partner* qui correspond au commandité, et le *limited partner* qui joue le rôle de commanditaire. Le *limited partner*, pas plus que le commanditaire, ne peut (Act 1907, art. 6) s'immiscer dans la gestion ni obliger la société.

Société en commandite par actions. — Ici l'équivalent fait nettement défaut. La commandite par actions, avec la structure particulière qui lui est donnée par le droit français, n'existe pas dans le Royaume-Uni. Tout au plus est-il possible de se rapprocher de ce type en décidant (Act 1908, art. 60) que dans une société à responsabilité limitée par

actions la responsabilité d'un ou plusieurs des administrateurs sera illimitée.

Société anonyme. — Malgré des différences profondes, elle correspond assez bien à la Compagnie à responsabilité limitée par actions, plus connue dans le langage courant sous le nom de « Limited » et telle que nous l'avons définie plus haut. Mais c'est là le sujet même de notre étude. Aussi nous bornerons-nous, quant à présent, à cette brève indication.

La Compagnie à responsabilité limitée par garantie est une création très particulière du droit britannique ; nous en étudierons en temps voulu les caractères.

Quant à la Compagnie par actions à responsabilité illimitée, il semble bien, à première vue, qu'elle sorte du cadre de cette étude comparative. En droit français, en effet, qui dit société par actions dit responsabilité limitée. Ce type, en raison des dangers qu'il présente, est d'ailleurs presque complètement abandonné dans la pratique.

Association en participation. — Ici, encore, la symétrie est en défaut. Vainement cherchons-nous à découvrir outre Manche le pendant à cette société, d'ailleurs assez mal définie chez nous. Nous trouvons bien une combinaison dans laquelle le bailleur de fonds, ou *sleeping partner*, effectue un apport pour participer aux bénéfices que réalisera une autre per-

sonne dans une opération de commerce et se réserve un droit de contrôle sur la gestion. Mais cette combinaison existe à l'égard des tiers dès qu'elle est découverte : le *sleeping partner* est tenu solidairement et personnellement envers les créanciers si ceux-ci parviennent à prouver sa qualité d'associé.

Ayant, grâce à ces indispensables préliminaires, « situé » la société par actions dans le système britannique, l'ayant en quelque sorte mise à son plan dans la perspective d'ensemble, nous allons enfin pouvoir aborder le véritable sujet de notre étude en tentant une comparaison des sociétés par actions en France et dans le Royaume-Uni, en rapprochant pour les opposer les physionomies bien particulières que leur ont faites des deux côtés de la Manche les législations des pays alliés.

La Compagnie à responsabilité limitée par actions, que nous appellerons plus simplement et plus couramment la « Limited », est de beaucoup la plus répandue et la plus importante. D'autre part, les règles qui la régissent s'appliquent, à de très rares exceptions près, aux autres types. Pour la clarté de l'exposition, c'est donc d'elle seule que nous parlerons au cours de nos développements, nous réservant d'étudier dans un chapitre spécial que nous leur consacrerons à la fin de notre travail les particularités des autres Compagnies par actions.

CLASSIFICATION GÉNÉRALE DES SOCIÉTÉS EN DROIT BRITANNIQUE

A	{	Société de Banque de plus de 10 membres.	{	Société par intérêt	{	Partnership simple.	
		Autre Société de plus de 20 membres.				Limited Partnership (incorporation toujours obligatoire).	
B	{	Incorporation obligatoire :	{	Société par Actions.	{	ou	Publique ou privée.
		Société de Banque de 10 membres ou moins.				Illimitée.	
		Autre Société de 20 membres ou moins.				Limitée par actions.	
		Incorporation facultative :				Limitée par garantie.	
C	{	Société de Banque ou autre de moins de 7 membres.	{	Société par intérêt ou	{	Partnership simple.	
						Limited Partnership (enregistrement toujours obligatoire).	
						Illimitée.	
						Limitée par actions.	
	{	Incorporation facultative :	{	Société par Actions.	{	Limitée par garantie.	Ne peut être que privée.

CHAPITRE I

THÉORIE GÉNÉRALE DE LA COMPAGNIE

SECTION I

DU CARACTÈRE JURIDIQUE DE LA COMPAGNIE

La nature contractuelle de la société par actions est, en France même, controversée. Il est bien certain que le contrat de société, encore suffisamment apparent dans la commandite par actions, n'est plus dans la société anonyme qu'extrêmement vague et qu'il faut, pour faire rentrer cette dernière dans la définition de la société du Code civil, forcer singulièrement les principes.

Il est remarquable que le Code de commerce qui, parlant de la société en nom collectif (art. 20) et de la commandite (art. 23), emploie expressément le mot « contracter » se garde bien de répéter ce même mot à propos de la société anonyme (art. 29 et suiv.). Il expose immédiatement les caractéristiques de cette société sans s'aventurer à sa définition.

Vainement, en effet, cherchons-nous dans la société anonyme le contrat synallagmatique tel qu'il est défini par l'art. 1101 du Code civil, cet engagement direct entre associés qui aux termes de l'art. 1832 est l'essence même de la société.

A aucun moment le souscripteur à une société anonyme n'est appelé à accepter la souscription d'un autre souscripteur ; les souscripteurs s'ignorent, à aucun moment il n'intervient d'engagement entre eux. On ne saurait contredire à cette constatation de fait que par des raisonnements d'une dangereuse subtilité.

Et il est si vrai que la société anonyme diffère de tout au tout de la société de l'art. 1832 du Code civil que le principe de l'immutabilité des conventions est, en ce qui la concerne, — ainsi que nous le verrons en étudiant les modifications à la charte sociale, — complètement sacrifié. Comment l'admettre, si l'on s'obstine à voir en elle le classique contrat de société ?

Cette énorme différence entre la société telle qu'elle est définie par notre Code civil et la société anonyme est encore accentuée, si possible, dans le système britannique. Et cette constatation n'est pas pour surprendre, si l'on réfléchit à l'origine historique de la Compagnie britannique qui ne dérive pas de la société commerciale progressivement transformée, mais se rattache directement à la Corporation, création originale et d'une nature toute différente.

Les juristes britanniques distinguent — nous l'avons vu dans notre précédent chapitre — la *partnership* qui est la véritable société de personnes, le contrat classique, nettement défini, régi par les règles inaltérables de la *societas* romaine, et la Compagnie. Fort sagement ils s'abstiennent de vouloir rattacher la seconde à la première, — ce qui leur paraîtrait d'ailleurs absolument vain au point de vue pratique. Ils préfèrent voir en la Compagnie une création juridique *sui generis*.

Le législateur britannique appelle bien, il est vrai, les statuts d'une Compagnie ses « articles d'association », mais cette terminologie est sans rapport avec la nature juridique de l'institution. Les souscripteurs à une Compagnie britannique font naître une entité juridique à laquelle chacun d'eux se trouve lié, à laquelle sera lié chacun des actionnaires futurs. Mais, quant au lien de droit qui engagerait directement les uns aux autres ces actionnaires pour en faire des associés, au sens exact du mot, nous avouons le chercher en vain.

Ceci dit, examinons rapidement quels sont les traits distinctifs de la société anonyme française et voyons quels sont ceux de ces traits qui se retrouvent dans la « Limited » britannique.

Aux termes des art. 29, 30, 32, 33 du Code de commerce les caractères distinctifs de la société anonyme sont les suivants :

1° Tous les associés ne sont tenus que jusqu'à concurrence de leur mise ;

2° La personne des associés n'est nullement prise en considération ;

3° La personnalité des associés ne jouant aucun rôle, la société n'a pas de raison sociale ;

4° Le capital social est divisé en actions ;

5° Les actions sont cessibles à volonté.

Quatre de ces caractères se retrouvent exactement dans la Limited :

1° Responsabilité limitée ;

2° Ignorance de la personnalité des associés ;

3° Division du capital en actions ;

4° Cessibilité des actions.

Sur un seul point nous constatons une différence : la Limited britannique peut avoir une raison sociale. Nous verrons que la loi l'autorise à prendre pour dénomination les noms d'un ou plusieurs de ses membres.

La Limited britannique est donc, somme toute, bien voisine de notre société anonyme. Les différences certaines, et souvent profondes, qui existent entre les deux types de société résident, non dans leurs caractères juridiques, mais bien dans les détails de leur formation et de leur fonctionnement. Ces différences apparaîtront au cours de notre étude.

SECTION II

DE L'ACTION

Les caractères distinctifs de l'action ne sont indiqués par aucun texte précis de notre loi. La loi britannique n'est pas plus explicite. L'art. 22 de l'Act de 1908 se borne à déclarer que l'action est bien mobilier (*personal estate*) et transmissible d'après le mode établi par les statuts de la Compagnie.

Le droit à une action est représenté par un certificat (*share certificate*) portant le sceau de la Compagnie. Chaque actionnaire est, en outre, inscrit sur un registre des membres tenu au siège social et qui joue dans l'organisation britannique un rôle extrêmement important.

En droit britannique, l'action est, en principe, nominative. Jusqu'en 1867 elle ne pouvait prendre aucune autre forme. L'Act de 1867 a, pour la première fois, autorisé la création de titres au porteur et ses dispositions à cet égard ont été reproduites par les art. 37 et 38 de l'Act de 1908. Mais ce titre au porteur (*share warrant to bearer*) est encore très différent dans le Royaume-Uni de ce qu'il est chez nous.

Quand elle émet un titre au porteur (*share warrant*) la Compagnie raye du registre des membres le

nom du membre qui y était inscrit et à qui est remis le *warrant*. Elle ne procède à la réinscription que le jour où le *warrant* lui est rendu et est annulé par elle. Le détenteur d'un titre au porteur n'est donc pas, à proprement parler, membre de la Compagnie ; en principe, et dans le silence des statuts, il ne peut prendre part aux assemblées ; un titre au porteur ne peut jamais servir d'action statutaire pour la qualification d'un administrateur. La création de titres au porteur est, en outre, frappée d'un droit de timbre extrêmement élevé. Pour toutes ces raisons les titres au porteur sont créés dans le Royaume-Uni en nombre beaucoup plus restreint qu'en France.

Il ne peut être créé de titres au porteur que pour les actions entièrement libérées.

Dans le Royaume-Uni comme chez nous une Compagnie peut émettre des actions ordinaires (*ordinary shares*), des actions privilégiées (*preference shares*), des actions différées (*deferred shares*), et enfin des *founders shares* qui correspondent non pas à nos parts de fondateurs, mais très exactement à nos actions d'industrie.

En France, l'action est indivisible. C'est une règle qui n'est pas sans inconvénient quand le prix de l'action est élevé. Dans le Royaume-Uni, on remédie à cet inconvénient par le procédé très original du *stock*.

La conversion en *stock* n'est possible que pour les actions entièrement libérées. Le *stock* est le grou-

pement d'un certain nombre d'actions représentant une quote-part du capital social. L'actionnaire qui possède, par exemple, 10 actions de 20 livres (500 francs) et qui veut les convertir en stock, demande à la Compagnie la délivrance d'un certificat attestant qu'il est propriétaire d'actions pour un *stock* s'élevant à la somme de 5000 francs. En possession de ce titre, l'actionnaire peut dès lors céder à des tiers une portion quelconque de son stock, et il détermine à son gré l'importance de ses coupures.

Nous ne saurions mieux comparer le stock qu'à notre rente française ; on peut en vendre ou en acheter une quantité quelconque (10, 20, 30 ou 35 francs de rente), tandis que si cette rente était divisée en titres de 100 francs ou 500 francs, on ne pourrait la négocier que par unité ou multiples de l'unité.

Contrairement à notre loi française, la loi britannique ne fixe pas de minimum pour le taux des actions. Les promoteurs ont toute liberté à cet égard : ils peuvent émettre des actions d'une livre ou de 1000 livres, comme bon leur semble. Un exemple fameux est celui des actions de l'*Incandescent Gas Light Co*, ltd., émises à 2 shillings, soit 2 fr. 50, et qui montèrent à 80 livres ! Les statistiques du registrar montrent qu'en ces dernières années, près des $\frac{4}{5}$ des Compagnies enregistrées ont émis des actions d'une livre. C'est le type d'action qui tend de plus en plus à se répandre.

Dans le Royaume-Uni comme en France, il est interdit d'émettre au-dessous du pair (*at a discount*).

Tandis que notre loi exige le versement du $\frac{1}{4}$ pour les actions de plus de 100 francs et de 25 francs pour les actions de 25 francs et de moins de 100 francs, le minimum imposé par la loi britannique est beaucoup plus faible. Jusqu'en 1900 même, aucun versement n'était exigé. Depuis 1900, il est nécessaire et suffisant qu'un versement de 5 $\frac{0}{10}$ ait été effectué; c'est le minimum qu'a maintenu l'act de 1908.

Dans le Royaume-Uni comme en France, la loi laisse aux statuts le soin de déterminer librement les époques des versements à faire après la constitution de la société.

Mais dans le Royaume-Uni, les actions souscrites peuvent être et sont souvent libérées d'une manière inégale. Cela tient à ce que la loi n'impose pas, comme chez nous, la souscription intégrale du capital. Par suite, toute compagnie a la faculté d'émettre ses actions en une ou plusieurs fois, comme elle l'entend; chaque émission peut être faite dans des conditions différentes, quant aux modes et aux termes de libération. On aboutit ainsi à une inégalité de traitement qui, d'ailleurs, peut se produire également chez nous au cas d'augmentations successives du capital.

Les droits des actionnaires sont exactement les mêmes dans les deux législations :

1° Droit au dividende. Les dividendes ne sont dis-

tribués que s'il y a des bénéfices. Le principe est absolu.

Très généralement, le dividende étant déclaré, la Compagnie en adresse le montant à ses actionnaires à domicile, en un chèque. Ce procédé, infiniment simple, tend d'ailleurs à se répandre en France.

2° Droit à une part de l'actif social à la liquidation.

3° Droit de prendre part aux assemblées. Nous étudierons l'étendue de ce droit en traitant des assemblées (1).

4° Droit de céder sa part à des tiers. Nous étudierons ce droit en traitant du transfert (2).

Peut-on stipuler dans les statuts que des intérêts seront payés aux actionnaires, en l'absence de bénéfices?

En France, la question a été controversée, mais la majorité de la doctrine et la jurisprudence tiennent aujourd'hui pour l'affirmative. Dans le Royaume-Uni, cette clause est licite depuis 1907. Mais l'Act de 1908 (art. 91), en confirmant cette disposition, y apporte d'importantes restrictions. Il n'autorise la distribution d'intérêts, en l'absence de bénéfices, qu'en faveur d'actions émises « pour faire face aux frais d'acquisition de propriétés, de constructions, de matériel qui ne pourront produire leurs fruits que dans un très long

(1) V. *infra*, p. 109.

(2) V. *infra*, p. 118.

délai ». Cette distribution est, en outre, soumise à la sanction du *Board of Trade* (1).

Quant aux obligations des actionnaires, nous les examinerons en traitant de leurs responsabilités dans le chapitre spécial que nous leur consacrerons (2).

SECTION III

DE L'OBLIGATION (DEBENTURE)

La *debenture* britannique présente les mêmes caractères généraux que notre obligation française, avec cette différence qu'elle est divisible à volonté, suivant le procédé ingénieux déjà exposé pour les actions.

La *debenture* peut revêtir l'une des quatre formes suivantes :

- 1° *debenture* payable à un détenteur enregistré ;
- 2° *debenture* payable au porteur ;
- 3° *debenture* payable à un détenteur enregistré, mais avec coupons d'intérêts payables au porteur ;
- 4° *debenture* payable au porteur avec faculté d'enregistrement.

Nous traiterons des droits des obligataires dans le chapitre spécial que nous leur consacrerons (3).

(1) Le *Board of Trade* (Bureau du commerce) correspond par certaines de ses attributions à notre ministère du commerce et par d'autres à notre tribunal de commerce.

(2) V. *infra*, p. 117.

(3) V. *infra*, p. 125.

CHAPITRE II

DE LA CONSTITUTION

SECTION I

PROMOTEURS ET FONDATEURS

Les créateurs d'une compagnie, ceux qui la conçoivent et la font naître à l'existence officielle, sont appelés par la loi britannique les « promoteurs » (*promoters*).

Mais l'act se garde bien de donner de ce terme une définition exacte. La même lacune, regrettable à notre sens, existe à ce point de vue dans les deux législations française et britannique (1).

M. Percerou définit les fondateurs français « ceux qui ont joué, dans la constitution, un rôle capital, essentiel, important ». La même définition peut s'appliquer aux promoteurs britanniques. La situation du promoteur est purement une situation de fait et seule

(1) Percerou, *Des Fondateurs de Sociétés anonymes*, 1896, p. 18.

la conduite de telle personne permettra aux tribunaux de juger si l'on doit ou non lui reconnaître cette qualité. L'industriel qui vend son usine à la Compagnie qui l'exploitera et dans laquelle il se réserve des intérêts, le banquier qui lui fournit les premiers fonds ne seront peut-être pas, par cela même, des promoteurs; mais il ne tient qu'à eux de le devenir, en prenant une part directe à la formation de cette Compagnie, de même qu'il leur est loisible d'y demeurer étrangers, en se tenant dans une sage mesure et en s'abstenant de toute immixtion. Tout individu peut, par sa propre initiative, se placer dans la situation de fait du promoteur, sans qu'aucun critère sûr permette de lui attribuer à première vue cette qualité. Ses actes seuls la lui conféreront.

Pour devenir promoteur d'une Compagnie, il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, de participer à sa création dès la première heure. On peut devenir promoteur à un moment quelconque, soit avant, soit après l'enregistrement de la Compagnie et jusqu'à l'assemblée statutaire.

En fait, on peut poser en principe que devient promoteur, tout individu qui participe à l'un des actes suivants : achat d'une propriété ou d'une industrie, avec intention de la revendre à la Compagnie projetée, choix du nom de la Compagnie, rédaction du Mémorandum, du prospectus ou des statuts; choix des premiers directeurs; installation du siège social;

règlement du solicitor ou des frais légaux ; paiement des imprimés.

Il va de soi que ce n'est pas là une énumération limitative ; encore une fois, nous sommes ici en plein dans le domaine du fait et les tribunaux apprécient souverainement.

La nature du lien de droit qui lie le promoteur à la future Compagnie est fort délicate à préciser. La question se pose, en effet, dans les mêmes termes qu'en France où elle a donné lieu à de si nombreuses controverses. Mais nous verrons bientôt qu'elle a reçu une solution toute différente.

Notre jurisprudence française unanime admet que le contrat passé par le fondateur dans la période de formation oblige la société ou lui profite directement ; les droits qui en résultent ne passent jamais dans le patrimoine du fondateur.

Pour justifier cette solution pratique, des doctrines ingénieuses ont été proposées. Les deux principales sont celles de la « personnalité intérieure de la société » et celle de la stipulation pour autrui.

M. Thaller (1) a développé la théorie de la personnalité intérieure de la société, pour assurer à celle-ci le bénéfice direct des contrats passés pendant la période de formation, et notamment des droits résultant des opérations de la souscription. « La person-

(1) Thaller, *Droit commercial*, 2^e édit., n° 571.

nalité morale, dit-il, remonte plus haut que le jour où la société est devenue capable de conclure des contrats avec les tiers ; on doit reconnaître cette *personnalité intérieure* aussitôt qu'il se sera établi un noyau de souscripteurs apparents, couvrant le capital social, et que, d'autre part, l'on sera en possession d'un acte, d'un document donnant les noms de ces souscripteurs et les montrant groupés. Nous dirons de lui qu'il emporte la *constitution provisoire* de la société. »

Cette personnalité intérieure et précoce admise, toutes les opérations faites par le fondateur sont censées faites par la société elle-même, qui en acquiert immédiatement les bénéfices comme elle en supporte les charges.

Nous avouons préférer de beaucoup la théorie, infiniment plus simple, qui suppose le fondateur stipulant pour la future société. Comment, objectent ses adversaires, peut-on stipuler pour une personne qui n'existe pas encore ? L'objection ne nous paraît pas décisive. On est d'accord pour reconnaître à la société tous les avantages de la personnalité physique. On les étend même à son profit, puisque, pour les besoins de la liquidation, elle est supposée survivre à sa dissolution. Pourquoi ne pas étendre symétriquement cette fiction de personnalité à la période qui précède immédiatement la formation ? N'est-on pas d'accord, en droit civil, pour reconnaître la personnalité de l'enfant simplement conçu, par application de l'adage

romain *Infans conceptus pro nato habetur*? L'assimilation de la société en formation à un enfant en gestation ne nous paraît pas sortir du domaine de la logique.

Quoi qu'il en soit, à ce problème que fait naître la notion fâcheusement imprécise du fondateur, le droit britannique a donné, comme nous l'indiquions au début, une solution toute différente.

Deux remarques essentielles s'imposent à ce sujet :

1° La Compagnie britannique acquiert la personnalité juridique beaucoup plus rapidement que la société française. La société française, suivant l'opinion la plus générale, n'acquiert la personnalité qu'à dater de l'assemblée constitutive, toutes les formalités légales étant accomplies. Au contraire, comme nous le verrons bientôt, la Compagnie britannique possède, dès l'incorporation, qui peut être obtenue très rapidement et sans formalités compliquées, une existence indépendante de celle de ses membres (Act 1908, art. 16). La question que nous examinons actuellement ne se pose donc que pour les contrats passés par le promoteur avant l'incorporation, et son domaine d'application se trouve ainsi considérablement réduit.

2° Dans la mesure où la question demeure posée, le droit britannique la résout en faisant application pure et simple et très rigoureuse des principes du droit commun. Écartant résolument toute fiction, toute idée de personnalité anticipée, la doctrine et la

jurisprudence ne tiennent la stipulation pour valable que si la personne qui doit en bénéficier, en l'espèce la Compagnie, existe réellement au moment du contrat. De cette solution, elle tire cette conséquence logique que notre jurisprudence a voulu éviter : nécessité de deux contrats successifs, pour faire passer les droits ou obligations de la personne du promoteur à celle de la Compagnie, et, par suite, double paiement des droits fiscaux.

Cette solution, certes, est rigoureuse, mais, comme nous l'avons dit, il est extrêmement facile au promoteur de faire incorporer sa compagnie qui acquiert immédiatement, du fait de cette incorporation, la personnalité morale. Il ne tient qu'à lui de le faire. En principe, le promoteur prudent doit s'abstenir de passer aucun contrat avant l'incorporation.

Il peut arriver cependant que le promoteur ait des raisons péremptoires d'enfreindre ce conseil de sagesse et signe des contrats avant l'incorporation. Voici, dans ce cas, comment les choses se passent dans la pratique.

Première phase. — Prenons comme exemple le cas le plus ordinaire d'une vente. Un premier contrat intervient entre le vendeur et le promoteur. Ce contrat : 1° fixe le prix de la vente, payable, le plus souvent, partie en actions et partie en numéraire ; 2° stipule que la Compagnie dès sa formation assumera la responsabilité du paiement au lieu et place du promoteur ; 3° précise que la Compagnie indemniserà le pro-

moteur de tous ses frais ; 4° stipule qu'au cas où la Compagnie ne serait pas formée et n'accepterait pas les termes du contrat dans un délai donné, ce contrat deviendrait nul.

Deuxième phase. — Dès après l'incorporation, un nouveau contrat intervient entre le vendeur, le promoteur et la Compagnie. Aux termes de ce contrat : 1° la Compagnie se substitue au promoteur, quant aux obligations résultant de la vente ; 2° s'engage à indemniser le promoteur pour toute action née de cette vente qui serait exercée contre lui par des tiers.

Ce second contrat est absolument indispensable. Jusqu'à ce qu'il intervienne, le promoteur est tenu personnellement et la Compagnie ne pourrait même pas le décharger de ses responsabilités en déclarant qu'elle ratifie le contrat préliminaire.

Le promoteur a, en outre, un moyen très généralement employé de se prémunir contre le risque d'inexécution du contrat par la Compagnie. Ce moyen est basé sur l'art. 14 de l'Act de 1908. Cet article déclare : « Le mémorandum et les statuts, après leur enregistrement, lieront la Compagnie et ses membres comme s'ils portaient le sceau et la signature de chacun d'eux. » Il suffit donc au promoteur, pour se prémunir efficacement, d'introduire dans le mémorandum une clause impliquant la ratification du contrat préliminaire.

Ayant ainsi déterminé le caractère juridique de la promotion, il nous reste à examiner rapidement quels

sont les rapports des promoteurs : 1° entre eux ; 2° avec la Compagnie ; 3° avec chacun des membres de la Compagnie considéré individuellement ; 4° avec les tiers.

Rapports des promoteurs entre eux : très généralement, il n'y a pas un promoteur unique, mais plusieurs. Ces promoteurs ne sont pas des associés ; ce principe incontesté se justifie surabondamment par les considérations que nous avons exposées en traitant du caractère juridique de la Compagnie. De ce que des promoteurs ne sont pas des associés, il s'ensuit qu'ils n'ont pas le pouvoir d'agir réciproquement l'un pour l'autre ; il n'en serait ainsi que dans le cas de mandat exprès.

Rapports des promoteurs avec la Compagnie : le promoteur, nous l'avons dit, ne saurait être, aux yeux du juriste britannique, le mandataire d'une Compagnie qui n'existe pas encore. La doctrine et la jurisprudence se bornent à déclarer qu'il se trouve à l'égard de cette Compagnie « dans une situation fiduciaire ». Les obligations qui découlent pour le promoteur de cette qualité de fiduciaire peuvent se résumer dans une seule : le promoteur est tenu de rendre compte de toutes ses opérations avec une absolue sincérité. Toute réticence à cet égard le rendrait coupable d'un véritable dol. C'est ainsi par exemple qu'au cas de vente d'une propriété par le promoteur à la Compagnie, il est tenu de donner toute information, de révélé-

ler tout fait susceptible d'influer sur la valeur de cette propriété, et il doit faire connaître quel bénéfice il a tiré de cette vente. Il ne doit pas tenter de vendre son propre fonds (fonds de terre, fonds industriel) à la Compagnie en dissimulant le fait que ce fonds lui appartient.

L'application de ce principe si simple n'est pas cependant sans présenter de sérieuses difficultés dans la pratique. La Compagnie qui, par exemple, intentera contre un promoteur une action en restitution de bénéfices dissimulés à l'occasion d'une vente devra, pour obtenir gain de cause, prouver que son adversaire était bien promoteur à l'époque de cette vente. Bien plus, elle devra prouver, le cas échéant, que l'adversaire a conclu cette transaction, *en tant que promoteur*. C'est l'intention qu'il convient avant tout de rechercher.

La Compagnie lésée a le choix entre deux actions :
1° elle peut demander la rescision du contrat qu'elle a passé avec le promoteur en se fondant sur la dissimulation de bénéfices. Cette première solution n'est évidemment possible que lorsque la Compagnie, ayant encore la propriété dont il s'agit, est à même de remplacer le promoteur dans le *statu quo*;

2° Elle peut maintenir le contrat et réclamer le montant des bénéfices dissimulés. C'est ainsi que dans une espèce particulière (Banque de Londres c. Tyrrell) un contrat avait été passé par le promoteur pour

l'achat, par la future Compagnie, d'une propriété appartenant à un tiers. Mais le vendeur et le promoteur avaient convenu secrètement qu'une partie du prix serait reversée à ce dernier à titre de commission. La Compagnie obtint le maintien du contrat et la réduction du prix.

Rapports des promoteurs avec chaque membre de la Compagnie considéré individuellement : le lien de droit n'existe qu'entre le promoteur et la Compagnie envisagée dans son ensemble comme entité juridique. Ce n'est donc qu'accidentellement que le promoteur pourra subir une action de la part d'un membre de la Compagnie. Le cas le plus ordinaire sera celui d'un actionnaire qui prétendra avoir été amené à souscrire par des déclarations mensongères du promoteur.

Rapports du promoteur avec les tiers : Étudiant la question des contrats préliminaires, nous avons vu que le promoteur reste tenu à l'égard des tiers tant que la Compagnie n'est pas venue par un second contrat le décharger de ses responsabilités et que les tiers contractants n'ont pas consenti à cette novation.

Le promoteur pourra, en outre, subir une action de droit commun de la part des tiers lésés, en cas de fraude; au cas, par exemple, où il aurait emprunté sous des motifs mensongers.

SECTION II

DU MOMENT DE LA CONSTITUTION

A quel moment exact est constituée une société française par actions?

A quel moment est constituée une société britannique?

Telle est la double question que nous allons maintenant étudier. Ayant constaté les différences profondes qui existent à ce point de vue entre les deux législations, nous examinerons ensuite les conséquences pratiques très importantes qui en découlent.

Il est essentiel que le moment de la constitution puisse être déterminé avec précision, car c'est, en droit français comme en droit britannique, le point de départ de nombreux délais (1).

En ce qui concerne la société française, la réponse nous est très nettement fournie par l'art. 25 *in fine* de la loi de 1867. « La société, dit-il, est constituée à partir de cette acceptation. »

Il s'agit ici de l'acceptation des administrateurs et commissaires des comptes nommés par l'assemblée générale.

L'art. 25 de la loi de 1867 pourrait néanmoins, si

(1) Lyon Caen et Renault, *Droit commercial*, II, n° 728.

on l'interprétait littéralement, prêter à confusion. La loi n'établit pas, en effet, un ordre obligatoire dans lequel doivent être prises les délibérations des assemblées constitutives.

L'assemblée des souscripteurs pourrait fort bien procéder à la nomination des administrateurs et commissaires, et ceux-ci accepter leurs fonctions, avant qu'il n'ait été statué sur les rapports et privilèges. Il peut se faire également que les administrateurs aient été nommés dans les statuts et qu'ils aient tacitement accepté leurs fonctions. Il serait évidemment inexact, en ce cas, de dire que la société est constituée dès l'acceptation des administrateurs. La loi fixe la constitution au moment de cette acceptation parce qu'elle la considère — et c'est généralement le cas dans la pratique — comme la dernière des formalités qu'elle impose.

Il est donc beaucoup plus exact de dire qu'une société française par actions est constituée dès le moment où ont été régulièrement accomplies toutes les formalités et conditions édictées par la loi de 1867 :

- 1° Souscription intégrale du capital ;
- 2° Libération du quart ou de la totalité des actions suivant leur taux ;
- 3° Déclaration des fondateurs devant notaire ;
- 4° Approbation des apports en nature et avantages particuliers ;

5° Nomination des administrateurs et commissaires des comptes;

6° Acceptation de ces derniers.

La constitution d'une société par actions résulte donc chez nous non d'un fait unique et précis, mais d'un ensemble de formalités qui doivent être appréciées séparément quant à leur validité. La société ne sera valablement constituée qu'autant que toutes les formalités auront été régulièrement accomplies, et la nullité de l'une d'entre elles entraînera la nullité de la société. C'est la règle nettement formulée par l'art. 41 de la loi de 1867 : « Est nulle et de nul effet, à l'égard des intéressés, toute société anonyme pour laquelle n'ont pas été observées les dispositions des art. 22, 23 et 24 ci-dessus. »

Nous nous trouvons, en droit britannique, en présence d'une situation totalement différente. Il est possible de déterminer, avec une exactitude en quelque sorte mathématique, le moment de la constitution d'une Compagnie.

Une Compagnie britannique est constituée au moment précis où ses promoteurs reçoivent des mains du *Registrar* le « certificat d'incorporation ».

L'incorporation — nous l'avons rapidement indiqué dans notre introduction — était autrefois accordée à une Compagnie par autorisation du Parlement et par charte royale ; elle s'obtient aujourd'hui de plein droit, de par le seul effet de la loi.

Les promoteurs, pour obtenir cette incorporation, doivent s'adresser à un fonctionnaire spécial, le greffier des Compagnies (*Companies Registrar*).

Le registrar compétent pour présider à cette incorporation est le registrar dans le ressort duquel est situé le siège social de la Compagnie, tel que l'indique le « Mémoire » (Act 1908, art. 15).

Les promoteurs doivent obligatoirement remettre au registrar deux documents :

1° Le Mémoire ;

2° Une *Statutory Declaration* ;

Et ils ont la faculté d'y joindre un troisième :

Les *Articles of Association* ou statuts.

Nous dirons, dans les deux sections que nous consacrerons à la publicité et aux statuts, ce que sont et le mémoire et les articles d'association.

Quant à la *Statutory Declaration* exigée par l'Act de 1908 (art. 17 § 2), c'est une déclaration sous serment émanant soit, en Angleterre, d'un solicitor de la Haute Cour, soit, en Écosse, du fonctionnaire correspondant (*enrolled law agent*), soit enfin du secrétaire ou d'un administrateur de la Compagnie nommés dans les statuts (1). L'auteur de la déclaration certifie

(1) Le mot « statut » pourrait ici prêter à confusion. Dans l'expression « *Statutory Declaration* », il ne fait aucunement allusion aux statuts (*Articles of Association*) de la Compagnie. Le mot statut, dans son sens le plus général, signifie en anglais « la loi », et l'expression « déclaration statutaire » veut dire ici « déclaration en conformité de la loi ».

que toutes les prescriptions de la loi ont été observées pour la constitution de la société. Le registrar peut accepter cette déclaration comme preuve suffisante de régularité.

Dans une Compagnie par actions publique le mémorandum doit être signé de sept souscripteurs et il suffit, pour qu'il soit valable, que chacun de ces souscripteurs ait souscrit une action. De sorte qu'en réalité il suffit à un promoteur, pour faire incorporer sa Compagnie, d'obtenir la signature de six personnes de bonne volonté.

On voit ainsi combien sont réduites les formalités imposées par la loi britannique pour la constitution de la Compagnie. Du seul fait de la remise au registrar du mémorandum signé de sept souscripteurs d'une action, avec la formalité accessoire de la *Statutory Declaration*, la Compagnie est incorporée, c'est-à-dire constituée. Cette incorporation est attestée par un certificat délivré aux promoteurs par le registrar et qui constitue véritablement l'acte de naissance de la Compagnie. Du jour et de l'heure de la délivrance du certificat, la Compagnie est née à la vie juridique.

L'art. 16 de l'Act de 1908 est des plus précis : « En enregistrant le mémorandum d'une Compagnie, le registrar doit certifier de sa main que la Compagnie est incorporée. A partir de la date d'incorporation indiquée dans le certificat, les signataires du mémorandum ainsi que telles autres personnes qui peuvent

devenir ultérieurement membres de la Compagnie forment un corps constitué avec capacité d'exercer toutes les fonctions d'une Compagnie incorporée, avec tous ses droits, possédant un sceau, pouvant posséder des biens territoriaux, etc. »

Subsidiairement — nous le verrons en détail au chapitre de la publicité — l'enregistrement produit le même résultat qu'on obtient en France par le dépôt aux greffes et la publication dans un journal : la charte sociale est portée à la connaissance des tiers qui pourront consulter, au bureau du registrar, et le mémorandum et les statuts.

Nous avons supposé jusqu'ici que le promoteur a fait enregistrer régulièrement la Compagnie qu'il vient de fonder. Qu'arrive-t-il cependant s'il néglige de le faire? Renvoyant aux notions générales que nous avons données dans notre introduction, nous nous bornerons à constater qu'une distinction s'impose :

a) Ou la Compagnie dont s'agit est composée de moins de vingt membres et elle peut alors subsister légalement en tant que société non incorporée ou *partnership*.

b) Ou la Compagnie est composée de plus de vingt membres et le défaut d'incorporation la rend illégale; elle est frappée dès sa naissance d'une nullité absolue, ou plus exactement elle ne naît pas.

Une Compagnie publique étant forcément, du fait qu'elle appelle à souscrire un nombre indéterminé

d'actionnaires, composée de plus de vingt membres est toujours nulle par défaut d'enregistrement. Cet enregistrement est pour elle une formalité substantielle, la condition même de son existence.

Quel est le rôle du registrar, quelle est la valeur du certificat qu'il délivre?

Depuis 1900, le certificat d'incorporation délivré au promoteur par le registrar est la preuve absolue (*conclusive evidence*) que les prescriptions légales ont été exactement observées par la Compagnie naissante. Il n'y a pas comme en France à examiner la validité de chacune des formalités en elle-même; cette validité attestée par le registrar ne saurait être contestée. Du fait même qu'elle est enregistrée, la Compagnie est régulière; son existence légale est inattaquable. On conçoit donc que le registrar ait en cette affaire un rôle essentiellement actif. Il a le droit et le devoir d'exercer largement son contrôle et de refuser le certificat s'il estime que les formalités n'ont pas été correctement accomplies ou que toutes les conditions n'ont pas été satisfaites.

*
* *

Le système britannique, tel que nous venons de l'exposer, paraîtrait à juste titre très dangereux s'il n'était complété par d'autres prescriptions légales singulièrement prudentes.

Du jour, de l'heure de l'incorporation, la Compagnie est constituée, *elle vit*. Mais elle ne peut encore *agir*. Nous pourrions dire, pour nous servir d'une image qui ferait bien comprendre notre pensée, qu'elle est encore dans *l'infantia*; elle n'atteindra la puberté, et avec elle la pleine capacité juridique, qu'en satisfaisant à d'autres conditions sagement calculées par le législateur.

La formation complète d'une Compagnie comporte trois étapes marquées par trois dates essentielles :

- 1° Date de l'enregistrement;
- 2° Date de l'autorisation de commencer les affaires;
- 3° Date de l'assemblée générale (*statutory meeting*).

Cette assemblée générale doit être tenue entre le 30^e et le 90^e jours après l'autorisation de commencer les affaires. L'inobservation de la loi à cet égard donnerait à tout actionnaire le droit de demander la mise en liquidation judiciaire de la Compagnie.

L'assemblée générale tenue, la Compagnie est absolument intangible tant que, faisant honneur à sa signature, elle ne se placera pas elle-même dans une situation susceptible de provoquer sa liquidation.

La Compagnie ne pourra commencer son exploitation et emprunter qu'après avoir obtenu du registrar un second certificat l'y autorisant.

L'obtention de ce certificat est subordonnée à la réalisation des conditions suivantes :

- 1° La Compagnie aura fait enregistrer un *prospectus*

ou une déclaration en tenant lieu. Nous dirons dans le chapitre de la publicité ce qu'est ce prospectus ;

2° Les actions entièrement payables en espèces auront été réparties jusqu'à concurrence du minimum de souscription ;

3° Les administrateurs (*directors*) auront versé, sur chacune des actions qu'ils se sont engagés à prendre, une somme égale à celle qui doit être payée sur chaque action de numéraire ;

4° Un administrateur de la Compagnie ou son secrétaire aura déposé au registrar un certificat attestant sous serment que les deux conditions précédentes ont été remplies.

Jusqu'à ce que ces quatre conditions aient été remplies et que la Compagnie, par suite, ait obtenu du registrar l'autorisation de commencer ses affaires, tous les contrats passés par elle ne sont que provisoires ; ils sont frappés d'une condition suspensive.

La constitution d'une Compagnie britannique apparaît donc ainsi comme à triple échelon. Mais, répétons-le, la Compagnie est légalement constituée dès la première étape.

La loi de 1908 accorde donc l'existence juridique à la Compagnie britannique beaucoup plus tôt que notre loi de 1867 ne l'accorde à la société anonyme, et nous estimons qu'elle a cent fois raison.

Le premier avantage de ce système est d'atténuer considérablement les inconvénients qui résultent, dans

la période de la fondation, de l'obligation où nous nous trouvons, en droit français, de considérer les actes accomplis par le fondateur comme se réalisant au profit ou à la charge d'une entité juridique encore légalement inexistante, et d'étayer cette notion paradoxale par des théories extrêmement délicates, telles que celle de la personnalité intérieure. Nous avons étudié cette question dans notre section des fondateurs, et nous ne la rappelons ici que pour mémoire.

En droit britannique, au contraire, le promoteur étant à même d'obtenir immédiatement la reconnaissance légale de sa Compagnie échappe, s'il le désire, à ces inconvénients.

Le second avantage du système britannique se manifeste clairement au point de vue des apports, et il suffira de l'indiquer pour le faire ressortir avec toute son importance.

La Compagnie britannique pouvant naître à la vie juridique dès sa formation, il ne saurait être question pour elle d'apports proprement dits, tels que nous les concevons sous le régime des lois françaises. Tout se règle au moyen de contrats passés par la Compagnie *postérieurement à sa constitution*.

Nous verrons plus en détail, en traitant de la question des apports, quels avantages précieux, à notre sens, en découlent.

Enfin, le système britannique nous paraît infini-

ment supérieur, envisagé du point de vue de la nullité éventuelle de la société.

En France, la loi ne distingue pas. Simplifiant à l'excès, elle prononce du même coup la nullité pour toute infraction aux formalités qu'elle édicte. Elle apparaît en cette rigueur singulièrement peu équitable. Elle ne proportionne nullement la punition à la faute : la plus petite irrégularité dans la rédaction des statuts entraîne les mêmes désastreuses conséquences que la plus grossière infraction à la loi. Et cette irrégularité infime peut — c'est là le défaut le plus choquant du système ! — être révélée de nombreuses années après la fondation, alors que la société aura fonctionné à la satisfaction de tous et démontré ainsi, par les faits et en dépit de la loi, sa parfaite constitution.

Nous savons bien que la loi du 1^{er} août 1893 atténue grandement ces inconvénients, en adoptant le double principe de la réparation du vice constitutionnel et de la courte prescription.

Mais ce n'est pas assez encore. M. Percerou propose l'abolition complète du système : « Quel est le remède à tous ces dangers ? La suppression des nullités (1). »

Outre Manche, grâce au système de l'enregistrement, on crée pour la Compagnie un véritable état civil comparable en tous points à celui des personnes

(1) Percerou, *op. cit.*, p. 99.

physiques. La Compagnie incorporée jouit d'une possession d'état inattaquable. Les Anglais procèdent en cette matière par voie préventive : du fait de la vérification du registrar, ils écartent d'emblée la menace de nullité pour vice de forme. Au lieu d'attendre pour s'assurer de la légalité de la société que des difficultés soient soulevées, souvent très longtemps après la constitution, de laisser ainsi la société sous la menace d'une action en nullité trop souvent immoralement exploitée, ils examinent avant de permettre cette constitution, et alors qu'il en est temps encore, si tout est régulier. N'est-ce pas infiniment plus sage? Aussi ce système du registre du commerce — qui est également celui de l'Allemagne — a-t-il depuis longtemps rallié les suffrages de nombreux auteurs (1).

SECTION III

DE LA PUBLICITÉ

C'est dans le domaine de la publicité que la loi britannique, à notre sens, s'affirme nettement supérieure à la nôtre. Nos Alliés ont apporté à son organisation des soins méticuleux et ils nous paraissent avoir parfaitement réussi.

(1) Percerou, *op. cit.*, p. 405.

Une remarque préliminaire s'impose : la publicité, dans l'état actuel de nos lois, n'est pas à proprement parler une condition de la constitution de la société par actions. Quelle est, en effet, la sanction de cette publicité ? En ce qui concerne les formalités antérieures à une ouverture de souscription imposées par la loi de finances du 30 janvier 1907, elles n'affectent en rien la validité de la société, elles sont uniquement sanctionnées par une amende (1). Quant à la publicité organisée par la loi de 1867, elle est également sans influence sur la constitution, *puisque'elle lui est postérieure* ; elle ne peut, en mettant les choses à l'extrême, qu'entraîner par effet rétroactif la nullité de la société si elle n'est pas accomplie dans le délai d'un mois.

En droit britannique, au contraire, *la publicité est partie intégrante, condition essentielle* de la constitution, puisque c'est précisément d'un des actes de publicité, du plus important d'entre eux, l'enregistrement du mémorandum, que naît, nous l'avons vu, la Compagnie.

En France, la publicité suit la constitution ; dans le Royaume-Uni elle la précède ou plutôt ne fait qu'un avec elle. La constitution d'une Compagnie est d'un bout à l'autre un acte essentiellement public.

En France, jusqu'en 1907, — et quelle grave lacune !

(1) Loi du 30 janvier 1907, art. 3 *in fine*.

— nous n'avions pas de publicité obligatoire des statuts avant l'émission. La loi de finances du 30 janvier 1907 a remédié à cet inconvénient et nous pouvons, dès lors, répartir les formalités de publicité imposées aux fondateurs par notre législation en trois grands groupes :

A) Formalités antérieures à la souscription publique : elles sont détaillées dans l'art. 3 de la loi précitée de 1907.

B) Formalités originaires : 1° Dépôt dans le mois de la constitution, aux greffes du tribunal de commerce et de la justice de paix du siège social : a) de l'acte de société ; b) d'une expédition de la déclaration des fondateurs ; c) d'une copie des délibérations de l'assemblée constitutive approuvant les apports en nature et avantages particuliers ; d) d'une liste des souscripteurs avec le nombre d'actions de chacun d'eux.

2° Publication dans le même délai d'un extrait de l'acte de société dans les journaux.

C) Formalités permanentes : statuts mis à la disposition de tout requérant moyennant la somme maxima de 1 franc ; mention « société anonyme » et indication du capital social sur tous documents et imprimés.

La publicité d'une Compagnie par actions, telle qu'elle est réglementée par l'Act de 1908, est réalisée par trois moyens principaux : 1° le Mémoire ; 2° le Prospectus ; 3° le Registre et le Rapport annuel.

LE MÉMORANDUM

C'est le document essentiel de la fondation ; remis au *Registrar* il régira toute la vie de la Compagnie qu'il fait naître ; c'est la charte qu'elle s'octroie à elle-même et qu'elle devra subir par la suite dans toutes ses conséquences.

Le Mémoire doit contenir six indications :

- 1° Le nom de la Compagnie ;
- 2° La déclaration que la responsabilité est limitée ;
- 3° L'adresse du siège social ;
- 4° L'objet de la société ;
- 5° Le capital, le nombre des actions et leur taux ;
- 6° Les noms de sept souscripteurs signataires du mémoire et l'indication du nombre d'actions souscrites par chacun d'eux.

Nom de la Compagnie. — Il n'est pas nécessaire qu'il contienne le mot « Company », mais il doit, de toute nécessité, contenir le mot « Limited ». Ceci dit, ce peut être soit le nom d'une personne ou de plusieurs, soit un nom de pure fantaisie. C'est une différence importante avec notre législation (C. com. art. 29 et 30), qui veut que la société anonyme ne soit pas désignée par le nom d'un des associés et que sa dénomination indique l'objet de son entreprise.

Une Compagnie ne peut être enregistrée sous une raison sociale identique à celle d'une autre Compagnie

déjà existante ou rédigée dans des termes d'une ressemblance calculée pour tromper, à moins que la Compagnie encore existante ne soit en voie de liquidation et n'accorde son consentement dans telle forme qu'indiquera le registrar (1).

Remarquons qu'ici encore, tandis que le législateur français se contente d'agir par voie de répression en punissant des peines de droit commun la concurrence déloyale qui s'exerce au moyen d'une similitude de nom, le législateur britannique préfère appliquer un système préventif en confiant au registrar l'examen préalable, et finalement le choix, du nom de la Compagnie.

Déclaration de responsabilité limitée. — Ce point n'appelle aucun commentaire. Cette simple phrase dans le memorandum : « La responsabilité des membres est limitée, » suffit à satisfaire le législateur. Le fait que le mot « limitée » n'est suivi d'aucune autre explication implique qu'il s'agit d'une responsabilité limitée par actions. S'il s'agissait, en effet, d'une responsabilité limitée par garantie, cette clause serait, ainsi que nous le verrons en traitant de cette sorte de Compagnie, clairement exprimée.

Siège social. — Il suffit d'indiquer dans quelle partie du Royaume-Uni (Angleterre, Galles, Écosse

(1) *Act 1908*, art. 8.

ou Irlande) est situé ce siège. Il peut, par suite, être librement transporté d'une ville à l'autre.

Objet de la société. — C'est la partie la plus délicate du mémorandum, celle qui demande tous les soins, toute l'habileté du promoteur.

En droit britannique l'activité d'une Compagnie est strictement limitée à l'objet ou aux objets indiqués dans son mémorandum et la jurisprudence se montre, à cet égard, particulièrement rigoureuse. Il a été, par exemple, jugé (1) qu'une Compagnie enregistrée pour

(1) *Ashbury Carriage Co v. Riche*, 7 H. L. 671. — Nous croyons utile d'indiquer sommairement ici le procédé employé dans le Royaume-Uni pour citer la jurisprudence. Cette jurisprudence est éparse dans un grand nombre de recueils. Aucun d'eux n'a de caractère officiel; tous peuvent être cités au même titre devant les cours de justice. Le plus important d'entre eux cependant, et incontestablement le plus autorisé, est le recueil intitulé *Law Reports*, publié depuis 1865 par l'*Incorporated Council of Law Reporting*. Ses deux concurrents les plus prisés sont les *Times Law Reports* et les *Law Journal Reports*.

Dans chaque volume de ces recueils, de même que dans nos périodiques français, une partie distincte est consacrée à chacune des grandes juridictions : Chambre des Lords, Banc du Roi, Échiquier, etc.

Quand une jurisprudence est citée sans indication de recueil, c'est qu'il s'agit des *Law Reports*.

Chacun de ces recueils publie, en supplément à sa collection, une table de concordance indiquant pour chaque année le numéro du ou des volumes correspondants.

Une refonte générale des *Law Reports* a été opérée pour les années 1865 à 1876 et une nouvelle série est en cours depuis lors.

Les recueils britanniques de jurisprudence sont couramment désignés par des abréviations, et ces abréviations sont elles-mêmes précédées et suivies de deux numéros indiquant l'un le volume

la fabrication de wagons de chemins de fer ne pouvait acheter une concession pour la construction d'une voie ferrée à l'étranger.

Pour se conformer, sur ce point, aux exigences de la loi, les promoteurs ont soin d'indiquer avec un luxe de détails souvent exagéré tous les objets présents et futurs auxquels entend se consacrer la Compagnie. Certains mémoranda atteignent de ce fait une longueur démesurée.

du recueil et l'autre le folio. Parfois aussi, mais pas toujours, elles sont, pour plus de commodité, accompagnées du chiffre de l'année.

Les abréviations les plus usuelles sont les suivantes :

Pour les recueils :

L. R., *Law Reports*;

T. L. R., *Times Law Reports*;

L. J. R., *Law Journal Reports*.

Pour les juridictions :

K. B., King's Bench (Banc du Roi);

C. ou Ch., Chancery (Chancellerie);

C. P., Common Pleas;

Ex. D., Exchequer Division (Division de l'Échiquier);

H. L., House of Lords (Chambre des Lords);

A. C. Appeal Cases (Causes d'Appel).

L'affaire X. contre Y. s'indique « X. v. Y. », en se servant de l'initiale v., abréviation du mot latin *versus*. La décision ci-dessus citée : « Ashbury Carriage Co v. Riche, 7 H. L. 671 », a donc été rendue en appel par la Chambre des Lords; et se trouve au 7^e volume du recueil des *Law Reports*, à la page 671. Et si nous nous reportons à la table de concordance, nous constatons que le 7^e volume correspond à l'année 1871. Chacun de ces grands recueils de jurisprudence édite en outre des recueils de sommaires ou *Digest*.

TYPE DE MÉMORANDUM

1° Le nom de la Compagnie est : « The Eastern Steam Packet Company Limited » ;

2° Le siège social de la Compagnie est situé en Angleterre ;

3° La Compagnie a pour objet le transport de passagers et de marchandises sur navires ou bateaux entre tels ports que la Compagnie désignera, suivant les circonstances, et telles autres opérations incidentes ou relatives à la réalisation de son objet ;

4° La responsabilité des membres est limitée ;

5° Le capital social de la Compagnie est de 200 000 livres sterling divisé en mille actions de 200 livres chacune.

Nous, soussignés, dont les noms, prénoms et adresses sont inscrits ci-dessous, désirons être constitués en une Compagnie en exécution du présent mémorandum d'association et nous engageons respectivement à prendre le nombre d'actions dans le capital de la Compagnie inscrit en regard de chacun de nos noms.

NOMS, PRÉNOMS, ADRESSE ET QUALITÉ DES SOUSCRIPTEURS	NOMBRE D'ACTIONS PRISES PAR CHAQUE SOUSCRIPTEUR
1 John Jones du comté de... négociant.	200
2 John Smith de... —	25
3 Thomas Green de... —	30
4 John Thompson de... —	40
5 Caleb White de... —	15
6 Andrew Brown de... —	5
7 César White de... —	10
Total des actions souscrites.	325

Daté du 18^e jour de mai 1918.

Témoin des signatures ci-dessus :

ALBERT BROWN,
10, Oxford St Londres.

Capital, nombre d'actions et leur taux. — Le capital dont il s'agit ici est le capital nominal, qu'il soit ou non dans les intentions des promoteurs de le faire souscrire immédiatement. (Nous verrons, en effet, au chapitre de la souscription que la souscription intégrale n'est pas exigée par la loi britannique.)

Le mémorandum peut prévoir dès l'origine des actions ordinaires, de priorité, différées, des actions de fondateurs. La valeur de l'action variera dans ce cas pour chaque catégorie.

Sept souscripteurs. — Ces sept souscripteurs peuvent être sept individus ; l'un ou plusieurs d'entre eux peuvent être, au contraire, des syndicats ou des corporations.

Les sept souscripteurs peuvent être sept étrangers résidant tous les sept à l'étranger. Il est inutile de souligner l'intérêt de cette disposition pour les Compagnies fondées outre Manche avec des capitaux français. Chaque souscripteur doit écrire sur le mémorandum de sa main, en face de son nom, le nombre d'actions qu'il souscrit.

Enfin les signatures des sept souscripteurs doivent être certifiées par un témoin au moins.

Le mémorandum remis au registrar est, en principe, définitif. Il ne peut être modifié ultérieurement que sous certaines conditions très strictement déter-

minées par la loi. Nous examinerons ces conditions dans la partie de ce travail qui traite des « Modifications à la Charte sociale ».

LE PROSPECTUS

La réglementation de ce prospectus est un des traits les plus intéressants de l'Act de 1908.

En France, jusqu'en 1907, nous n'avions aucun texte législatif relatif au prospectus. La loi du 30 janvier 1907 le vise expressément dans les termes suivants : « Le prospectus devra reproduire les énonciations de la notice et contenir mention de l'insertion de ladite notice au *Bulletin annexe du Journal officiel*. » Il s'agit ici de la notice dont la publication au *Journal officiel* est exigée par la loi précitée. Il s'ensuit que le prospectus doit désormais contenir obligatoirement les dix énonciations suivantes :

1° Dénomination de la société ;

2° Indication de la législation (française ou étrangère) sous le régime de laquelle fonctionne la société ;

3° Le siège social ;

4° L'objet de l'entreprise ;

5° La durée de la société ;

6° Le montant du capital social, le taux de chaque catégorie d'actions et le capital non libéré ;

7^o Le dernier bilan certifié pour copie conforme ou la mention qu'il n'en a pas encore été dressé ;

8^o Le montant des obligations déjà émises ;

9^o Apports en nature et avantages particuliers ;

10^o Modalités de convocation aux assemblées générales.

Mais ce prospectus n'est pas obligatoire. On conçoit parfaitement qu'une souscription ait lieu sans qu'aucun prospectus ne soit lancé dans le public, les fondateurs se contentant de l'insertion de la notice au *Journal officiel* (1).

Dans le Royaume-Uni, au contraire, le prospectus est obligatoire, en ce sens que le promoteur qui n'en émet pas est contraint de déposer au bureau du registrar une déclaration en tenant lieu et ayant les mêmes effets pratiques. Cette déclaration contient exactement les mêmes indications que le prospectus lui-même. La Compagnie ne sera autorisée à commencer ses affaires que lorsqu'elle aura fait enregistrer son prospectus ou la déclaration en tenant lieu et obtenu du registrar un certificat l'attestant.

Le prospectus doit être signé par tous ceux qui y

(1) L'art. 1 du projet de loi sur les sociétés déposé à la Chambre des députés, le 18 juin 1905, rend obligatoire l'impression d'un bulletin de souscription qui contiendra, entre autres énonciations, l'indication des apports en nature et avantages particuliers. L'adoption de cette disposition nous rapprochera singulièrement du système britannique.

sont désignés comme administrateurs ou administrateurs proposés.

Le prospectus doit être daté et cette date, sauf preuve contraire, est tenue pour la date de la publication du prospectus. Aucun exemplaire ne doit être mis en circulation avant l'enregistrement. Tout exemplaire doit porter en tête la mention que le prospectus a été enregistré conformément à la loi.

La mise en circulation d'un prospectus non enregistré rend la Compagnie, et toute personne ayant participé à sa publication, passibles d'une amende de cinq livres sterling par jour de retard, du jour de la publication au jour de l'enregistrement.

Il arrive souvent que des promoteurs adressent à de nombreuses personnes des imprimés portant la mention : « Personnel » ou « Provisoire » ou « Épreuve ». Il va de soi qu'on ne s'arrêtera pas à ces qualifications pour déterminer s'il s'agit ou non véritablement d'un prospectus. C'est une question de fait et les tribunaux jugeront souverainement. Le caractère distinctif du prospectus est d'inviter le public à souscrire des actions ou des obligations.

Aux termes de l'art. 81 de l'Act de 1908 le prospectus doit contenir quatorze énonciations essentielles :

1° Reproduction du mémorandum avec noms et adresses des souscripteurs signataires et nombre d'actions souscrites par chacun d'eux ;

2° Noms, adresses et professions des administrateurs (*directors*) et leur rémunération ;

3° Nombre d'actions nécessaire à leur qualification ;

4° Chiffre de la souscription minima à laquelle est subordonnée la répartition, si tant est qu'il ait été fixé un minimum par les statuts, ce qui, nous le verrons, n'est pas obligatoire ;

5° Détail des actions et obligations émises libérées autrement qu'en espèces ;

6° Noms, adresses des cédants non encore payés qui doivent être en action, et dans quelle proportion ;

7° Sommes en espèces déboursées ou à déboursier par la Compagnie pour le règlement de ses acquisitions ;

8° Clauses des contrats passés avec les intermédiaires et courtiers pour émission ;

9° Détail des frais préliminaires ;

10° Rémunération des promoteurs, sous quelque forme que ce soit ;

11° Tous contrats importants passés par la Compagnie ou en son nom dans les deux années précédant la publication du prospectus, avec les noms de toutes les personnes qui y ont été parties, la date de ces contrats et l'indication du jour, de l'heure et de l'endroit où ils pourront être consultés ;

12° Noms et adresses des commissaires des comptes (*auditors*) et leur rémunération ;

13° Intérêt des administrateurs dans la promotion ;

14° Droit de vote accordé à chaque catégorie d'actions.

Cette énumération pourrait en vérité se passer de commentaires. Sa longueur même atteste les infinies précautions prises par le législateur britannique pour protéger le souscripteur contre une réclame frauduleuse. L'art. 84 de l'Act de 1908 édicte des sanctions rigoureuses pour toute omission ou inexactitude du prospectus. Le souscripteur lésé du fait d'un prospectus inexact ou mensonger n'est pas fondé à demander l'annulation de sa souscription. Mais il peut poursuivre en dommages-intérêts le ou les directeurs de la Compagnie, tous les promoteurs, toute personne ayant autorisé la publication du prospectus. Les mêmes personnes sont en outre passibles d'une peine d'amende.

Le paragraphe le plus remarquable de cette liste est sans contredit celui qui porte ici le numéro 11 et qui édicte la communication à tout requérant des contrats *importants* passés par la Compagnie. La loi ne précise pas ce qu'elle entend par « contrat important » (*material contract*), et c'est à dessein, car elle veut à cet égard réserver aux tribunaux le plus large pouvoir d'appréciation. Il faut entendre par là tout contrat dont la connaissance serait susceptible d'exercer une influence décisive sur l'esprit du souscripteur.

Si, en vérité, muni de tous ces renseignements, le souscripteur ne voit pas clair dans l'affaire qui le sollicite il est impardonnable. Les indications contenues dans les paragraphes 6 et 7, notamment, lui permettent de juger :

1° Si le prix payé par la Compagnie pour ses acquisitions n'est pas exagéré tant par rapport à leur valeur réelle que par rapport au capital social;

2° Quelle portion du montant des souscriptions est à déboursier immédiatement;

3° Dans quelle mesure les cédants ont eu confiance dans l'avenir de la Compagnie en acceptant d'être payés en actions.

La personnalité des directeurs joue un grand rôle dans la confection du prospectus britannique. Obligés par la loi d'inscrire leurs noms en tête du document, ils ont bien soin de le faire suivre de tous leurs grades, titres et qualités. Et cette pratique a donné lieu à des abus fréquents que les tribunaux ont dû réprimer (1).

Tel qu'il est, le prospectus britannique nous apparaît comme un instrument de publicité extrêmement complet et la pratique en a démontré l'efficacité.

Depuis la loi de 1907, nous avons en France, toutes proportions gardées, son équivalent dans la notice insé-

(1) Directors Liability, Act 1890, art. 4.

rée au *Bulletin annexe du Journal officiel*, mais deux différences essentielles sont à signaler :

1° En France, la notice n'est obligatoire qu'en cas d'émission; le prospectus est une réclame réglementée, mais rien qu'une réclame. Dans le Royaume-Uni, au contraire, qu'il y ait émission ou non, le prospectus est obligatoire pour une Compagnie publique. Il fait partie intégrante du système de publicité institué par l'Act de 1908;

2° En France, ni la notice, ni le prospectus qui en est la reproduction ne sont enregistrés. Dans le Royaume-Uni, l'enregistrement est obligatoire. La Compagnie ne peut commencer ses affaires que munie d'un certificat attestant que cet enregistrement a eu lieu. L'enregistrement nous paraît ici bien supérieur à la simple publication dans le *Journal officiel*. Le *Journal officiel* peut ne pas tomber sous les yeux du souscripteur; le souscripteur à une Compagnie britannique sait au contraire que l'office du registrar est l'endroit où sont centralisés tous les renseignements qui l'intéressent, et il ira à coup sûr les y chercher.

Pour résumer les différences profondes des deux législations, constatons qu'on peut concevoir deux systèmes principaux de publicité : publicité par enregistrement et publicité par voie de la presse. Les Anglais appliquent uniquement le premier système; nous combinons les deux.

Mais, en matière d'enregistrement encore, il y a deux

systèmes très différents : dans le premier système, l'autorité chargée d'enregistrer a un rôle purement passif ; elle n'est chargée que de conserver les documents qu'elle tient à la disposition du public, le dépôt de ces documents n'est pas un acte constitutif. C'est le système français. Dans le second système, l'autorité examine les documents de la publicité avant de les enregistrer ; elle a un droit de surveillance et de contrôle ; le dépôt de ces documents réalise la constitution de la société, l'autorité qui les reçoit se porte vis-à-vis du public garant de sa validité. C'est le système britannique.

Dans le premier système, on ne peut sanctionner les irrégularités que par voie de répression, en prononçant la nullité de la société dont la constitution a été viciée par ces irrégularités. Le second système, au contraire, est essentiellement préventif. Il est très intéressant de remarquer, d'ailleurs, que cette opposition des deux législations se manifeste avec la même netteté dans d'autres domaines. C'est ainsi, par exemple, qu'en matière de brevets nous nous contentons en France d'enregistrer purement et simplement. Dans le Royaume-Uni, au contraire, le brevet n'est délivré qu'après examen. Là encore, nos alliés ont adopté le système préventif. Nous les tenons pour sages.

LE REGISTRE ET LE RAPPORT ANNUEL

L'enregistrement du mémorandum et du prospectus réalise ce que nous pouvons appeler, par analogie avec notre droit français, la publicité originaire. Quant à la publicité permanente, elle est obtenue au moyen du Registre et du Rapport annuel.

Ce registre correspond assez exactement au registre des transferts de nos sociétés anonymes, mais nous semble, dans ses détails, plus complet encore.

Aux termes de l'art. 25 de l'Act de 1908, toute Compagnie est tenue d'avoir à son siège social un registre de ses membres, et d'y inscrire les détails suivants :

1° Nom et prénom des actionnaires ; nombre d'actions possédées par chacun d'eux, avec leurs numéros respectifs ;

2° Versements effectués sur chaque action ;

3° Date de l'acquisition de chaque action par les actionnaires ;

4° Date de son aliénation.

Cette obligation est sanctionnée par une amende de cinq livres sterling, par chaque jour de retard.

Le registre doit être au siège social mis gratuitement à la disposition de tout actionnaire, pendant deux heures au moins chaque jour (1).

(1) Act 1908, art. 30.

En ce qui concerne les personnes étrangères à la Compagnie, elles sont admises aussi à consulter le registre aux heures indiquées, mais moyennant paiement d'un shilling par chaque consultation.

Tout actionnaire, ou même toute personne étrangère, peut demander une copie de tout ou partie du registre ou du bilan, moyennant la somme de six pence pour cent mots de copie.

Chaque année, après l'assemblée générale, la Compagnie doit déposer au bureau du registrar (1), un rapport établi sous forme d'état de situation, à la date du quatorzième jour qui suit l'assemblée et mentionnant :

1° Noms, adresses et professions des personnes qui sont actionnaires à cette date, et nombre d'actions détenues par chacune d'elles. Rappelons que la mise des actions au porteur, par délivrance d'un *warrant*, entraîne radiation du registre des membres ;

2° Noms, adresses et professions des personnes qui ne sont plus actionnaires depuis la confection du précédent rapport, et le nombre d'actions qu'elles possédaient ;

3° Capital de la Compagnie et nombre d'actions le composant ;

4° Nombre d'actions souscrites depuis l'origine de la Compagnie jusqu'à la date du rapport ;

(1) Act. 1908, art. 26.

- 5° Montant appelé sur chaque action ;
- 6° Montant des versements effectués sur les appels ;
- 7° Total des versements non effectués, restant dus ;
- 8° Commissions et escomptes consentis sur les actions et obligations ;
- 9° Nombre total des actions *forfeited* (frappées de déchéance ou confisquées) ;
- 10° Noms, professions et adresses des administrateurs en exercice ;
- 11° Un état en forme de bilan (*balance sheet*) vérifié par les commissaires des comptes (1), et indiquant le capital, le passif et l'actif de la Compagnie et le détail des éléments composant ce capital.

Ce rapport annuel doit être terminé dans les vingt et un jours qui suivent l'assemblée générale. Il est alors transcrit dans une partie du registre réservée à cet usage, puis déposé au registrar.

Enfin, pour compléter cette imposante organisation de publicité, la Compagnie est tenue de déposer au registrar un double de chacun de ses actes importants. Elle doit lui remettre notamment :

- 1° L'adresse exacte de son siège social avec notification de tous les changements ultérieurs.

(1) Choisis parmi les *chartered accountants*, dans les conditions que nous indiquerons plus loin (p. 88), ces commissaires offrent des garanties de compétence particulière et leur vérification présente un caractère de rigueur que nous ne retrouvons malheureusement pas dans la pratique de nos affaires françaises.

Cette mesure présente une incontestable utilité. La législation française oblige bien à publier le transfert du siège social dans un journal d'annonces légales, et à déposer aux greffes la nouvelle adresse. Mais combien d'intéressés verront ce journal? Dans le Royaume-Uni, au contraire, rien n'est plus facile que d'avoir à tout instant l'adresse exacte d'une Compagnie : il suffit de s'adresser au *Board of Trade*.

2° Dans le mois de chaque répartition d'actions, un état de répartition.

3° Une copie d'un registre spécial contenant les noms, professions et adresses des administrateurs, avec notification de tous les changements ultérieurs.

4° Une copie de chaque résolution spéciale ou extraordinaire, votée par la Compagnie en assemblée générale.

5° Les actes constitutifs de toutes hypothèques ou sûretés spéciales consenties par la Compagnie.

En définitive, tout acte important de la Compagnie a sa répercussion immédiate chez le registrar. La comptabilité de la Compagnie est, dans ses lignes essentielles, ouverte au public. Tout intéressé, moyennant le paiement d'une somme modique, peut, en consultant le registre au siège social, prendre connaissance des bilans. S'il n'est pas encore satisfait, il obtiendra, en se rendant au bureau du registrar, les détails qui lui permettront de reconstituer jour par jour l'existence de la Compagnie.

Opposées à ce formidable appareil de publicité, que nos mesures françaises nous paraissent insuffisantes, et illusoire les garanties offertes aux tiers par les dépôts aux greffes !

Si la société française ne procède pas à une émission, elle n'est soumise qu'aux exigences bien modestes de la loi de 1867, et les tiers n'ont aucun moyen de connaître les bilans, dont la communication n'est due qu'aux actionnaires.

Quant aux minces renseignements qui leur sont offerts, ils doivent les chercher aux greffes du tribunal de commerce ou de la justice de paix. Or, ces greffes ont, en dehors de la conservation des actes des sociétés, des attributions multiples et si diverses !

La création du registrar, personnage occupé uniquement de la surveillance des Compagnies, dont il est en quelque sorte le tuteur, nous apparaît comme une des plus heureuses créations du droit britannique.

SECTION IV

DES STATUTS

Les statuts — ou plus exactement les « *Articles of Association* », qui correspondent dans l'organisation britannique à nos statuts français, — jouent un rôle

fort secondaire dans la constitution d'une Compagnie, puisque nous avons pu, sans nous écarter de la logique rigoureuse de notre sujet, n'en pas dire un seul mot en traitant de la publicité.

Le promoteur d'une Compagnie britannique à responsabilité limitée par actions peut, en effet, parfaitement se dispenser de rédiger des statuts. Aux termes de l'Act de 1908 (1), la rédaction des articles d'association n'est obligatoire que pour les Compagnies à responsabilité illimitée ou à responsabilité limitée par garantie.

Mais cette opposition avec notre législation est, au fond, plus apparente que réelle. Une Compagnie britannique, en dehors des articles d'association, a de véritables statuts, — statuts réduits à leur plus simple expression, mais statuts néanmoins, — dans son mémorandum.

Le système britannique est le suivant : un mémorandum extrêmement simple, mais inflexible ; des statuts qu'on peut étendre et compliquer à volonté et modifier très aisément. Nous pourrions dire, pour nous servir d'une comparaison, que le mémorandum est la loi ; les statuts, le décret d'administration publique qui en règle les détails d'application.

Nous avons écrit, d'ailleurs, que le promoteur n'était pas tenu de rédiger des statuts ; mais ceci ne

(1) Art. 10.

veut pas dire que la Compagnie, en cas d'abstention du promoteur, en soit pour cela privée. Le système de l'Act de 1908, à cet égard, est, en effet, le suivant : la loi offre aux promoteurs un modèle légal de statuts publié en annexe à la loi. Les promoteurs qui ne remettent pas au registrar d'articles d'association sont censés adopter dans sa totalité le modèle officiel. S'ils remettent des articles d'association incomplets, c'est de même le modèle officiel qui s'appliquera pour tous les points qu'ils auront passés sous silence.

Nous n'avons pas à analyser ici le contenu de ces statuts officiels. Ils ne font, en effet, que refléter, sous forme spéciale, l'esprit même et les dispositions essentielles de la loi, dont l'étude fait l'objet de ce travail.

La loi laisse d'ailleurs aux promoteurs la liberté la plus absolue pour la rédaction des articles d'association. Elle n'accorde à la Compagnie la personnalité juridique et la limitation de sa responsabilité qu'en entourant sa constitution des précautions minutieuses que nous avons détaillées dans notre précédente section. Mais, une fois cette constitution autorisée, elle n'intervient en rien dans l'organisation intérieure de la Compagnie qui vient de naître.

De même chez nous, d'ailleurs, le législateur de 1867 n'a en vue que la forme juridique de l'acte social. Quant à son contenu, il n'y fait que des allusions indirectes, notamment dans le titre IV de la loi.

L'art. 12 de l'Act de 1908 règle les formes des articles d'association qui doivent :

1° Être imprimés ;

2° Divisés en paragraphes numérotés consécutivement ;

3° Timbrés comme un *deed* ;

4° Signés par chacun des signataires du mémorandum en présence d'un témoin au moins qui attestera les signatures.

Le mot *deed* est un de ces mots anglais que nous croyons préférable de conserver dans le texte. Le mot « acte » n'en serait en effet qu'une traduction approximative. Le *deed* est essentiellement un écrit sous seing privé sur papier ou parchemin, scellé conformément aux prescriptions légales, et destiné à prouver que la personne dont il émane a donné son consentement aux diverses énonciations qu'il contient. Les Anglais, on le sait, attachent à l'apposition du sceau un effet solennel. Le *deed* joue dans le Royaume-Uni le même rôle qu'en France les actes notariés. La législation britannique est donc, à cet égard, plus rigoureuse que la nôtre qui permet que les statuts soient rédigés sous seing privé.

Toute Compagnie (1) est tenue d'envoyer à chacun de ses membres, sur sa requête, et moyennant paiement d'un shilling ou moins, un exemplaire des

(1) Act 1908, art. 18.

articles d'association. La sanction est une amende d'une livre sterling pour chaque contravention.

Quant au fonds, disons seulement que les articles d'association, s'il en est rédigé, contiennent les mêmes énonciations essentielles que les statuts français :

- Dénomination de la société ;
- Son siège ;
- Son objet ;
- Son capital ;
- L'organisation de son administration ;
- La réglementation des modifications ultérieures ;
- Les dispositions relatives à la liquidation.

*
* *

Le système des statuts-types offre sans conteste des avantages précieux. La pratique a démontré que l'inexpérience du fondateur appelé à rédiger les statuts entraîne trop souvent, chez nous, des conséquences désastreuses. En pareil cas, le promoteur britannique n'a qu'à s'abstenir ; du fait même de son silence, il donne à sa Compagnie les statuts officiels dont l'excellence est vérifiée.

La liberté absolue laissée au fondateur pour la rédaction peut avoir chez nous des conséquences funestes pour l'avenir de la société.

Dans le Royaume-Uni, cette extrême liberté n'a pas les mêmes inconvénients, car elle est mitigée par

le mémorandum inflexible qui joue ici le rôle de frein salutaire. Le mémorandum est la véritable armature de la Compagnie. Les statuts adaptés sur cette armature, si l'expérience les montre défectueux, sont aisément modifiables sans altérer la physionomie essentielle de l'entreprise.

Ici encore nous nous rallions sans réserve au système britannique.

CHAPITRE III

DE LA RÉALISATION DU CAPITAL

SECTION I

DE LA SOUSCRIPTION ET DE LA RÉPARTITION

La souscription constitue, en droit britannique comme en droit français, un contrat synallagmatique. Mais là s'arrête l'analogie, car :

1° Chez nous, ce contrat intervient suivant l'opinion la plus générale, entre le souscripteur, d'une part, et les fondateurs stipulant pour la société à naître en qualité de gérants d'affaires, d'autre part.

Dans le Royaume-Uni, le contrat est passé entre le souscripteur et la Compagnie elle-même, puisqu'elle est constituée dès l'enregistrement, avant la souscription publique.

2° Chez nous le contrat se réalise suivant l'opinion générale par une offre de la société à naître, contenue implicitement dans les statuts, et suivie de l'accepta-

tion du souscripteur exprimée par le bulletin de souscription.

Dans le Royaume-Uni, l'ordre est inverse : la demande du souscripteur (*application*) se produit la première et le contrat n'est parfait que par l'acceptation consécutive de la Compagnie, sous forme d'un avis d'attribution (*notice of allotment*). Dans les deux pays, nous le verrons, ce contrat synallagmatique est affecté d'une condition suspensive.

Disons de suite qu'il est essentiel, en droit britannique, de distinguer les sept souscripteurs originaires signataires du mémorandum et les souscripteurs ultérieurs ou ordinaires.

Pour les sept souscripteurs originaires, le contrat de souscription est parfait, sans aucune autre condition, du seul fait qu'ils ont signé le mémorandum. Ils sont, et ce n'est que juste, irrévocablement liés. Cette exception indiquée, il est entendu que dans la suite de nos développements nous n'entendons parler que du souscripteur ordinaire, celui qui, généralement, répond à l'appel du prospectus.

Différence essentielle avec notre législation, la demande du souscripteur est, en droit britannique, révocable jusqu'à l'acceptation. Cette acceptation ne pouvant être valablement donnée, comme nous le verrons, qu'après la réalisation de plusieurs conditions dont l'accomplissement demande un certain temps, il s'ensuit que le contrat de souscription présente, durant

toute cette période intermédiaire, un caractère essentiellement instable et précaire. C'est là un des points les plus critiqués de la législation de 1908.

Aucune forme spéciale n'est exigée pour la demande de souscription ; elle pourrait être faite par simple lettre missive adressée à la Compagnie, mais dans la pratique elle est toujours réalisée, comme chez nous, au moyen d'un bulletin imprimé joint au prospectus.

L'acceptation de la part de la Compagnie est réalisée par la mise à la poste de l'avis d'attribution (*notice of allotment*), que le pli parvienne ou non à destination (1).

La jurisprudence décide, au contraire, que la révocation d'une demande de souscription n'a d'effet que du moment où la Compagnie a reçu la lettre contenant cette révocation (2).

Quid si à une demande régulière de souscription la Compagnie répond par un avis d'attribution avant d'avoir satisfait aux exigences de la loi ? Dans ce cas, la souscription n'est pas nulle de plein droit, elle est frappée d'une nullité relative : l'annulation peut être demandée par le souscripteur et par lui seul.

Du minimum de souscription. — Notre loi de 1867 est extrêmement nette : une société n'est constituée que lorsque le capital social a été entièrement souscrit.

(1) *Household Fire Insurance Co v. Grant*, 4 Ex. D. 216.

(2) *Byrne v. Van Tienhoven*, 5 C. P. D. 344.

Aucune exigence semblable n'existe en droit britannique. L'Act de 1908 permet que le capital d'une Compagnie ne soit pas émis immédiatement, les actions non souscrites resteront à la souche pour être mises en vente au fur et à mesure des besoins. Le système de l'Act de 1908 est le suivant :

a) Ou le mémorandum et les articles d'association ne prévoient pas de minimum de souscription ; dans ce cas, la Compagnie ne peut procéder à une répartition que lorsque le capital nominal a été entièrement souscrit ;

b) Ou le mémorandum et les statuts prévoient un minimum de souscription. Dans ce cas, il faut et il suffit que ce minimum soit atteint. Mais il doit l'être en tenant compte exclusivement des actions payables en espèces.

Dans la pratique, les promoteurs d'une Compagnie ne manquent jamais d'user du droit que la loi leur accorde en fixant un minimum, et rien n'empêche qu'il soit extrêmement faible.

Il convient de rappeler ici les deux phases de la création d'une Limited britannique.

Première phase. — Incorporation : la souscription de sept actions par les sept signataires du mémorandum est nécessaire et suffisante ;

Deuxième phase. — Commencement des affaires : le registrar n'accorde son autorisation que si le minimum fixé par le mémorandum et les statuts a été

atteint ou, à défaut de minimum fixé, que si le capital entier a été souscrit.

Minimum de versement. — Notre législation, ici encore, est très nette; elle exige le versement du quart pour les actions de plus de 100 francs, et, suivant l'opinion la plus rationnelle, un versement de 25 francs pour les actions de 25 francs et de moins de 100 francs.

En droit britannique, au contraire, jusqu'à l'Act de 1900, aucun versement n'était exigé. Depuis 1900, il est nécessaire et suffisant qu'un versement de 5 % ait été effectué; c'est le minimum qu'a maintenu l'Act de 1908.

La loi prévoit deux remèdes aux dangers certains de l'insuffisance des minima de souscription et de versement (1) :

1° Mention expresse doit être faite dans le prospectus de la souscription minima et du taux de versement ;

2° Les actions d'une Compagnie ne sont admises à la cote du Stock Exchange que sous les conditions plus rigoureuses suivantes :

a) Émission de la moitié du capital nominal ;

b) Versement de 10 % sur le capital souscrit.

La souscription étant ouverte, deux éventualités peuvent se présenter : ou le minimum de souscription

(1) Act 1908, art. 85.

ne sera pas atteint ou le chiffre du capital nominal sera dépassé.

a) Le minimum de souscription n'est pas atteint. La condition suspensive à laquelle était subordonnée l'existence du contrat — à savoir la souscription du minimum fixé — n'étant pas réalisée, le souscripteur est délié de son obligation, il a droit à la restitution de sa mise. C'est ici le même principe qu'en droit français. Mais alors que notre législation n'exige pas l'indication d'un délai dans lequel doit être complétée la souscription et s'en rapporte au tribunal pour apprécier les circonstances et ne pas tenir l'existence de la société indéfiniment en suspens, l'Act de 1908 (1) détermine ce délai et le prévoit très court.

Si, dans les quarante jours qui suivent la première publication du prospectus, le minimum de souscription n'est pas atteint et le minimum de versement effectué, toutes les sommes versées par les souscripteurs doivent leur être immédiatement remboursées sans intérêt; et si dans les quarante-huit jours des sommes restent non remboursées, les administrateurs de la Compagnie en sont solidairement responsables et sont tenus de les rembourser avec intérêt de 5 % l'an, à courir de l'expiration du quarante-huitième jour depuis la publication du prospectus.

b) Le capital nominal est plus que couvert. Dans

(1) Art. 85.

ce cas, dans le Royaume-Uni comme chez nous, il y a lieu à réduction. Mais tandis que chez nous la réduction, à moins de stipulation contraire, doit être proportionnelle, dans le Royaume-Uni les promoteurs ou directeurs peuvent opérer cette réduction suivant leur bon plaisir.

Il leur est loisible de donner la préférence aux gros souscripteurs, et c'est ce qui se passe généralement dans la pratique.

Pour achever l'étude de l'émission, il nous reste à parler d'un personnage qui, dans l'organisation britannique, se présente avec une physionomie un peu particulière, c'est l'*Underwriter*.

Les grandes Compagnies, comme nos sociétés par actions, ont recours pour leurs émissions aux services d'intermédiaires. Ces intermédiaires sont de deux sortes : les *Brokers* et les *Underwriters*.

Le broker est le courtier au sens ordinaire du mot. Il joue exactement le même rôle que les grandes banques qui, dans la pratique de nos affaires françaises, se chargent des placements des titres moyennant commission.

Le contrat qui intervient entre l'*underwriter* et la Compagnie est, au contraire, spécial; il tient beaucoup du contrat d'assurance. Non seulement l'*underwriter* se charge de placer les titres, mais jouant le même rôle qu'en France nos syndicats d'émission, il s'engage, en cas d'échec, à se porter personnelle-

ment souscripteur pour ceux qui lui resteront en mains. Le risque de l'underwriter étant très gros, il exige une commission proportionnellement importante.

Cette vente publique d'actions par les intermédiaires soulève, en droit britannique comme en droit français, la très délicate question de l'émission au dessous du pair. Elle a été très discutée dans les deux pays et dans des termes identiques. Nous n'avons pas à reproduire ici ces controverses. Bornons-nous à dire qu'après avoir donné lieu à de très vives polémiques, lors du vote de la loi de 1907, le rôle de l'underwriter et sa commission sont reconnus comme licites par l'Act de 1908.

Mais le législateur obvie dans une certaine mesure aux dangers évidents de cette opération en la soumettant, suivant sa politique ordinaire, à des conditions de publicité (1).

Il faut :

1° Que le paiement d'une commission ait été autorisé et son taux fixé par les statuts ;

2° Que ce taux soit énoncé dans le prospectus ou la déclaration en tenant lieu.

*
* *

Il n'y a pas à dissimuler que cette partie de la législation britannique qui réglemente la souscription a

(1) Act 1908, art. 89.

donné lieu, non sans fondement, à de nombreuses critiques.

On fait observer qu'une liberté par trop extrême est laissée aux deux parties :

Au souscripteur, qui peut jusqu'à la répartition, c'est-à-dire pendant une période préliminaire forcément assez longue, se dédire sans motif.

Aux directeurs de la Compagnie, qui sont parfaitement libres de répondre au souscripteur que sa demande est accueillie ou repoussée et, si le capital est plus que couvert, de procéder à la réduction sans autre règle que leur bon plaisir.

C'est — ne l'oublions pas — que cette loi est faite pour les Anglais qui sont, par privilège de naissance des *business men* avisés. Le législateur suppose au souscripteur — d'ailleurs protégé par des mesures de publicité rigoureuses — la dose minima de défiance et de perspicacité qui le gardera contre ces dangers.

SECTION II

DES APPORTS EN NATURE

Dans toute Compagnie britannique, de même que dans toute société française, nous trouvons, à côté du capital en numéraire fourni par les souscripteurs, un capital en nature fourni soit par les fondateurs,

soit par certains actionnaires désignés sous le nom commun d'apporteurs. Mais, en raison même du contraste des deux modes de constitution, l'intégration de ces apports dans le capital social se réalise, sous les deux législations, suivant un mécanisme bien différent.

L'apport à la société française par actions demeure l'acte juridique bien nettement défini par le droit civil aux art. 1833, 1845, 1846, 1847 du code. En cédant son bien, l'apporteur français réalise un des éléments nécessaires du contrat de société, contribue pour sa part à la formation d'une personne morale encore à naître. L'apporteur britannique réalise purement et simplement un contrat avec une Compagnie déjà née.

La société française évalue les biens apportés par certains de ses membres et les fait siens; la Compagnie britannique, prenant position d'acheteuse, passe des contrats d'achats avec ses fondateurs ou certains de ses actionnaires traités en la circonstance comme des tiers quelconques.

Nous avons eu l'occasion déjà d'esquisser la question en traitant des promoteurs (1) d'une part, et du moment de la constitution d'autre part (2).

Nous allons maintenant tâcher à en préciser la por-

(1) V. p. 27.

(2) V. p. 37.

tée en examinant de plus près ce mécanisme des contrats dans la formation de la Compagnie britannique.

Nous servant de la terminologie même adoptée par l'unanimité de la doctrine, nous distinguons trois sortes de contrats :

- 1° Les contrats préliminaires ;
- 2° Les contrats provisoires ;
- 3° Les contrats définitifs.

Ces trois sortes de contrats correspondent aux trois étapes de formation que nous avons précédemment indiquées, division essentielle à laquelle il faut revenir à tout instant quand on étudie la Compagnie britannique.

Les contrats préliminaires sont passés par les promoteurs avant l'incorporation.

Les contrats provisoires sont passés par la Compagnie après l'incorporation, mais avant l'autorisation de commencer les affaires ; ils sont susceptibles d'être rejetés ou modifiés par l'assemblée statutaire.

Les contrats définitifs sont ceux qui sont passés après la délivrance du certificat autorisant le commencement des affaires ou qui, passés avant l'obtention de ce certificat, ont été par la suite ratifiés par l'assemblée statutaire.

Les contrats préliminaires engagent la responsabilité des promoteurs et d'eux seuls.

Les contrats provisoires engagent la responsabilité personnelle des administrateurs.

Les contrats définitifs seuls engagent la responsabilité de la Compagnie.

Le droit britannique — nous l'avons vu dans notre chapitre II — n'admet pas que le promoteur puisse stipuler pour le compte d'une personne morale inexistante. Les contrats, passés par lui avant l'enregistrement, le sont par conséquent en son nom et à ses risques et périls; la Compagnie y est complètement étrangère. Elle ne pourrait même pas les ratifier; n'existant pas juridiquement, elle est, aux yeux du législateur britannique, sans capacité pour s'engager, même par mandataire.

Ces contrats préliminaires sont remplacés dès l'incorporation par des contrats provisoires, auxquels intervient la Compagnie qui se trouve dès lors engagée; ces contrats provisoires enfin deviennent définitifs par l'approbation de l'assemblée statutaire.

Dans le Royaume-Uni, comme chez nous, par conséquent, l'assemblée statutaire est appelée à se prononcer sur les acquisitions en nature, apports proprement dits dans un cas et contrats dans l'autre. Mais le rôle de cette assemblée, primordial chez nous, n'est que secondaire outre Manche.

L'art. 4, alinéa 6, de notre loi de 1867 décide rigoureusement que, « à défaut d'approbation, la société reste sans effet à l'égard de toutes les parties. » La société qui n'est pas encore née ne naîtra pas.

En droit britannique, au contraire, l'assemblée sta-

tutaire peut modifier ou même rejeter complètement les contrats passés par ses administrateurs sans que la Compagnie en souffre le moins du monde dans son existence. Déjà née, l'approbation des acquisitions en nature par l'assemblée est sans effet sur sa validité.

En résumé, pour accentuer d'un mot cette différence, l'acceptation des apports est en France une opération constitutive ; dans le Royaume-Uni, la signature du contrat d'achat qui y équivaut n'est qu'un acte de gestion dont les administrateurs sont responsables devant l'assemblée générale.

En France, par mesure de prudence, les actions d'apports ne sont négociables que deux ans après la constitution de la société.

Dans le Royaume-Uni, pareille restriction n'a pas sa raison d'être : les actions d'apports sont des actions ordinaires ; elles ne subissent aucune immobilisation ; elles sont négociables dès leur attribution.

En France, des actions peuvent être mixtes, c'est-à-dire correspondre pour partie à des apports en nature et pour partie à des apports à faire en espèces ; mais dans ce cas, suivant la disposition de la loi de 1893 modifiant l'art. 3 de la loi de 1867, de telles actions doivent être intégralement libérées.

Dans le Royaume-Uni, la même combinaison est parfaitement licite, et sans aucune restriction : le prix d'un apport peut être payé au moyen d'actions partiellement libérées.

Enfin, dans le Royaume-Uni comme en France, les apports sont soumis à la publicité; nous avons exposé cette publicité en traitant du prospectus (1) et nous l'avons jugée plus complète et plus efficace que la nôtre.

Nous ne saurions terminer cet exposé sans signaler un des points les plus intéressants de l'organisation britannique : le mode d'expertise des biens en nature faisant l'objet des contrats d'acquisition passés par la Compagnie naissante.

Cette vérification des apports — en présence de l'incompétence et, trop souvent aussi, de l'indifférence des intéressés — a donné lieu chez nous à de graves difficultés. De nombreux systèmes ont été proposés pour y remédier. Certains auteurs sont allés jusqu'à préconiser, par analogie avec le système allemand, l'intervention de l'autorité.

Il n'est que trop vrai que, livrés à leurs seuls moyens, à leur seule compétence, les actionnaires français sont trop souvent désarmés. L'actionnaire britannique a, lui, à sa disposition un organisme d'une sûreté, d'une honorabilité et d'une compétence éprouvées, l'Institut royal des comptables d'Angleterre et de Galles (*Royal Institute of Chartered Accountants of England and Wales*). Cette société, qui n'a d'ailleurs aucun caractère officiel, doit son

(1) V. p. 57.

succès à la sévérité des conditions qu'elle met à l'admission de ses élèves, et à l'excellence de l'enseignement technique qu'elle leur inculque. Rompus à la pratique des affaires, et particulièrement entraînés au mécanisme des constitutions de sociétés et des liquidations commerciales, les membres de l'institut se sont fait une spécialité de l'expertise des apports en nature. Ils jouissent auprès des tribunaux d'une autorité légitime, qui donne à leurs dires un caractère en quelque sorte définitif. Pour toutes ces raisons, leur intervention est pour les actionnaires britanniques une garantie précieuse que nous voudrions voir assurée par une organisation similaire à nos capitalistes français.

Dans l'état actuel de la législation britannique, l'intervention des *chartered accountants*, tant pour l'appréciation des apports en nature que pour la vérification de la comptabilité courante en qualité de commissaires, n'est pas, il est vrai, obligatoire ; mais cette obligation, qui ne naît pas de la loi, résulte, dans la pratique, d'un usage si solidement établi qu'une Compagnie sérieuse ne saurait aisément s'y soustraire.

Cette institution des *chartered accountants* apparaît si nécessaire qu'il est à bon droit permis de s'étonner qu'elle n'ait pas encore en France son équivalent. Nombre d'excellents esprits ont depuis longtemps préconisé chez nous ce progrès, et il semble

bien qu'il soit enfin en voie de se réaliser. Organisée à la manière de l'institut des *chartered accountants* de nos voisins, mais en même temps adaptée aux besoins du commerce national et à la mentalité française, une première société « fiduciaire » pour le contrôle des comptabilités commerciales, industrielles et financières (1) vient d'être fondée à Paris.

Les professionnels qu'elle emploie présentent les meilleures garanties de compétence technique et d'honorabilité ; agissant non pour leur compte personnel, mais au seul nom de la société, ils conservent la liberté d'action et l'impartialité nécessaires pour remplir, au mieux des intérêts de tous, la mission qui leur est confiée.

Cette institution répond à un si réel besoin que son succès n'est pas douteux.

SECTION III

DE L'AUGMENTATION ET DE LA RÉDUCTION DU CAPITAL

Augmentation.

L'étude des modifications du capital social se rattache à la très délicate question de l'omnipotence des assemblées générales, que nous n'oserions pas, après

(1) La Société fiduciaire française, 30, rue Mogador.

tant de savants auteurs, exposer ici. Nous nous bornerons à l'indiquer dans ses grandes lignes, quand nous traiterons plus généralement des modifications à la charte sociale (1).

Il nous suffit pour l'instant de constater qu'en France, depuis la loi du 22 nov. 1913, l'assemblée générale extraordinaire peut modifier la charte sociale dans toutes ses dispositions. Telle est la règle. Le nouvel art. 31 n'y apporte qu'une double exception : l'assemblée générale extraordinaire ne peut changer la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des actionnaires. Pour ces deux changements particulièrement importants, l'unanimité des actionnaires est exigée.

Les assemblées qui ont à délibérer sur des modifications touchant à l'objet ou à la forme de la société ne sont valablement constituées qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social. Pour toutes les autres modifications, si le *quorum* des trois quarts n'est pas atteint par la première assemblée extraordinaire, il en est convoqué une seconde pour laquelle la représentation de la moitié du capital est suffisante et, si besoin est, une troisième qui est valablement constituée, à condition de représenter le tiers. Quel que soit le *quorum* exigé, les résolutions

(1) V. *infra*, p. 131.

d'une assemblée extraordinaire doivent être votées à la majorité des deux tiers des voix.

Tout actionnaire a le droit de prendre part aux assemblées extraordinaires, nonobstant toute clause contraire des statuts; chaque actionnaire a un nombre de voix proportionnel au nombre de ses actions, sans limitation.

Nous allons faire application de ces règles nouvelles au point qui nous occupe plus particulièrement.

On peut concevoir deux procédés principaux pour augmenter le capital d'une société par actions :

1° En augmentant le nombre des actions ;

2° En augmentant leur taux, ce second procédé demeurant forcément beaucoup plus théorique que pratique.

L'application du premier procédé n'affectant en rien ni la nationalité de la société ni les engagements des actionnaires, d'une part, ni l'objet ni la forme de la société, d'autre part, nous en concluons qu'une assemblée extraordinaire représentant le tiers du capital pourrait, à la rigueur, valablement décider une augmentation de capital présentée sous cette forme.

L'application du second procédé (augmentation du taux des actions, porté, par exemple, de 500 à 1000 francs), impliquant une aggravation des engagements des actionnaires, ne pourrait, au contraire, être autorisé que par l'unanimité des actionnaires.

Réalisée par le premier procédé, toute augmentation de capital est soumise aux mêmes conditions que la formation même du capital originaire, ce qui implique notamment la souscription intégrale des nouvelles actions émises.

Enfin, réalisée par l'un ou l'autre procédé, toute augmentation de capital est soumise aux mêmes formalités de publicité que la constitution même de la société.

Sous le régime de l'Act de 1908, l'augmentation du capital d'une Compagnie britannique se présente dans des conditions sensiblement identiques.

Une augmentation de capital n'est possible que si elle est autorisée par les statuts. De sorte que, si les articles d'association ne contiennent pas cette autorisation, ils doivent être, avant tout, modifiés en ce sens suivant le mécanisme que nous indiquerons en traitant des « modifications à la charte sociale ».

L'augmentation autorisée, soit par les statuts primitifs, soit par les statuts ainsi modifiés, il ne reste plus qu'à la faire voter par une assemblée d'actionnaires. Aux termes de l'Act de 1908, l'assemblée qui a pouvoir pour le faire est une assemblée générale ordinaire et la majorité requise la simple majorité absolue. L'Act de 1908 et les statuts officiels qui y sont annexés prévoient une voix par action, mais les statuts de la Compagnie peuvent parfaitement contenir une clause limitative du droit de vote des gros actionnaires.

Quant à la publicité, elle est assurée, suivant le constant principe britannique, par l'intervention du registrar : l'augmentation du capital doit lui être notifiée dans les quinze jours qui suivent le vote.

Réduction.

Mais nous allons constater, quant aux conditions imposées pour la réduction, une différence marquée entre les deux législations.

En droit français, la réduction du capital est obtenue exactement par les mêmes moyens, et sous les mêmes conditions que l'augmentation ; elle peut être votée par une assemblée extraordinaire représentant le tiers seulement du capital, si le *quorum* plus élevé des trois quarts ou de la moitié n'a pu être atteint dans une première, puis dans une deuxième assemblée. Elle est soumise, par ailleurs, à la même publicité. Il est incontesté qu'en cas de réduction, les droits des créanciers antérieurs demeurent intacts.

En regard de ces dispositions, la loi britannique nous apparaît singulièrement plus prévoyante en sa juste rigueur. Jusqu'en 1867, elle n'admettait pas la réduction du capital social. Depuis l'Act de 1867, confirmé par les acts postérieurs, elle en reconnaît la possibilité, mais en l'entourant de sages précautions.

1° Les statuts doivent prévoir la réduction ; sinon il faut les modifier, comme nous l'avons expliqué précédemment.

2° La réduction, autorisée par les statuts primitifs ou modifiés en conséquence, doit être votée, non par résolution ordinaire comme l'augmentation, mais par une résolution spéciale (*special resolution*). Une résolution spéciale — nous l'expliquerons plus en détail, en traitant des assemblées — est une résolution votée par la majorité des trois quarts des actionnaires présents, et confirmée par une seconde assemblée tenue quinze jours au moins et un mois au plus après la première.

3° La résolution spéciale ainsi obtenue est soumise à l'approbation de la Cour qui serait compétente, le cas échéant, pour prononcer la dissolution de la société.

4° Les directeurs sont tenus de remettre à la Cour, sous des peines sévères, en cas d'inexactitude ou d'omission, une liste complète des créanciers de la Compagnie.

5° Cette liste est publiée avec indication d'un délai pour l'inscription des créanciers omis.

6° Tout créancier de la Compagnie a le droit de s'opposer à la réduction de son capital. La Compagnie doit justifier devant la Cour que tous les créanciers opposants ont été désintéressés, ou donner des garanties suffisantes pour le paiement de ces créances.

7° Le registrar doit enregistrer la délibération spéciale, autorisant la réduction et l'arrêt de la Cour la confirmant.

8° Pendant un temps fixé par la Cour, la Compagnie devra, sur tous documents, faire suivre l'indication de son capital des mots « *and reduced*, et réduit. »

Tel est, en ce qui concerne la réduction du capital, le système très nettement défiant que la loi britannique oppose à nos dispositions singulièrement libérales.

CHAPITRE IV

DU FONCTIONNEMENT

SECTION I

DES AGENTS DE LA COMPAGNIE

Une Limited britannique est, quant à l'exercice de son industrie ou de son commerce, assimilable en tous points à un industriel ou à un commerçant particulier. Soumise aux mêmes règles de droit commun, elle a les mêmes droits et les mêmes responsabilités.

Le fait que la Compagnie ne peut agir que par l'intermédiaire de l'un de ses agents est sans influence sur ce principe. Il conviendra de prouver, le cas échéant, que A est directeur de la Compagnie et a agi dans la limite de ses pouvoirs de la même manière qu'on prouverait que B, employé de A, a agi dans la limite de son emploi.

Le fonctionnement de la Limited est assuré, comme celui de la société française par actions, par trois

organes : administrateurs, commissaires des comptes, assemblée générale.

Mais une remarque d'ordre général s'impose au seuil de ce chapitre : alors que l'Act de 1908 contient, relativement à la constitution et à la publicité, — nous l'avons vu, — des dispositions singulièrement minutieuses, il est au contraire, en ce qui concerne le fonctionnement, extrêmement sobre d'indications. En fait, sur la plupart des points, il est absolument muet. La liberté laissée aux articles d'association, c'est-à-dire à l'initiative de la Compagnie, est à cet égard absolue. Il s'ensuit que l'organisation de la direction et les conséquences juridiques qui en découlent varient à l'infini d'une Compagnie à l'autre. Dans ces conditions, nous ne pourrions présenter sur ce sujet que des observations très générales, en signalant aussi souvent qu'il nous sera possible les contrastes intéressants des deux législations.

Les directeurs.

Quelques notions de terminologie sont ici indispensables, car la similitude des termes anglais et français ne peut manquer de prêter à confusion.

Les divers agents (*officers*) d'une Compagnie sont :

Le director,

Le manager,

L'auditor,

Le secretary.

Le director correspond à l'administrateur français, tandis que le *manager* joue le rôle de directeur dans une société française. *L'auditor* est le commissaire des comptes; quant au secrétaire, c'est un personnage particulier à l'organisation britannique.

Alors que les administrateurs sont en droit français indispensables à l'existence de la société qui n'est constituée qu'après leur nomination par l'assemblée, la création d'un ou plusieurs directeurs dans une Compagnie britannique est purement facultative. L'act, en effet, laisse aux actionnaires entière liberté de déterminer comment et par qui la Compagnie sera conduite. Ils peuvent ainsi décider que la Compagnie sera dirigée par un seul administrateur-gérant (*managing director*), ou même par un seul *manager* pris en dehors de la Compagnie. Enfin, combinaison un peu déconcertante à notre point de vue français, une Limited peut parfaitement être nommée directrice d'une autre Compagnie. Encore une fois, toutes les combinaisons sont permises. Il est presque inutile d'ajouter que le nombre des directeurs — quand directeurs il y a — est comme chez nous, et plus encore que chez nous, indéterminé par la loi. La loi de 1867 exige que les administrateurs français soient pris parmi les associés et propriétaires d'un nombre d'actions déterminé par les statuts. Pareille obligation n'existe pas en droit britannique. Les statuts officiels annexés à l'Act de 1908 imposent à tout

directeur la possession d'une action au moins, mais c'est une disposition purement facultative, comme toutes celles du modèle officiel, et qui peut être écartée par une clause contraire des statuts. En fait, les statuts imposent toujours aux directeurs la possession d'un nombre important d'actions statutaires (*qualification shares*).

Les directeurs d'une Limited peuvent être nommés de trois façons différentes :

1° Les premiers directeurs peuvent être — et c'est généralement le cas — choisis par les promoteurs et nommés dans les articles d'association ;

2° Ils peuvent, en vertu d'une clause conforme des articles d'association, être désignés, postérieurement à la remise du mémorandum, par la majorité des sept souscripteurs originaires ;

3° Ils peuvent enfin, en cas d'abstention des promoteurs et dans le silence des statuts, être nommés par une assemblée convoquée par les soins de cinq actionnaires qui en prennent l'initiative conformément à l'art. 67 de l'act.

Pour prévenir une fraude trop fréquente et qui consistait à mettre en avant dans le prospectus, pour allécher le public, les noms de personnes honorables et connues présentées comme directeurs, mais qui en fait n'avaient pas accepté ces fonctions, l'Act de 1908 exige la remise au registrar d'une acceptation écrite de chacun des directeurs.

Toute nomination faite au mépris de cette disposition serait nulle. Mais, pour des raisons d'ordre pratique et dans l'intérêt des tiers, l'art. 74 de l'act décide que les actes des administrateurs irréguliers ne sont pas annulés quand l'irrégularité est découverte.

Les articles d'association peuvent accorder à un tiers, un cédant par exemple, le droit de nommer un ou plusieurs directeurs de la Compagnie. Disposition sans analogue dans notre loi.

En principe les directeurs n'ont droit à aucune rémunération, mais les articles d'association leur en accordent généralement une.

Alors qu'en France la loi fixe la durée des fonctions des administrateurs, l'act britannique laisse sur ce point encore toute liberté aux statuts. Les articles d'association prévoient généralement le renouvellement par tiers chaque année.

En France, les administrateurs sont essentiellement révocables au gré des actionnaires. Dans le Royaume-Uni, dans le silence des statuts, la jurisprudence estime qu'on ne pourrait procéder à cette révocation qu'en modifiant préalablement les statuts par une résolution spéciale (1).

En France, les administrateurs ne peuvent résilier leurs fonctions que dans les termes de l'art. 2007 du Code civil. Dans le Royaume-Uni, dans le silence

(1) *Imperial Hydropathic Co v. Hampson*, 23 C. D. I.

des statuts, la jurisprudence estime qu'un directeur peut à tout instant démissionner, sans indemnité, en notifiant sa démission par une simple lettre. Un directeur peut en outre démissionner en se disqualifiant par l'abandon de ses actions statutaires (1).

Le caractère juridique du directeur a fait, dans le Royaume-Uni, le sujet de controverses nombreuses. Il est hors de doute que le directeur est mandataire de la Compagnie. Mais il est plus encore qu'un mandataire ordinaire : il est, suivant l'opinion la plus répandue (2), un *trustee*. Ce mot de *trustee* ne saurait être exactement traduit. Le *trust* (du verbe *to trust*, confier) est essentiellement un bien confié aux soins et à la bonne foi d'une personne appelée *trustee*, pour l'usage et au profit d'une autre personne appelée *cestui que trust*. Le rôle du *trustee* varie suivant l'objet spécial du *trust* ; il peut se rapprocher tour à tour, suivant les circonstances, du grevé fidéicommissaire, du mandataire, du dépositaire, du commissionnaire ou de l'administrateur-comptable. Nous conserverons donc dans nos développements le mot anglais, sans tenter une traduction dangereuse, et d'ailleurs inutile.

Il est généralement admis que le directeur est le *trustee* des fonds de la Compagnie et que, par suite,

(1) Gilbert's Case 5. Ch. 565.

(2) Palmer, *op. cit.*, p. 178 et 179.

au cas d'une irrégularité de gestion, il commet le délit de *breach of trust* (approximativement : abus de confiance).

La responsabilité du directeur s'évalue, sur cette double base et eu égard aux circonstances et aux dispositions particulières des statuts, suivant des principes généraux qui ne diffèrent pas des principes du droit français.

Quant à l'étendue des pouvoirs des directeurs, le principe bien net, formulé par l'art. 71 de la table A, modèle officiel de statuts, est le suivant : le directeur a tout pouvoir en dehors de ceux qui, aux termes de l'act, appartiennent à l'assemblée générale. Sa capacité est la règle, son incapacité l'exception.

Ces pouvoirs sont, comme en France, limités par l'interdiction de passer un marché avec la Compagnie qu'il dirige.

Au cas où il y a plusieurs directeurs, ils se réunissent pour former le *Board of Directors* (Conseil d'administration) qui, dans le silence des statuts, réglemente lui-même son organisation intérieure et notamment ses conditions de quorum.

La maxime *delegatus non potest delegare* s'applique incontestablement aux directeurs et, dans le silence des statuts, ils ne peuvent déléguer leurs pouvoirs (1). Mais les articles d'association prévoient généralement

(1) *Cobb v. Becke*, 6 Q. B. 936.

la délégation à un manager, à un secrétaire, à l'un des directeurs ou à quelques-uns d'entre eux formant un comité.

Des directeurs à responsabilité illimitée.

Il convient d'étudier ici une disposition particulièrement intéressante de la loi britannique : l'illimitation de la responsabilité des directeurs. Aux termes de l'art. 60 de l'act, dans une Compagnie limited la responsabilité des directeurs, du manager ou du *managing-director* (directeur-gérant) peut être déclarée illimitée en vertu d'une clause conforme des statuts. Si cette clause ne se trouve pas dans les articles d'association primitifs, elle peut y être ultérieurement introduite par résolution spéciale.

On réalise, par cette combinaison, un type hybride qui n'est plus la société anonyme telle que nous la concevons en droit français, et qui n'est pas encore la commandite par actions, laquelle n'est pas reconnue par le droit britannique.

Nous disons que la Limited avec responsabilité illimitée des administrateurs n'est plus la véritable société anonyme, car la limitation de la responsabilité de tous les associés nous apparaît comme un des éléments essentiels qui caractérisent une telle société. Or, dans la combinaison britannique dont nous nous occupons actuellement, les associés administrateurs sont tenus

personnellement et solidairement des dettes sociales sur tous leurs biens.

Nous disons, d'autre part, que ce n'est pas encore la commandite par actions, car, dans la commandite par actions, la responsabilité de tout un groupe d'associés, à savoir les commandités, est illimitée, alors que dans le type de Limited britannique actuellement décrit les administrateurs seuls sont tenus *in infinitum*.

Du manager.

Le *manager* correspond au directeur de la société française. Comme lui, il est chargé de l'ensemble des affaires sociales, se distinguant en cela du directeur technique, choisi par le conseil d'administration, en raison de ses connaissances techniques, pour diriger des usines ou des services spéciaux.

Les fonctions de manager peuvent être cumulées avec celles de directeur. On se trouve alors en présence du *managing-director* (directeur-gérant), personnage omnipotent qu'on rencontre fréquemment dans les Compagnies britanniques. C'est en somme l'administrateur délégué.

La situation juridique du simple manager est cependant très différente de celle du directeur français.

Le directeur français, en tant que mandataire de la société, est essentiellement révocable au gré des actionnaires. Le manager britannique, bien qu'ayant une situation prépondérante, n'est qu'un simple employé,

et, quant à sa révocation, ce sont les règles du droit commun qui s'appliquent : il a droit à un préavis raisonnable ou à une indemnité (1).

- Le manager est responsable de ses fautes et il ne peut réaliser de bénéfices au détriment de la Compagnie, mais il n'engage la Compagnie que dans la mesure exacte autorisée par les directeurs.

Les directeurs, bien qu'ayant délégué leurs pouvoirs en tout ou en partie au manager, conservent néanmoins le droit d'intervenir directement et personnellement dans les affaires faisant l'objet de la délégation.

Des auditors.

Le contrôle de la gestion financière d'une Compagnie est d'une telle importance vitale que la loi, tout en laissant ici encore une très grande indépendance aux statuts, ne pouvait cependant garder sur ce point le mutisme presque complet que nous avons par ailleurs signalé. L'Act de 1908 consacre aux *auditors* (*commissaires des comptes*), à leurs devoirs et à leurs responsabilités les deux longs articles 112 et 113.

Il nous suffira de dire que sur ce point les deux législations sont remarquablement voisines. Les fonctions des auditors sont les mêmes que celles de nos commissaires. Les uns et les autres sont nommés

(1) Palmer, *op. cit.*, p. 262.

chaque année par l'assemblée générale ou à défaut par le tribunal de commerce chez nous, par le Board of Trade dans le Royaume-Uni.

Mais alors que le contrôle des commissaires français ne peut s'exercer efficacement que pendant une courte période (40 jours avant l'assemblée générale), la surveillance des *auditors* britanniques est *permanente* et peut s'exercer librement à tout instant.

Il est par contre une institution particulière à l'organisation britannique et qu'il n'est pas sans intérêt d'exposer ici. Nous voulons parler du contrôle des Compagnies, au point de vue financier, par les inspecteurs du Board of Trade.

En France, les actionnaires sont uniquement renseignés sur la gestion financière de la société par les rapports de leurs commissaires. Au cas de procès, et dans ce cas seulement, des experts peuvent être nommés par le tribunal.

La loi britannique nous paraît plus prévoyante en donnant aux actionnaires sous certaines conditions, et en dehors de toute éventualité de litige, le droit de faire nommer par l'autorité judiciaire des experts chargés de les renseigner sur les points les plus délicats.

Sur la demande de membres porteurs d'au moins un dixième des actions émises, le Board of Trade peut nommer un ou plusieurs inspecteurs pour examiner les opérations d'une Compagnie et lui adresser un

rapport à ce sujet. La demande doit être motivée de façon à démontrer à la satisfaction du Board of Trade qu'elle est suffisamment fondée et que les demandeurs n'agissent dans aucune intention de nuire. Avant de nommer l'inspecteur réclamé, le Board of Trade peut exiger des demandeurs caution pour le paiement des frais de l'enquête. Tous les fonctionnaires et agents de la Compagnie doivent mettre à la disposition des inspecteurs tous les livres et documents confiés à leur garde. L'inspecteur peut interroger sous serment les fonctionnaires et agents de la Compagnie relativement à leurs opérations.

Leur enquête terminée, les inspecteurs doivent adresser au Board of Trade un rapport exprimant leur opinion. Un exemplaire de ce rapport doit être envoyé au siège social de la Compagnie et un autre, sur leur requête, aux demandeurs de l'enquête.

Du secrétaire et des autres agents.

Le secrétaire est un personnage particulier à l'organisation britannique. Son rôle est important : c'est auprès de lui que les tiers obtiennent des renseignements sur la Compagnie, c'est lui qui prépare les ordres du jour, qui lance les convocations aux assemblées; aux termes de l'act, c'est de lui qu'émane la déclaration statutaire exigée par le registrar pour autoriser le commencement des affaires. Dans nombre

de Compagnies, il a la signature de la correspondance et, en qualité de fondé de pouvoirs, le contre-seing des chèques.

Nous avons intitulé ce paragraphe : « Du secrétaire et des autres agents. » C'est que le nombre, la variété des *officers* de la Compagnie ne sont nullement limités par la loi.

Très souvent, le solicitor d'une Compagnie se comporte en fait comme un de ses agents et on doit en droit lui reconnaître la qualité. Quand un solicitor consent à laisser son nom figurer sur le prospectus, qu'il assiste régulièrement aux assemblées et aux séances du conseil d'administration, il est incontestablement agent. La même question se pose pour le banquier, le courtier, etc. Cette question, fort souvent, est des plus complexes, et sa solution est d'une importance capitale en raison des responsabilités graves qui pèsent sur les agents.

SECTION II

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Nous avons jugé préférable d'étudier les pouvoirs des assemblées générales, non pas dans leur ensemble, mais, ce qui nous paraît d'une meilleure méthode pour la clarté de nos développements, dans des sections distinctes, en examinant tour à tour chacun des objets

sur lesquels ces pouvoirs sont susceptibles de s'exercer. C'est ainsi que nous avons eu l'occasion déjà d'étudier une des plus importantes prérogatives de l'assemblée extraordinaire en traitant de l'augmentation et de la réduction du capital (1); les autres nous apparaîtront quand nous étudierons les modifications de la charte sociale et la liquidation.

Nous nous bornerons donc dans la présente section à indiquer les différentes sortes d'assemblées générales et leurs conditions de validité au double point de vue du quorum et de la majorité.

Aux trois sortes d'assemblées de notre droit français : constitutive, ordinaire et extraordinaire, correspondent symétriquement, en droit britannique, les assemblées statutaire, ordinaire et extraordinaire.

Assemblée constitutive, assemblée statutaire. — Mais nous avons à signaler ici, dès les premiers mots, une différence essentielle entre les deux législations. L'assemblée constitutive est, comme l'indique très justement son nom, un des éléments indispensables de la constitution d'une société française; sans elle la société ne saurait naître. L'assemblée statutaire (*statutory meeting*), son équivalent en droit britannique, est sans influence aucune sur l'existence de la Compagnie puisque celle-ci est née dès l'incorporation, bien avant

(1) V p 90.

toute réunion des actionnaires. Est-ce à dire qu'il n'y ait aucune sanction à l'obligation de réunir l'assemblée statutaire? Non pas, certes; la sanction existe et est très rigoureuse (1). Si l'assemblée n'a pas été tenue quatorze jours après l'expiration du délai fixé pour sa réunion, tout actionnaire peut, pour ce seul motif, solliciter de la Cour et obtenir la dissolution de la Compagnie. La différence est donc bien nette : sans assemblée statutaire la Compagnie britannique n'est pas inexistante, elle n'est même pas nulle, elle est seulement annulable.

Ceci dit, exposons, à grands traits, les règles qui régissent cette assemblée statutaire.

L'assemblée statutaire doit être convoquée par les administrateurs dans un délai qui ne peut être inférieur à un mois, ni supérieur à trois mois, à compter du jour où la Compagnie a obtenu du registrar le certificat l'autorisant à commencer ses affaires. Chaque actionnaire doit recevoir, sept jours au moins avant la date de l'assemblée, un rapport extrêmement complet sur la situation financière et administrative de la Compagnie. Ce rapport doit contenir obligatoirement les énonciations suivantes :

1° État détaillé des actions émises en spécifiant *a*) le nombre des actions payées en totalité ou en partie autrement qu'en espèces, *b*) le motif de leur attribution ;

(1) Act 1908, art. 65 et 129.

2° Total des espèces encaissées du fait de l'émission ;

3° Relevé des mouvements de caisse de la Compagnie depuis sa création, en faisant ressortir, sous des chapitres distincts, les recettes provenant des actions et obligations et celles provenant d'autres sources ;

4° Estimation des frais préliminaires ;

5° Noms, adresses et professions des administrateurs, commissaires des comptes, directeurs et secrétaires ;

6° Tous détails utiles concernant les contrats dont la modification est proposée à l'assemblée.

Une copie de ce rapport (*statutory report*) doit être remise au registrar.

Autre différence entre les deux législations : tandis que l'assemblée constitutive française doit, pour être régulière, représenter la moitié du capital en numéraire, l'assemblée statutaire britannique est, quant aux conditions de quorum et de majorité, assimilée à une assemblée ordinaire.

Assemblée ordinaire. — Dans le Royaume-Uni comme en France, il doit être tenu une assemblée générale chaque année ; mais, dans les deux pays (1), la loi s'en remet aux statuts pour en fixer l'époque.

(1) Loi de 1867, art. 27 ; Act 1908, art. 67.

L'Act de 1908 fixe toutefois, sous sanction d'une amende encourue par les administrateurs, un délai maximum : il doit s'écouler au plus quinze mois entre deux assemblées annuelles consécutives. Si les administrateurs négligent de convoquer l'assemblée dans ce délai, deux actionnaires quelconques peuvent le faire dans le mois qui en suit l'expiration.

Dans les deux pays également la loi laisse toute liberté aux statuts, quant à la réglementation du droit de vote des actionnaires. L'act de 1908 prévoit une voix par action, mais les statuts peuvent parfaitement contenir une clause limitant le droit de vote des gros actionnaires. Au cas où les statuts subordonnent à un nombre minimum d'actions l'accès des assemblées, le groupement des petits actionnaires, institué chez nous par la loi de 1893 modifiant l'art. 27 de la loi de 1867, n'a pas d'équivalent dans la législation d'outre Manche.

Dans les deux pays encore, la loi s'en remet aux statuts quant à la composition du bureau de l'assemblée.

La majorité requise pour la validité des décisions prises dans une assemblée ordinaire est en France la majorité absolue, dans le Royaume-Uni la simple majorité relative (1).

Quant au quorum, la loi de 1867 exige la repré-

(1) *Palmer's Company Law*, 10th edit., p. 241.

sensation du quart du capital social. (Si toutefois une première assemblée n'atteint pas ce quorum, il en est convoqué une seconde qui délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée.) L'Act de 1908 est, à ce point de vue, beaucoup plus large. Dans le silence des statuts le droit commun s'applique et, par suite, la présence de deux membres seulement réalise un quorum suffisant. Mais les articles d'association prévoient généralement un quorum plus élevé; les statuts officiels annexés à la loi exigent la présence de trois membres (1).

Cette tolérance de la loi s'explique par la simple considération suivante : grâce à la forme nominative qui est le système britannique, tous les actionnaires sont, de façon certaine, touchés par la convocation. Leur abstention, dans ces conditions, équivaut à un acquiescement aux mesures proposées.

Assemblée extraordinaire. — La réglementation des assemblées extraordinaires a été, en France, profondément modifiée par la loi du 22 novembre 1913. Sous le régime de cette loi, tout actionnaire a le droit de prendre part aux assemblées extraordinaires, nonobstant toute clause contraire des statuts, et il dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre de ses actions sans aucune limitation. La majorité

(1) Table A, art. 51

exigée est des deux tiers. Quant au ^o quorum, il est des trois quarts pour toute délibération touchant à l'objet ou à la forme de la société ; pour toute autre délibération la loi institue un système de quorums atténués $\frac{3}{4}$, $\frac{1}{2}$, puis $\frac{1}{3}$.

L'Act de 1908 exige une majorité des trois quarts des membres présents (et non des votants), quant au quorum il n'est pas plus exigeant que pour l'assemblée ordinaire.

Relativement à la convocation des assemblées extraordinaires, nous pouvons opposer utilement les deux législations. En France, le droit de convocation n'appartient qu'aux administrateurs et, en cas d'urgence, aux commissaires des comptes (Loi 1867, art. 33), notre loi ne reconnaît pas aux actionnaires, quelle que soit la portion du capital qu'ils représentent, le droit d'exiger la tenue d'une assemblée extraordinaire, encore moins de procéder à sa convocation. Dans le Royaume-Uni, nonobstant toute clause contraire des statuts, les administrateurs sont tenus, sur réquisition de porteurs d'un dixième au moins du capital, de procéder immédiatement à la convocation d'une assemblée extraordinaire. Si, dans les vingt et un jours qui suivent cette réquisition, l'assemblée requise n'a pas été tenue, les membres qui ont présenté la réquisition, ou la majorité d'entre eux, peuvent procéder eux-mêmes à la convocation de l'assemblée.

Résolution extraordinaire, résolution spéciale.

— Pour terminer cet exposé, il nous reste à signaler une complication ou plus exactement une subdivision particulière au droit britannique : c'est la résolution spéciale (*special resolution*).

Aux termes de l'Act de 1908 (art. 69), la résolution extraordinaire (*extraordinary resolution*) est celle qui est votée par une assemblée extraordinaire tenue dans les conditions que nous venons d'indiquer.

La résolution spéciale est celle qui, votée par une assemblée extraordinaire, est ensuite confirmée par une seconde assemblée tenue au plus tard dans le mois qui suit la première, sans cependant pouvoir être réunie avant le quatorzième jour. Pour ce second vote la majorité relative suffit. Dans la quinzaine de l'assemblée confirmative, une copie certifiée des deux délibérations doit être remise au registrar et jointe à tout exemplaire des statuts délivrés par la suite.

Indépendamment de toute clause particulière des statuts à cet égard, une résolution spéciale est nécessaire pour les actes suivants :

1° Changer le nom de la Compagnie (Act 1908, art. 8) ;

2° Changer son objet (art. 9) ;

3° Augmenter son capital (art. 41) ;

4° Subdiviser les actions (art. 41) ;

- 5° Réorganiser le capital (art. 45);
- 6° Réduire le capital (art. 46);
- 7° Convertir en fonds de réserve une portion encore non appelée du capital (art. 59);
- 8° Modifier les articles d'association (art. 13).

SECTION III

DES ACTIONNAIRES

L'Act de 1908 emploie indistinctement, comme synonymes, les termes membre (*member*) et actionnaire (*shareholder*). Tout membre de la Limited est actionnaire, et tout actionnaire est membre de la Compagnie.

Toute personne capable de contracter, suivant les règles du droit commun, peut être actionnaire d'une Compagnie.

On devient membre d'une Limited des différentes façons suivantes :

- 1° En souscrivant le mémorandum d'association avant son enregistrement;
- 2° En convenant avec la Compagnie de prendre une ou plusieurs actions et en se faisant inscrire sur le registre des membres;
- 3° En acquérant par transfert une ou plusieurs ac-

lions et en se faisant inscrire sur le registre des membres ;

4° En se faisant inscrire comme successeur d'un membre décédé ou failli ;

5° En se laissant inscrire sans protester sur le registre des membres ou en se comportant à tout autre point de vue comme si on était membre.

Nous avons examiné le premier mode en traitant du mémorandum (1), le second en traitant de la souscription (2); nous avons envisagé la cinquième hypothèse en décrivant le registre des membres. Il nous reste à examiner de plus près les paragraphes 3 et 4 en nous occupant du transfert.

Nous retrouvons ici les mêmes principes généraux qu'en droit français.

S'agit-il d'un titre au porteur (*share-warrant*)? Nous appliquons en France la règle de l'art. 2279 Code civil : « En fait de meubles possession vaut titre, » sous réserve des restrictions qui y ont été apportées par la loi du 15 juin 1872, modifiée par la loi du 8 février 1902, et nous décidons que la propriété de l'action ou de l'obligation est transmise par le seul effet de la tradition. En droit britannique le même principe s'applique sans difficulté. Le *share-warrant* (titre au porteur) est assimilé en tous points à un *ne-*

(1) V. p. 52.

2) V. p. 78.

gotiable instrument, c'est-à-dire à un titre transmissible par simple tradition.

Quand un *share-warrant* est émis, le nom du détenteur du titre à qui ce warrant est remis est rayé du registre des membres. Tant que le warrant demeure en circulation, le titre n'a plus de détenteur enregistré. La Compagnie ne procédera à une réinscription que le jour où le warrant lui sera restitué.

S'agit-il au contraire d'un titre nominatif? En France, l'art. 36 Code de commerce exige une déclaration de transfert inscrite sur les registres de la société et signée de celui qui fait le transport ou d'un fondé de pouvoirs. Mais ce n'est qu'à l'égard des tiers que la déclaration de transfert est requise pour établir la transmission; *inter partes*, cette transmission résulte de la seule convention (1).

Dans le Royaume-Uni, même situation juridique : le contrat de vente d'un titre nominatif est parfait par l'accord intervenu entre les parties, mais l'exécution définitive n'est acquise que par le transfert du titre. Si nous voulions emprunter une comparaison au droit romain, nous dirions qu'il y a là une situation analogue à celle du vendeur d'une *res mancipi* : l'effet de la vente n'est pas de transmettre directement à l'acheteur la propriété de la chose vendue; le vendeur se trouve seulement obligé à en transférer la propriété

(1) Cass., 20 mai 1889, Dalloz, I. 230.

par le mode solennel de la mancipation. De même le vendeur d'un titre nominatif est tenu d'en effectuer le transfert.

Quant aux conditions de ce transfert, nous remarquons immédiatement que dans le Royaume-Uni la négociation des valeurs mobilières, même admises à la cote, est libre ; l'intervention d'un agent n'est pas, comme en France, obligatoire.

Ceci dit, le transfert consiste essentiellement en la substitution, sur le registre des membres, du nom de l'acheteur à celui du vendeur. Quant aux modalités et aux conditions de cette opération, l'Act de 1908 est extrêmement sobre d'indications.

Il se borne à poser le principe dans son art. 22. « Les actions sont transmissibles d'après le mode établi par les articles d'association de la Compagnie. »

Toute liberté est donc, à ce point de vue encore, laissée aux statuts.

Les statuts modèles annexés à la loi sont beaucoup plus complets. D'après leur système, le transfert est opéré par la Compagnie au vu d'une lettre (dont le modèle est donné par l'art. 19), par laquelle le vendeur lui demande de procéder à cette mutation. Cette lettre est signée du cessionnaire également et les deux signatures sont attestées, suivant l'usage britannique, par un témoin.

Dans le silence des statuts, les directeurs ne peuvent refuser l'exécution d'un transfert qu'au cas où celui-

ci serait demandé au nom d'un *infant* (mineur) ou d'un *lunatic* (aliéné).

Quant à la transmissibilité même du titre, les articles d'association l'entourent généralement de conditions minutieuses et il n'y a aucune limite aux restrictions qu'il leur est loisible d'édicter à cet égard. Les directeurs ont souvent le droit de récuser un cessionnaire qui ne leur convient pas. Très souvent aussi, les articles d'association stipulent qu'une action ne pourra être cédée à un étranger qu'après avoir été inutilement offerte aux autres membres de la Compagnie.

En cas de décès, les Compagnies ne reconnaissent comme ayant droit aux titres du défunt que deux classes de personnes :

1° Les exécuteurs testamentaires, qui justifient de leur qualité par un extrait du *Probate* (1) contenant copie du testament avec désignation de l'*executor* ou des *executors* ;

2° Les administrateurs judiciaires de la succession, qui justifient de leur qualité par les *letters of Administration* délivrées par la Cour et contenant leur nomination.

Nous voyons donc ici, une fois de plus, intervenir le *trustee*, ce personnage intermédiaire si important dans l'organisation britannique. L'exécuteur testamen-

(1) Le *Probate* est l'acte par lequel la Cour (Division of Probate de la Haute Cour de justice) homologue un testament et ordonne qu'il soit donné suite aux volontés du testateur.

taire ou l'administrateur judiciaire, agissant comme *trustee* de la succession, est seul connu de la Compagnie. Celle-ci porte son nom sur ses registres à la place de celui de l'actionnaire décédé et elle établit les transferts ultérieurs suivant ces indications. Le *trustee* demande ces transferts sous son entière responsabilité, sans que la Compagnie ait à se préoccuper des clauses du testament ou du règlement de la succession.

Un ordre de transfert peut être en blanc et passer de main en main. Le transfert est alors régulièrement établi au profit du dernier bénéficiaire dont le nom figurera sur le registre des membres à la place de celui du vendeur.

En dehors du cas exceptionnel d'action en rescision pour erreur ou fraude, la qualité d'actionnaire se perd :

- 1° Par la cession d'action :
- 2° Par la mort ou la faillite ;
- 3° Par la déchéance.

Bornons-nous, les deux premières hypothèses n'appelant plus aucun commentaire, à quelques indications rapides sur le troisième point.

Les articles d'association prévoient généralement la déchéance (*forfeiture*) des actions au cas de non paiement sur appel de fonds. La faculté de prononcer cette déchéance n'appartient pas de plein droit aux Compagnies, elle doit être expressément stipulée par les statuts.

L'effet de cette déchéance est de transférer la propriété des actions à la Compagnie, qui a le droit de les vendre comme elle l'entend. Le porteur de titres déchus cesse d'être membre de la Limited, mais il demeure néanmoins responsable de toute somme due par lui à la Compagnie au moment de la déclaration de déchéance.

Ayant vu qui peut être actionnaire, comment on le devient et comment on cesse de l'être, ayant d'autre part traité de l'action dans notre chapitre I^{er} (1), ayant par ailleurs, enfin, vu les actionnaires exercer leurs droits par l'organe de leur assemblée générale, il nous reste à essayer une comparaison rapide des deux législations au point de vue particulier de la responsabilité des actionnaires.

En France, cette responsabilité est très exactement limitée par l'art. 3 de la loi de 1867 modifié par la loi de 1893, qui dispose :

« Les titulaires, les cessionnaires intermédiaires et les souscripteurs sont tenus solidairement du montant de l'action. »

« Tout souscripteur ou actionnaire qui a cédé son titre cesse, deux ans après la cession, d'être responsable des versements non encore appelés. »

Dans le Royaume-Uni, cette même responsabilité

(1) V. p. 21.

est réglée par l'art. 123 de l'Act de 1908 qui pose les trois principes suivants :

1° Un ancien membre n'a pas à contribuer à la liquidation s'il a cessé d'être membre plus d'un an avant le commencement de cette liquidation ;

2° Un ancien membre n'a pas à contribuer relativement aux dettes et engagements contractés par la Compagnie depuis qu'il a cessé d'en faire partie :

3° Un ancien membre n'est appelé à contribuer que si la Cour estime que les membres actuels sont dans l'impossibilité de suffire au règlement du passif.

De la simple opposition de ces principes nous concluons que :

1° La durée de la responsabilité est moindre dans le Royaume-Uni qu'en France : un an à dater de la cession dans le premier pays, deux ans dans l'autre ;

2° La loi française consacrant la solidarité de tous ceux qui ont eu le titre en mains n'indique pas l'ordre dans lequel ils doivent être poursuivis, par suite les versements restant dus peuvent être indifféremment réclamés à l'un quelconque d'entre eux ou à tous.

Dans le Royaume-Uni, au contraire, les anciens actionnaires ne sont jamais responsables qu'à titre subsidiaire. Ils ne peuvent être poursuivis qu'autant que les actionnaires actuels ne sont pas en état de payer.

3° En stipulant que les anciens actionnaires ne seront jamais tenus des dettes contractées postérieurement à leur départ de la Compagnie, la loi britannique fait, en

ce qui concerne le passif de cette Compagnie, une distinction, souvent fort délicate à établir, et que notre loi française ne connaît pas.

SECTION IV

DE L'EMPRUNT — DES OBLIGATAIRES

Une Limited doit, pour emprunter, y être autorisée par son mémorandum, soit expressément, soit implicitement.

Une Compagnie est implicitement autorisée à emprunter, quand la réalisation normale de son objet, tel qu'il est défini par le mémorandum, ne se conçoit pas sans la faculté d'emprunt. Par large application de ce principe, une Compagnie commerçante, qu'une autorisation expresse soit ou non contenue dans le mémorandum, a toujours le pouvoir d'emprunter.

Le mémorandum limite parfois — bien que ce soit extrêmement rare dans la pratique — la capacité d'emprunt de la Compagnie.

Très généralement, les articles d'association autorisent les directeurs à emprunter au nom de la Compagnie; mais, très généralement aussi, ils fixent un maximum au delà duquel ils ne peuvent emprunter qu'avec la sanction de l'assemblée générale.

Toute Compagnie ayant le pouvoir d'emprunter a,

par voie de conséquence, celui de constituer des gages et hypothèques en garantie des dettes qu'elle contracte.

La question de savoir si elle peut donner en gage le capital non encore appelé a été longtemps controversée, mais on admettait généralement l'affirmative, sous réserve d'une autorisation expresse du memorandum, et l'Act de 1908 a consacré cette résolution.

Les hypothèques et sûretés (*mortgages and charges*) consenties par la Compagnie doivent être enregistrées, dans les vingt et un jours de leur date, avec l'acte constitutif, au bureau du registrar.

La Compagnie doit en outre tenir, à son siège social, un registre spécial où sont mentionnées ces hypothèques et sûretés, et qui demeure à la disposition de tout requérant. La sanction de ces prescriptions est la nullité du contrat, au cas de non-exécution.

Le registrar doit délivrer un certificat de l'enregistrement, et la copie de ce certificat doit figurer sur toute obligation, dont le paiement est garanti par l'hypothèque ou sûreté ainsi enregistrée.

Une Compagnie qui a le pouvoir d'emprunter peut le faire de quelque manière qu'elle l'entend.

Les principaux modes d'emprunt — sans qu'il soit question ici d'une énumération limitative — sont pour la Compagnie britannique comme pour la société française :

1° L'emprunt pur et simple, sans garantie particulière ;

2° La constitution d'une hypothèque sur un bien déterminé ;

3° La constitution d'une hypothèque générale sur l'ensemble des biens ;

4° La remise en gage de titres de propriété ;

5° L'émission d'obligations.

Nous venons de dire à quelles formalités spéciales est subordonnée la constitution d'hypothèque ; nous n'avons rien à dire des autres procédés d'emprunt, qui sont à la disposition des particuliers autant que des Compagnies ; nous avons traité dans notre chapitre I^{er} des obligations, il ne nous reste donc qu'à parler des obligataires et plus spécialement de leur protection. Nous rencontrons, à cet égard, en effet, une des créations les plus originales du droit britannique, sans analogue encore dans notre législation et, à ce titre, particulièrement intéressante, nous semble-t-il, à exposer.

Notre loi n'a pas, jusqu'à ce jour, organisé la représentation collective des obligataires (1).

Cette représentation, indispensable à la protection des obligataires, est au contraire instituée depuis

(1) Cette lacune est comblée par le projet de loi sur les sociétés actuellement soumis au Parlement ; ce projet organise des assemblées d'obligataires prenant des décisions à la majorité.

longtemps, chez nos alliés britanniques, de la façon la plus ingénieuse et la plus efficace.

Plusieurs fois déjà nous avons eu l'occasion, au cours de nos développements, de parler du *trustee*, personnage de tout premier plan dans le système juridique d'outre Manche et qui correspond tour à tour, suivant les nuances souvent très subtiles des situations, à notre mandataire pur et simple, à notre fidéicommissaire ou à un administrateur-comptable.

C'est grâce au *trustee* encore qu'est assurée la représentation et la défense des obligataires.

Une obligation, en anglais, est une *debenture*; mais nous avons dit, dans notre chapitre premier, que les *debentures* peuvent être groupées, et sont toujours groupées dans la pratique, pour former le *debenture stock*. Les actions sont groupées suivant un procédé symétrique pour former le *shares stock*. Suivant la définition de Lord Lindley, le *debenture stock* n'est autre que le « capital emprunté consolidé en une seule masse, pour les commodités de la pratique ».

Ce stock est divisible à volonté en un nombre illimité de parts ou obligations, représentées par autant de certificats.

Ceci rappelé, le mécanisme britannique apparaît extrêmement simple : Une Compagnie veut-elle emprunter en émettant des obligations? Elle passe avec un *trustee*, représentant la collectivité de ses prêteurs actuels et futurs, un acte équivalant à notre acte

authentique, le *trust deed*, aux termes duquel l'actif mobilier ou immobilier de la Compagnie est, suivant les cas, grevé de charges diverses ou transféré en tout ou en partie au nom du *trustee* agissant ainsi ès qualité pour le compte des obligataires, ses fidéicommettants.

Le *trust deed* prévoit généralement que le *trustee*, agissant ès qualité, pourra demander la réalisation de la sûreté qui lui est consentie par la Compagnie, dans l'une des quatre hypothèses suivantes :

- 1° Défaut de paiement du principal ou intérêts ;
- 2° Infraction aux clauses du contrat ;
- 3° Nomination d'un séquestre à la Compagnie ;
- 4° Liquidation de la Compagnie.

Il n'est guère besoin de souligner les avantages pratiques de cette combinaison.

En France, les obligataires réduits à agir eux-mêmes ne peuvent, dans l'impossibilité matérielle où ils se trouvent d'obtenir l'assentiment de leurs co-créanciers, exercer un contrôle efficace sur la marche de la société.

Le *trustee* britannique intervient, au contraire, aussi souvent qu'il le juge à propos, et sans la moindre difficulté. Il agit en justice au nom de ses commettants, ou traite à l'amiable avec la Compagnie, accepte des modifications de garantie, et, le cas échéant, vend ou réalise les biens affectés à cette garantie, aux termes de l'acte de transfert, du *trust deed*.

Les obligataires sont garantis contre toute irrégularité, toute imprudence, voire même toute négligence du trustee par les responsabilités de droit commun, extrêmement rigoureuses, qui pèsent sur ce personnage.

Nous savons bien qu'en France ce que la loi n'a pas organisé, la simple convention très souvent le réalise.

Il est loisible aux obligataires français de se grouper pour la défense de leurs intérêts, en formant une association, et de choisir un mandataire qui remplira, approximativement, mais certainement avec moins d'autorité, le rôle du *trustee*. Il n'en est pas moins désirable de voir ce personnage, si particulièrement utile, légalement reconnu.

CHAPITRE V

DES MODIFICATIONS A LA CHARTE SOCIALE

S'il fallait voir en la société par actions un contrat d'association pur et simple, il en faudrait conclure que seules sont possibles les modifications au pacte social qui ont été expressément autorisées par les statuts. Ce serait faire, en France, application strictement logique de l'art. 1134 C. civ., qui édicte que les conventions ne peuvent être révoquées que du consentement mutuel de ceux qui les ont faites.

Les nécessités économiques ont amené cependant la doctrine, la jurisprudence et finalement le législateur à s'écarter de cette manière de voir pour aboutir, en ce qui concerne la mutabilité des statuts, à un régime de liberté presque absolue. Ce résultat n'a pu être atteint que par une lente évolution des idées, marquée par ces grandes étapes qui sont la loi de 1867, la loi du 16 nov. 1903 et la loi du 22 nov. 1913.

Comment exiger pour la modification du pacte social l'unanimité des actionnaires, alors qu'en raison

de la forme au porteur, admise par nos lois, il est matériellement impossible de réunir tous les actionnaires? Autant vaudrait prononcer l'immutabilité absolue et condamner la société à une mort certaine, en lui refusant la possibilité de s'adapter aux conditions sans cesse renouvelées de la vie économique moderne. Force fut donc, dans l'intérêt du commerce, de se départir de la logique rigoureuse. Dès la loi de 1867, on admettait unanimement que, dans le silence des statuts, l'assemblée générale avait le pouvoir d'en modifier les clauses « secondaires ». Seules les clauses « essentielles » demeuraient intangibles. Certains auteurs ont fait remarquer, un peu subtilement peut-être, que la loi de 1867 n'autorisait nulle part, de façon expresse, les modifications du pacte social. Il nous suffit de constater que, réglementant en son article 31 les conditions de quorum des assemblées appelées à se prononcer sur ces modifications, elle les autorisait par cela même implicitement.

Un pas de plus est fait avec la loi du 16 nov. 1903 ; elle a pour heureux effet de restreindre considérablement les controverses fameuses qu'avait fait naître avant elle la distinction si délicate à établir entre les clauses essentielles et les clauses secondaires. Cette loi, modifiant l'art. 34 C. com., autorise l'assemblée extraordinaire à créer des actions de priorité. Dès lors, appliquant ce simple précepte de bon sens « qui peut le plus peut le moins », on décida généri-

ralement que l'assemblée extraordinaire a le pouvoir d'apporter aux statuts toutes les modifications présentant un caractère de moindre gravité que la création d'actions de priorité : c'était laisser encore un champ bien large à la controverse.

La loi du 22 nov. 1913 est enfin venue clore toutes les discussions sur cette question essentielle des pouvoirs des assemblées. L'art. 1^{er}, modifiant l'art. 31 de la loi de 1867, édicte formellement : « Sauf disposition contraire des statuts, l'assemblée générale peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois changer la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des actionnaires. »

Dès lors, nous pouvons répartir les modifications à la charte sociale en trois groupes :

1° Modifications relatives à la nationalité et aux engagements des actionnaires : elles sont hors des pouvoirs de l'assemblée ; seule l'unanimité des actionnaires, impossible à réaliser dans la pratique, pourrait les décréter.

2° Modifications relatives à l'objet ou à la forme de la société ; elles sont possibles sous la condition absolue suivante : elles doivent être adoptées, avec un quorum des $\frac{3}{4}$ du capital social, par les $\frac{2}{3}$ des voix.

3° Pour cette troisième catégorie de modifications, le législateur autorise, à défaut de résultat obtenu dans la première assemblée, la tenue d'une seconde

et même d'une troisième, qui délibéreront valablement avec un quorum réduit à la moitié, puis au tiers, mais toujours avec une majorité des deux tiers. Dans cette troisième catégorie rentrent, suivant les expressions mêmes du législateur, tous les cas autres que ceux visés par les précédents paragraphes.

*
* *

Il est remarquable de constater que les juristes d'outre Manche ont connu, comme nous-mêmes, la distinction subtile des clauses essentielles et des clauses secondaires, et qu'ils l'ont abandonnée pour aboutir, comme nous, à une solution à la fois plus nette et plus libérale.

En France, la charte d'une société par actions est contenue dans un acte unique : les statuts. Dans le Royaume-Uni, il faut la rechercher dans deux documents distincts : le mémorandum et les articles d'association. Mais ces deux documents, nous l'avons indiqué déjà (1), ont une valeur bien différente. Alors que le mémorandum est l'acte fondamental, l'armature de la Compagnie, le document complémentaire constitué par les articles d'association n'est jamais que l'accessoire. Le mémorandum sert à la fois de

1 V. p. 70.

contrôle et de frein à l'initiative de la Compagnie. Lord Cairns (1) le définit parfaitement : « Le mémorandum est en quelque sorte la barrière au delà de laquelle l'action de la Compagnie ne peut plus s'exercer ; dans la limite de cette barrière, les actionnaires peuvent édifier tous les règlements qu'ils jugent convenables pour leur gouvernement intérieur. »

De cette différence de valeur, résulte une distinction non moins profonde quant aux modifications ultérieures. Alors que les changements aux articles d'association sont très aisés, le mémorandum est sinon intangible, du moins très difficilement modifiable.

Modifications aux statuts. — L'Act de 1908 est aussi net sur ce point que notre loi de 1913. « Dans la limite des prescriptions de cet act et des clauses de son mémorandum, dit l'art. 13, une Compagnie peut, par résolution spéciale, modifier ses statuts ou les compléter. »

« Modifier ses statuts », l'act ne précise pas davantage. La doctrine et la jurisprudence (2) sont unanimes pour conclure que, dans le silence du mémorandum, toutes les modifications, sans exception, sont permises. « Le pouvoir de modification ainsi accordé aux Compagnies, dit Lord Lindley, dont l'autorité en la matière est incontestée, n'a d'autre limite que les lois

(1) Palmer, *op. cit.*, p. 38.

(2) Palmer, *op. cit.*, p. 47.

et les conditions que peut contenir le mémorandum d'association de la Compagnie. »

Toute modification aux articles d'association doit être décidée par une résolution spéciale. Nous avons défini la résolution spéciale et expliqué son mécanisme en traitant de l'assemblée générale (1).

Modifications au mémorandum. — Les énonciations essentielles du mémorandum telles que nous les avons par ailleurs énumérées (2) sont :

- 1° Le nom de la Compagnie ;
- 2° Son siège social ;
- 3° Son objet ;
- 4° Son capital.

Nous avons, en raison de leur importance particulière, détaché dans un chapitre distinct (3) les modifications du capital. Nous allons maintenant donner quelques indications sommaires sur les autres points.

Une Compagnie peut changer son nom par résolution spéciale (4), mais sous conditions de l'autorisation préalable du Board of Trade.

Quant au siège social, le mémorandum doit seulement indiquer, nous l'avons vu, dans quelle partie du Royaume-Uni, Angleterre, Écosse ou Irlande, il sera fixé. Mais c'est un choix définitif. Pour changer

1 V. p. 116.

2 V. p. 54.

3 V. p. 90.

(4) Act 1908, art. 8.

ensuite cette désignation il ne faudrait rien moins qu'un act du parlement (1). Il y a là une disposition d'ordre public, aussi intangible que chez nous la nationalité. Dans cette limite la Compagnie peut librement transférer son siège social d'un point à un autre du pays choisi, sous la seule condition de notifier chaque fois le changement au registrar.

Quant à l'objet de la Compagnie, le législateur britannique n'en admet qu'avec répugnance la modification, et ce n'est que très tard qu'il l'a autorisée (2). Sous le régime de l'Act de 1908, cette modification est encore extrêmement difficile.

Décidée par une résolution spéciale, une modification d'objet doit être en outre ratifiée par la Cour à la suite d'une requête.

Avant de confirmer une modification, la Cour doit exiger qu'il soit établi :

a) Que tous les obligataires de la Compagnie et tous autres intéressés ont été avisés de cette modification.

b) Que les créanciers considérés par la Cour comme en droit de soulever des objections, et ayant signifié ces objections dans la forme prescrite, ont adhéré à la modification proposée ou ont été désintéressés.

(1) Palmer, *op. cit.*, p. 243.

(2) Companies Memorandum of Association Act 1890.



Nous constaterons, en conclusion de cet exposé, que dans le Royaume-Uni comme en France, aujourd'hui, toutes les dispositions des statuts peuvent être modifiées, à l'exception de celles qui déterminent la nationalité de la société, et à la condition absolue de ne pas porter atteinte aux droits individuels des tiers.

Mais nous signalerons deux contrastes intéressants :

1° En France, les modifications sont réalisées par la seule initiative de l'assemblée générale sans immixtion de l'autorité.

Dans le Royaume-Uni, les modifications les plus importantes sont subordonnées au contrôle et à l'approbation de l'autorité : autorité administrative (Board of Trade) dans certains cas, autorité judiciaire (Cour) dans certains autres ;

2° Pour préserver les droits des tiers, la loi française se borne à annuler toute modification aux statuts dans la mesure où cette modification porterait préjudice aux créanciers antérieurs.

La loi britannique ne permet la modification qu'autant que les créanciers antérieurs y ont adhéré ou ont été préalablement désintéressés.

Ainsi, suivant une différence caractéristique et que nous avons déjà mainte fois signalée, tandis que la loi française se contente d'un système répressif, la loi britannique adopte nettement le système préventif, infiniment préférable, à notre sens.

CHAPITRE VI

DE LA LIQUIDATION

Une fois incorporée conformément aux prescriptions de l'Act de 1908, une Compagnie ne peut prendre fin que de deux manières :

- 1° Par la radiation pour cessation de fonctionnement ;
- 2° Par la liquidation.

Radiation pour cessation de fonctionnement.

Les dispositions légales régissant ce mode d'extinction des Compagnies sont contenues dans l'art. 242 de l'act.

Lorsque le registrar des Compagnies, dit cet article, est suffisamment fondé à croire qu'une Compagnie ne fonctionne plus, il doit envoyer, par la poste, une lettre pour demander à la Compagnie si elle fonctionne encore.

Si cette lettre demeure sans effet, elle est, six

semaines après, suivie d'une seconde la confirmant et informant la Compagnie que, faute d'une réponse dans le délai d'un mois, elle sera radiée du registre des Compagnies.

Si le registrar reçoit de la compagnie une réponse l'informant qu'elle a cessé de fonctionner ou s'il ne reçoit pas de réponse, il raye du registre le nom de la Compagnie et publie, dans la *Gazette*, journal officiel, un avis qui a pour effet d'entraîner la dissolution.

Si la Compagnie, un de ses actionnaires ou un de ses créanciers se trouvent lésés du fait de la radiation, la Cour peut, sur la demande de la Compagnie, de l'actionnaire ou du créancier, et s'il lui est démontré qu'au moment de la radiation la Compagnie fonctionnait ou simplement qu'il est équitable de la réinscrire sur le registre, ordonner cette réinscription. La Compagnie est, dans ce cas, considérée comme n'ayant pas été radiée.

Liquidation (Winding up).

Nous aurons marqué d'une phrase la différence capitale des deux législations et dit vraiment tout l'essentiel sur ce sujet, quand nous aurons constaté qu'en droit britannique, *il n'y a pas de faillite possible pour une Compagnie*; elle ne peut subir que la liquidation. Quant au reste, nous ne saurions entrer

dans tous les détails de cette liquidation, car cette étude complète nous entraînerait à un exposé de la procédure britannique dépassant le cadre de cette étude.

Le texte capital sur la matière était, jusqu'en 1908, l'Act de 1890 (1). L'Act de 1908 l'a abrogé, mais pour en reproduire dans ses titres IV et VIII les dispositions essentielles.

Bornons-nous à expliquer que, suivant les textes en vigueur, il existe trois sortes de liquidations :

1° Liquidation volontaire (*voluntary winding up*),

2° Liquidation volontaire sous la surveillance de la Cour (*voluntary winding up under the supervision of the Court*);

3° Liquidation par la Cour (*by the Court*).

La liquidation volontaire pure et simple est de beaucoup la plus fréquente (90 pour 100 des liquidations d'après les dernières statistiques). Elle cadre parfaitement avec la politique générale du législateur en cette matière, politique qui consiste à abandonner complètement aux actionnaires la direction de leurs propres affaires et notamment de cette opération capitale : la liquidation.

Aux termes de l'article 182 de l'act, une Compagnie peut se liquider volontairement dans les trois cas suivants :

(1) Companies (*Winding up*) Act, 53 et 54 Vict. Ch. 64.

1° Lorsque la Compagnie a atteint le terme fixé pour sa durée par les statuts ;

2° Lorsqu'elle décide, par résolution spéciale, sa liquidation volontaire ;

3° Lorsqu'elle décide, par résolution extraordinaire, qu'elle ne peut pas, en raison de ses engagements et responsabilités, continuer ses affaires et qu'il est désirable qu'elle liquide.

La liquidation volontaire sous la surveillance de la Cour n'est qu'une variété de la précédente ; elle est prononcée par la Cour à la suite d'une liquidation volontaire déjà commencée, à la demande de créanciers se plaignant d'une irrégularité dans la liquidation volontaire et déclarant la nouvelle procédure nécessaire à la sauvegarde de leurs intérêts.

Lorsqu'un jugement ordonnant une mise en liquidation surveillée a été prononcé, la Cour peut, par le même jugement ou par un jugement subséquent, nommer un liquidateur adjoint. Le liquidateur ainsi nommé a les mêmes pouvoirs, les mêmes obligations, et, à tous égards, se trouve dans la même situation que s'il avait été nommé par la Compagnie.

La Cour, du fait de ce jugement, se réserve en outre d'intervenir à tout instant et dans tous les actes de la liquidation, selon qu'elle le jugera nécessaire.

On voit que ce type de liquidation est un type hybride, qui n'est plus la liquidation purement volontaire et qui, n'étant pas encore la liquidation judiciaire,

n'a pas les avantages de cette dernière. Il a, d'autre part, le gros inconvénient d'entraîner des frais considérables. Aussi, tombé en discrédit, est-il presque complètement délaissé.

Aux termes de l'art. 129 de l'act, une Compagnie peut être liquidée judiciairement (par la Cour) dans les six cas suivants :

1° Si la Compagnie a décidé par résolution spéciale de se faire mettre en liquidation par le tribunal ;

2° Si le rapport statutaire n'a pas été déposé à l'enregistrement ou si l'assemblée statutaire n'a pas été tenue ;

3° Si la Compagnie n'a pas commencé ses opérations sociales dans l'année qui suit son incorporation ou si elle les a suspendues pendant une année entière ;

4° Si le nombre de ses membres est réduit à moins de deux pour une Compagnie privée ou de sept pour toute autre compagnie ;

5° Si la Compagnie se trouve dans l'impossibilité de payer ses dettes ;

6° Si la Cour juge juste et équitable que la Compagnie soit mise en liquidation.

La demande de liquidation judiciaire (*petition*) peut être présentée : 1° par la Compagnie ; 2° par un ou plusieurs créanciers ; 3° dans certains cas, extrêmement rares, par un actionnaire.

Quel qu'en soit le mode (volontaire pure et simple, volontaire surveillée, judiciaire), les effets de la mise

en liquidation sont les mêmes : elle arrête le fonctionnement de la Compagnie et, comme la faillite dans notre droit français, suspend toute action individuelle. Les transferts de titres, notamment, ne peuvent plus avoir lieu qu'après autorisation (autorisation du liquidateur dans la liquidation amiable, autorisation de la Cour dans la liquidation judiciaire).

Les opérations de la liquidation sont dirigées par un ou plusieurs liquidateurs dont les pouvoirs et les obligations ne diffèrent pas sensiblement de ceux de notre syndic français.

Dans le cas de liquidation volontaire, le liquidateur est nommé par la même assemblée qui vote la résolution spéciale de liquidation.

Dans le cas de liquidation judiciaire, l'ordre de mise en liquidation émanant de la Cour constitue liquidateur provisoire l'*Official Receiver* (receveur officiel) de son ressort. Ce fonctionnaire, qui relève du *Board of Trade*, est chargé, dès sa nomination, de convoquer en assemblées séparées les créanciers et les actionnaires pour leur demander, s'il y a lieu, de solliciter de la Cour :

- 1° La nomination d'un liquidateur définitif;
- 2° La nomination d'une commission de contrôle.

Sur ces deux points la Cour prononce en dernier ressort.

Le liquidateur demande aux mêmes assemblées, le cas échéant, de déterminer la composition de la commission de contrôle (*Committee of Inspection*).

Au cas où la Cour ne nomme pas de liquidateur, c'est le receveur officiel qui devient liquidateur à titre définitif de la Compagnie.

Quant aux opérations mêmes de la liquidation, elles se poursuivent suivant les principes généraux posés par les diverses lois britanniques sur la faillite (1) que l'Act de 1908 déclare applicables à la liquidation des Compagnies pour l'établissement des droits respectifs des diverses classes de créanciers. La législation qui s'applique est la législation anglaise si la Compagnie est enregistrée en Angleterre, la législation irlandaise si elle est enregistrée en Irlande.

L'un des premiers et des plus importants devoirs du liquidateur est d'établir les listes des *contributories* (contributeurs).

La loi britannique désigne par ce mot de contributeurs les actionnaires qui, n'ayant pas entièrement libéré leurs actions à l'époque de la liquidation, sont tenus de contribuer aux dettes de la Compagnie.

Les contributeurs sont répartis en deux listes :

La liste A comprend tous ceux qui sont actionnaires au jour de la liquidation ;

La liste B comprend tous les anciens actionnaires qui ont été rayés du registre des membres moins d'un an avant le commencement de la liquidation.

Comme nous l'avons exposé en traitant de la res-

(1) La plus importante est le Bankruptcy Act 46, 47 Vict. Ch. 11.

ponsabilité des actionnaires (1), les personnes inscrites sur la liste B ne sont appelées à contribuer qu'au cas d'insolvabilité des actionnaires de la liste A. En outre, ils ne peuvent jamais être appelés à contribuer aux dettes contractées par la Compagnie après leur départ.

(1) V. *supra*, p. 123.

CHAPITRE VII

DES COMPAGNIES PAR ACTIONS AUTRES QUE LA LIMITED

SECTION I

DE LA COMPAGNIE PRIVÉE

Les Compagnies privées sont, outre Manche, enregistrées en nombre croissant (près d'un tiers du nombre total des Compagnies suivant les dernières statistiques du registrar).

Des entreprises commerciales et industrielles de tous genres et des plus importantes se sont récemment converties en compagnies privées. Citons, pour ne parler que des plus connues : les maisons Crosse et Blackwell (conserves alimentaires); Huntley et Palmer (fabricants de biscuits); Colman et Sons (fabricants de moutarde); Peter Robinson (magasin de nouveautés); le *Morning Post* (journal); Marshall et Snelgrove (nouveautés), etc. Cette seule énumération suffit à montrer l'importance pratique de ce genre de

Compagnies. Ses multiples avantages, que nous allons tenter d'esquisser, justifient amplement cette faveur.

Quelles sont les caractéristiques de la Compagnie privée? Elles sont très nettement indiquées par l'art. 121 de l'act. Aux termes de cet article, la Compagnie privée est celle dont les statuts :

1° Restreignent le droit de transfert des actions;

2° Limitent le nombre des membres (employés non compris) à cinquante;

3° Interdisent tout appel au public pour la souscription des actions et des obligations.

Notre loi française n'a pas, comme la loi britannique, prévu par des textes spéciaux la constitution d'une société par actions sans souscription publique. Une telle société, parfaitement licite, n'en existe pas moins en fait. Il arrive très fréquemment, en effet, que toutes les actions d'une société sont prises par ses créateurs qui se les répartissent dans l'acte de société.

Une question controversée se pose au sujet d'une telle société : sa constitution est-elle soumise à toutes les conditions et formalités de la loi de 1867? La majorité de la doctrine répond par l'affirmative. La loi, dit-on avec raison, n'a prévu aucune distinction entre les sociétés qui font et celles qui ne font pas appel au public pour couvrir leur capital. Le législateur de 1867 n'a pas voulu protéger seulement les souscripteurs, mais encore les actionnaires et créan-

ciers futurs. Et on conclut à la nécessité d'appliquer à la société constituée sans souscription toutes les formalités de la société publique (1).

La jurisprudence, au contraire, tend à exclure dans ce cas particulier l'application de la plupart des formalités de la loi de 1867 (2). On ne saurait, dit-elle, exiger celles de ces formalités qui impliquent la réunion d'une assemblée d'actionnaires, puisque tous ces actionnaires sont intervenus à l'acte de société.

Outre Manche, la Compagnie privée, qui forme un type bien distinct légalement reconnu, jouit quant à sa constitution d'un régime de faveur et quant à son fonctionnement de nombreux privilèges.

1° Alors que, pour la Compagnie publique, la loi fixe à sept le nombre minimum des souscripteurs, deux personnes seulement peuvent former une Compagnie privée. L'Act de 1908, en maintenant cette disposition, a nettement désavoué la campagne d'opinion, très violente, et injustifiée à notre sens, menée pendant la discussion parlementaire contre la Compagnie privée qu'on affectait d'appeler la *One Man Company* (la Compagnie d'un seul), parce qu'en fait il arrive fréquemment dans la pratique que les neuf dixièmes des actions d'une Compagnie privée sont

(1) En ce sens Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, II, 2, p. 75.

(2) Ile Réunion, 16 juin 1876, S. 1877. 2. 4; Trib. com. Seine, 18 juillet 1887, *La Loi* du 13 août 1887; Trib. com. Seine, 29 juillet 1899, *Journ. Soc.* 1900, p. 273.

dans les mains d'un seul individu qui fait acheter le reste par ses employés et autres personnes à sa dévotion ;

2° Des facilités exceptionnelles sont accordées à la Compagnie privée pour sa formation. Les prescriptions à l'observation desquelles est subordonnée pour la Compagnie publique l'autorisation de commencer les affaires et, notamment, celles relatives au prospectus ne s'appliquent pas à la Compagnie privée. Une Compagnie privée peut commencer ses affaires dès l'incorporation ;

3° La Compagnie privée est dispensée de remettre au registrar le rapport statutaire précédant la réunion de l'assemblée statutaire, mais elle demeure obligée de tenir cette assemblée ;

4° Elle est dispensée de remettre au registrar le bilan annuel obligatoire pour la Compagnie publique.

Quant au reste, toutes les dispositions légales qui régissent la Compagnie publique s'appliquent également sans difficulté à la Compagnie privée.

Il est à peine besoin d'insister sur les avantages considérables qui résultent pour une entreprise industrielle ou commerciale quelconque de sa conversion en Compagnie privée. Ce sont ceux-là même que la société de capitaux présente sur la société de personnes.

La Compagnie privée supplée, dans de nombreux cas, à notre forme de commandite par actions qui,

nous l'avons dit, n'existe pas dans le Royaume-Uni.

Une *firm*, par exemple, est constituée par plusieurs associés. L'un d'eux, après fortune faite, désire se retirer. Si sa responsabilité était limitée, il serait disposé à laisser une partie de son capital dans l'affaire et à jouer le rôle de *sleeping partner*. La conversion en Compagnie privée est le meilleur moyen d'y parvenir. La formation d'une « *limited* » partnership en est une autre, mais que nous n'avons pas à étudier ici.

Un capitaliste est disposé à fournir des fonds à un commerçant en qui il a confiance. Mais, d'une part, il ne veut pas encourir les responsabilités résultant de la *partnership* ordinaire et, d'autre part, il veut se réserver voix délibérative à la direction. La conversion en Compagnie privée est encore la solution du problème. Dans ce cas, le capitaliste stipulera généralement que : 1° un de ses mandataires sera co-directeur pendant un certain nombre d'années ; 2° une partie des actions qui couvriront son apport seront des actions de préférence.

Nous avons dit qu'une des caractéristiques de la Compagnie privée était la limitation du droit de transfert des actions. Très généralement cette condition est réalisée par une clause qui n'autorise un actionnaire à se défaire d'un de ses titres qu'après qu'il aura été inutilement offert aux autres membres de la Compagnie.

Dans la Compagnie privée, le directeur est très

généralement nommé à vie avec des pouvoirs extrêmement larges.

Fréquemment, dans la pratique, la Compagnie privée prend le nom de Syndicat.

Une Compagnie enregistrée comme privée peut très aisément obtenir sa conversion en publique. Il lui suffit, pourvu que rien dans son mémorandum ni ses statuts ne s'y oppose :

1° De voter sa conversion par résolution spéciale;

2° De déposer au bureau du registrar une déclaration tenant lieu de prospectus, comme elle aurait eu à le faire, si elle avait été compagnie publique, avant de procéder à la répartition de ses actions et obligations;

3° De déposer au registrar une déclaration statutaire semblable à celle qu'elle aurait eu à déposer, comme compagnie publique, avant de commencer ses opérations sociales.

SECTION II

DE LA COMPAGNIE LIMITÉE PAR GARANTIE

Dans une société par actions, une seule condition apparaît véritablement nécessaire à la formation du capital : sa souscription. Quant à la clause qui exige son versement, elle ne constitue qu'une précaution de sagesse. On conçoit parfaitement une société dans laquelle le capital souscrit ne serait pas versé, dans

laquelle, par la suite, ce capital ne consisterait qu'en créances contre les actionnaires. Une telle société existe légalement dans le Royaume-Uni, c'est la Compagnie limitée par garantie.

Les membres d'une telle Compagnie s'engagent à couvrir, dans l'éventualité de sa mise en liquidation, une somme fixée par le memorandum et constituant le capital de garantie. Ce capital peut être ou ne pas être divisé en actions.

Toutes les règles qui régissent la Limited s'appliquent à la Compagnie par garantie, avec de très légères nuances pour la rédaction du memorandum, et cette différence importante que les articles d'association, facultatifs pour la Limited, sont obligatoires pour la Compagnie limitée par garantie.

Ce type de Compagnie est assez rare. Il convient essentiellement aux associations qui vivent de souscriptions annuelles ou de donations; il est très généralement adopté par les Compagnies d'assurances mutuelles.

SECTION III

DE LA COMPAGNIE A RESPONSABILITÉ ILLIMITÉE

La Compagnie à responsabilité illimitée est aujourd'hui extrêmement rare. On trouve encore quelques banques enregistrées sous cette forme; il n'est pas

douteux qu'elle est appelée à disparaître. Nous ne la mentionnons ici que pour mémoire.

Dans cette combinaison les associés sont tenus personnellement et solidairement des dettes sociales, mais leurs parts sont des actions cessibles à volonté.

La Compagnie à responsabilité illimitée est enregistrée conformément aux règles communes.

Le capital est divisé en actions, et au jour de la liquidation chaque actionnaire est tenu de contribuer aux dettes *in infinitum*.

Des articles d'association spéciaux sont nécessaires, le modèle officiel (table A) ne pouvant s'appliquer à ce genre de Compagnie.

La Compagnie par actions à responsabilité illimitée n'existe pas en France, et il n'est pas vraisemblable, en raison de son discrédit outre Manche, qu'elle s'y acclimate jamais. Ce type toutefois serait chez nous parfaitement licite. Tirant argument de l'art. 1861 du Code civil, on conçoit parfaitement une société en nom collectif dans laquelle la part de chacun des associés serait représentée par un nombre donné d'actions cessibles à volonté. Une telle société, à notre sens, échapperait totalement aux prescriptions de la loi de 1867.

CHAPITRE VIII

DU GROUPEMENT ET DE LA FUSION DES COMPAGNIES

Nous allons tenter dans ce chapitre l'examen d'une question intimement liée au problème plus général du régime des trusts, et qui nous paraît particulièrement intéressante en raison du caractère de grande actualité qui y est, en France même, attaché : nous voulons parler du groupement des Compagnies.

L'importance croissante de ces groupements, syndicats ou participations de société à société est un fait : elle pose un des problèmes les plus intéressants et les plus délicats de la vie économique de demain.

Dans le Royaume-Uni, certains de ces groupements ont acquis en ces dernières années une ampleur encore inconnue chez nous, et ce fait s'explique surabondamment par les facilités particulières qu'offre, à ce point de vue, aux promoteurs audacieux, l'organisation britannique.

Dans le Royaume-Uni, comme chez nous, une Compagnie peut souscrire des actions d'une autre

Compagnie; l'act ne contient à cet égard aucune restriction. La firm actionnaire est inscrite sur le registre des membres dans les mêmes conditions qu'un particulier (1). Elle prend part aux votes des assemblées par l'intermédiaire d'un mandataire *ad hoc* (*representative*) (Act 1908, art. 68).

Mais le législateur britannique va singulièrement plus loin dans sa politique libérale. Nous avons vu (2) qu'il laisse aux promoteurs une indépendance absolue quant à l'organisation de la direction et au choix des *directors* (administrateurs). C'est ainsi qu'une Limited peut être un des directeurs, voire même seul directeur, et plus encore directeur gérant (*managing director*) d'une autre Compagnie (3).

En France, l'administrateur-délégué d'une société peut bien être administrateur d'une autre société, mais il exerce alors ces fonctions en son nom personnel et non comme représentant de sa société. Peut-être arrive-t-on aux mêmes résultats pratiques; en droit, en tout cas, il n'y a encore là, croyons-nous, dans l'état actuel de notre législation, rien de comparable à ce qui se passe outre Manche.

Si maintenant nous étudions les prescriptions légales relatives au droit de vote, nous constatons qu'ici

(1) *Weikersheim's Case*, 8 Ch. 831.

(2) *V. supra*, p. 99.

(3) *Bulawayo Market Co* (1907), 2 Ch. 458.

encore toutes les combinaisons sont autorisées. L'acte ne limite cette complète liberté que par une restriction de pure forme : il exige que si les statuts accordent un droit de vote différent à différentes classes d'actions, il en soit fait mention expresse dans le prospectus. Les statuts, sous réserve de cette formalité du prospectus, peuvent donc parfaitement — et ils le font fréquemment dans la pratique — prévoir la création d'actions privilégiées (*preference shares*) qui, outre un droit de priorité quant au dividende, ont, pour une même valeur nominale, un droit de vote plus fort que les actions ordinaires.

Très fréquemment aussi, l'inégalité quant au vote se présente sous une autre forme. Les statuts de la Compagnie fixent le nombre de voix des actionnaires suivant une progression calculée de manière à limiter le droit des gros détenteurs. C'est ainsi, par exemple, que si une action donne droit à une voix, dix actions n'auront droit qu'à deux voix seulement, cinquante actions à trois voix, cent actions à quatre voix, etc.

Mais rien n'empêche que cette précaution ne soit rendue vaine par un dédoublement du droit de vote qui se réalise dans la pratique de la manière suivante. Le gros détenteur, une puissante Compagnie, par exemple, transfère à des prête-nom ou *nominees* une partie de ses actions, de façon à multiplier son droit de vote. C'est ainsi que, dans l'exemple ci-dessus, cent actions ne lui donnant en principe que quatre

voix, s'il en transfère quatre-vingt-dix à neuf *nominees* à raison de dix chacun, n'en 'gardant pour lui-même que dix également, il dispose au total par cette combinaison de vingt voix. Aucune disposition légale n'interdit ce transfert (1).

Cette opération est, d'ailleurs, extrêmement facilitée par la pratique du transfert en blanc que nous avons par ailleurs expliquée (2).'

Ce *nominee* peut, dans certains cas, être un véritable *trustee*, détenant à titre fiduciaire (*holding in trust*) les titres du cédant.

Il a été jugé (3) que des directeurs ne pouvaient refuser de procéder à un transfert régulièrement demandé, alors même qu'ils savaient que ce transfert n'était destiné qu'à accroître, par l'intermédiaire de *nominees*, le droit de vote du cédant.

Nous estimons au contraire que, dans l'état actuel de notre législation, cette pratique est rendue illicite par l'art. 13 de la loi de 1867, alinéa 3, qui punit « ceux qui, en se présentant comme propriétaires d'actions ou de coupons d'actions qui ne leur appartiennent pas, ont créé frauduleusement une majorité factice dans une assemblée générale ».

On conçoit, après cet exposé, qu'une puissante Limited britannique plaçant ses capitaux dans des

(1) *Pender v. Lushington*, 6 C. D. 70.

(2) *V. supra*, p. 122.

(3) *Moffat v. Farquhar*, 7 Ch. D. 591.

Compagnies secondaires qui gravitent autour d'elle, se faisant octroyer en paiement de ses capitaux des actions privilégiées quant au dividende et quant au vote, exerce sur ces entreprises vassales un contrôle absolu et devienne rapidement la tête d'un vaste groupement dont elle dirige à son gré toute la vie économique.

Très fréquemment, et surtout pour les Compagnies d'assurance et de banque, ce groupement n'est qu'une étape intermédiaire avant la fusion complète que les Anglais désignent sous le nom d'*amalgamation*.

Cette *amalgamation* peut se réaliser de deux manières :

1° Par fusion proprement dite, toutes les Compagnies se liquidant volontairement pour faire place à une Compagnie nouvelle;

2° Par annexion, la Compagnie principale absorbant les Compagnies secondaires : c'est le cas de beaucoup le plus fréquent dans la pratique.

Cette annexion peut elle-même être réalisée suivant deux procédés :

1° C'est le procédé officiel, indiqué par l'act dans son article 192. La Compagnie cédante (*transferor*) se met en liquidation volontaire. Son liquidateur se fait ensuite autoriser par résolution spéciale à vendre le fonds (*goodwill*) de la Compagnie et à accepter en paiement des actions de la Compagnie cessionnaire (*transferee*);

2° Le second mode est presque universellement employé dans la pratique depuis une vingtaine d'années.

Il consiste :

a) A vendre l'exploitation de la Compagnie cédante contre des actions libérées de la Compagnie cessionnaire (cette vente est subordonnée à une clause approbative du memorandum soit primitif, soit modifié dans ce sens) :

b) Mettre ensuite la Compagnie cédante en liquidation volontaire et autoriser le liquidateur, après paiement du passif, à distribuer le surplus, c'est-à-dire les actions de la Compagnie cessionnaire entre les membres de la Compagnie cédante au prorata de leur mise.

En somme, dans le premier procédé, procédé officiel, la liquidation précède la vente; dans le second, procédé de la pratique, elle la suit.

Le second procédé possède deux avantages essentiels sur le premier :

1° Dans le premier cas, la vente ne saurait être conditionnelle, car au cas de non-réalisation de la condition, la liquidation étant accomplie, il est impossible de rétablir le *statu quo* :

2° Dans le premier cas, l'article 192 de l'act s'applique intégralement et cet article contient une clause très rigoureuse. Il stipule que si un membre de la Compagnie cédante, n'ayant voté pour la résolution spéciale à aucune des assemblées tenues pour la voter

et la confirmer, fait connaître son opposition par lettre au liquidateur, il peut requérir ce liquidateur, soit d'avoir à s'abstenir d'exécuter la résolution, soit à lui racheter ses actions à un prix à déterminer à dire d'expert.

L'expérience a prouvé qu'il était souvent fait de cette disposition de la loi un usage abusif, confinant au chantage ; d'autre part, les frais d'une expertise en pareille circonstance sont extrêmement élevés : dans un cas particulier, ils atteignirent la somme de dix mille livres. Ces raisons expliquent la faveur dont jouit le second procédé que la jurisprudence a fini par reconnaître parfaitement licite.

*
* *

Il nous reste à signaler un autre genre de groupement, tout différent quant à son origine et à ses conséquences économiques, mais qui se rencontre très fréquemment dans les entreprises maritimes, si importantes chez nos Alliés, et qui, à ce titre, mérite une mention particulière.

On constate, en parcourant les listes du registrar, que plusieurs Compagnies s'intitulant, par exemple : « Compagnie de Navigation de X... Limited », ont été enregistrées sous la même dénomination et avec le même conseil d'administration. En voici l'explication :

Trois armateurs A, B et C se sont associés pour le commerce maritime et possèdent en commun plusieurs navires. Mais en raison de la grande importance des risques maritimes, ils désirent limiter leur responsabilité personnelle et laisser à chaque unité de leur flotte en particulier sa part de risques. Pour y parvenir, on crée pour chacun des navires une Compagnie privée dont les associés deviennent les administrateurs. Chaque bâtiment jouit ainsi d'une autonomie parfaite quant à la comptabilité et quant aux risques. De nombreuses Compagnies de ce genre ont été enregistrées au cours des vingt dernières années.

CHAPITRE IX

DE LA CONDITION DES COMPAGNIES BRITANNIQUES EN FRANCE ET DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES DANS LE ROYAUME-UNI

L'examen comparatif des statuts respectivement accordés aux sociétés étrangères en France et dans le Royaume-Uni par les législations des deux pays suppose évidemment l'étude préalable d'une question essentielle : quand une société est-elle nationale ? quand est elle étrangère ?

Mais le problème de la nationalité des sociétés est un des plus complexes et des plus délicats qui soient, et il n'est pas exagéré de dire que l'actuel conflit mondial en a complètement bouleversé les données. Il n'est pas difficile de prévoir que ce problème est un de ceux auxquels s'attaqueront, dès l'après-guerre, les juristes alliés pour modifier du tout au tout les solutions jusqu'à ce jour acceptées. Un auteur (1) ne

(1) Adolphe Landry, député, *la Nationalité des Sociétés*, dans la *Revue politique et parlementaire*, 40 novembre 1916.

va-t-il pas jusqu'à proposer de résoudre la question... en la supprimant?

« Quand on se trouve, écrit-il, en présence de ces difficultés, on est amené à envisager le problème sous un angle un peu différent et à se demander s'il est bien nécessaire de vouloir attribuer aux sociétés une nationalité.

« Le problème de la nationalité disparaissant, on ne se trouve plus en présence que de problèmes concrets dont chacun recevra une solution appropriée. L'État français entend-il encourager par des primes certaines entreprises? il lui appartiendra, s'il ne veut favoriser par là que des intérêts français, de prendre telle précaution qu'il jugera à propos quant à la constitution de celles de ces entreprises qui participeront à la distribution des primes; on déterminera par ailleurs, et pas nécessairement d'une manière identique, les conditions que les sociétés devront remplir pour pouvoir se donner la qualification de françaises devant le public.

« Soumettant l'activité économique des étrangers à des restrictions dans certains domaines, on aura à décider quelles sociétés seront assimilées aux sujets étrangers. Et l'on pourra également, admettant les sociétés suisses, par exemple, à exercer leurs droits en France, spécifier que les sociétés régies par les lois helvétiques ne seront pas regardées par nous comme suisses dans certains cas qui seront définis et où il

apparaîtra que les intérêts représentés par ces sociétés ne seront pas des intérêts suisses. »

« En somme, si l'on renonce à attribuer aux sociétés une nationalité, le législateur pourra néanmoins résoudre toutes les questions pratiques qu'imposent à son attention le souci de la défense des intérêts nationaux, et même l'activité qu'il déploiera dans ce sens n'en sera que plus efficace.

Quoi qu'il en soit, nous supposons ici résolue la question préalable de la nationalité et, envisageant le cas d'une société par actions, à laquelle est reconnue sans contestation possible la qualité d'étrangère, nous allons examiner, sans entrer dans les détails, et en nous bornant à l'exposé des principes, la situation juridique qui est faite, d'une part à une Compagnie britannique en France, et de l'autre à une société française dans le Royaume-Uni.

SECTION I

DROIT FRANÇAIS

La question qui nous occupe, grosse de conséquences pratiques, d'une importance primordiale, a été tranchée par la voie diplomatique. Le traité du 30 avril 1862, conclu entre la France et la Grande-Bretagne, a reconnu l'existence légale des Compagnies britanniques en France et des sociétés françaises

dans le Royaume-Uni, de par les termes de l'art. 1^{er}, dont voici le texte :

« Les hautes parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les Compagnies et autres associations commerciales, industrielles et financières, constituées *ou* autorisées suivant les lois particulières des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, dans l'étendue des États et possessions de l'autre puissance, sans autres conditions que de se conformer aux lois desdits États et possessions. »

Un traité était indispensable pour régler le statut des Compagnies britanniques. La loi de 1857, en effet, ne permettait au Gouvernement français de reconnaître que les sociétés dûment autorisées dans leur pays d'origine. Or, depuis l'Act de 1844 (7 et 8 Vict. C. 110), les *Joint Stock Companies* se constituaient en dehors de toute autorisation gouvernementale.

Nous ne rappelons ici que pour mémoire les controverses temporairement soulevées quant à la mise en application de cet article du traité franco-britannique. Le traité de 1862, prétendaient certains auteurs, n'avait pu reconnaître légalement en France les Compagnies britanniques ; depuis la loi de 1857, cette reconnaissance, selon eux, ne pouvait résulter que d'un décret ; par suite, le seul effet du traité était

d'obliger le Gouvernement français à en rendre un, au profit de ces sociétés. Depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 19 mai 1863, cassant un arrêt de la cour de Rennes, qui s'était rangée à cette opinion, la discussion n'est plus permise (1).

Grâce au traité de 1862, nous échappons, en ce qui concerne les Compagnies britanniques, à toutes les controverses et difficultés soulevées, quant aux sociétés ressortissant d'autres pays, par la loi de 1867, qui, supprimant en France l'autorisation gouvernementale, aurait du même coup, suivant certains auteurs (2), abrogé la loi de 1857.

Les termes extrêmement précis de l'art. 1^{er}, du traité de 1862, s'appliquant à *toutes* les sociétés régulièrement *constituées* dans leur pays d'origine, ne laissent place à aucune équivoque.

Une Compagnie britannique étant, nous le savons, tenue pour régulièrement constituée dès qu'elle a obtenu du *Registrar* le certificat d'incorporation, nous posons le principe très net suivant : Toute Compagnie britannique enregistrée est admise en France à jouir de la personnalité juridique, à y exercer ses droits et à ester en justice (3), à la seule condition de se conformer aux lois françaises.

(1) Weiss, *Traité de droit international privé*, II, p. 493.

(2) En ce sens : Cour de Paris, 15 février 1882, S. 1884. 2. 214.

(3) La question de la modification de notre législation relative aux Sociétés étrangères est depuis longtemps à l'ordre du jour.

Deux points sont donc à étudier :

1° Quels sont les droits que peut exercer en France une Compagnie par actions britannique ?

2° A quelles lois françaises est-elle tenue de se soumettre ?

Droits d'une Compagnie par actions britannique en France. — Le principe n'est pas douteux : les Compagnies britanniques ont en France les mêmes droits que les individus sujets britanniques. Par application de ce principe :

1° Une Compagnie britannique régulièrement enregistrée dans le Royaume-Uni peut établir des succursales en France, acquérir ou aliéner, prendre et donner à bail, obtenir ou céder un brevet d'invention, avoir la propriété d'une marque, en un mot, faire tout ce que la loi française ne défend pas expressément à l'étranger qui n'est pas admis à la jouissance des droits civils (1).

2° Une Compagnie britannique enregistrée peut agir devant nos tribunaux, soit comme demanderesse, soit comme défenderesse. Demanderesse, elle doit fournir

Un projet de loi a été, par deux fois, soumis à la Chambre. Aux termes de ce projet, les sociétés étrangères par actions pourront ester en justice en France et y faire des opérations, à la seule condition d'avoir été régulièrement constituées conformément aux lois de leur pays d'origine. Mais elles ne pourront y établir une succursale que si un traité ou décret général a autorisé les sociétés de ce pays à exercer tous leurs droits en France.

1 Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, 4^e édit., n° 1108 ; Weiss, *op. cit.*, II, p. 523.

la caution *judicatum solvi*. Les art. 14, 15 et 16 C. civ. s'appliquent sans difficulté en cette matière. Par contre, l'art. 56 du Code de procédure, attribuant, en matière de société, compétence au tribunal du siège social, ne saurait, bien entendu, être invoqué en la circonstance.

D'ailleurs, le Français ayant un procès avec une Compagnie britannique, peut parfaitement renoncer au bénéfice de l'art. 14 C. civ. *Quid* si les articles d'association de la Compagnie contiennent une clause attribuant compétence au tribunal du siège social?

Une distinction s'impose : à l'égard des créanciers qui sont des tiers, elle est sans valeur ; à l'égard des actionnaires, au contraire, elle peut être valablement opposée, car en souscrivant ils ont implicitement adhéré aux statuts et sont liés par eux (1).

3° La clause compromissoire est nulle d'après notre loi. Or, elle est valable, au contraire, en droit britannique et les articles 119 et 120 de l'Act de 1908 la prévoient formellement. Les tribunaux français doivent, selon nous, la tenir pour valable et se déclarer incompetents si, malgré cette clause, ils sont saisis d'une demande relative à une contestation sociale.

4° Dans le silence de la loi et dans l'état actuel de la jurisprudence (2), les tribunaux français sont, en

(1) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 1115.

(2) Alger, 9 mars 1904, Clunet, 1904, p. 673; Cassation, 5 juin 1905, Sirey, 1905, p. 305; Constantine, 13 novembre 1907, Clunet, 1908, p. 468; Chandernagor, 15 mars 1913, Clunet, 1914, p. 159.

principe, incompetents dans le cas d'un litige élevé en France entre deux Compagnies britanniques, à moins toutefois que ce litige ne soit né à l'occasion d'une question réelle ou intéressant l'ordre public.

Lois françaises qui s'imposent à une Compagnie britannique en France. — Le principe qu'il convient d'appliquer ici se trouve excellemment formulé dans les motifs d'un arrêt de la Cour de Paris, rendu par interprétation du traité de 1862 (1). « Ces expressions « lois de l'Empire » se réfèrent tant aux lois générales de police et de sûreté, qu'à celles qui régissent la propriété immobilière et les formes de procédure; mais non aux lois particulières qui régissent dans chaque pays la constitution même des associations industrielles ou commerciales, l'objet de la convention, c'est-à-dire du traité étant d'assurer l'effet des dites lois, même à l'étranger. »

Le principe est donc bien net ici encore : une Compagnie britannique, en France, n'est soumise qu'aux lois françaises réelles, d'ordre public ou de procédure.

Nous allons tirer de ce principe, toute une série de conséquences :

1° Certains auteurs ont voulu faire rentrer dans les lois d'ordre public la loi de 1856 qui réglemente, en France, les sociétés en commandite par actions. Par

(2) 22 février 1866, *Gazette des tribunaux*, 9 mars 1866.

logique conséquence de cette prétention, ils veulent imposer aux commandites par actions, librement constituées dans leur pays d'origine, l'obligation de se conformer aux prescriptions de notre loi de 1856.

Cette prétention est nettement formulée par M. Weiss (1) : « Nous ne reconnâtrons la personnalité juridique aux commandites par actions, dans notre droit français actuel, que : 1° lorsque déjà autorisées par le gouvernement étranger, elles l'ont encore été en France, conformément à la loi de 1857; 2° lorsque, constituées librement en pays étranger, elles ont satisfait aux prescriptions de la loi française du 17 juill. 1856. »

Nous préférons partager l'opinion des auteurs (2) qui rejettent cette théorie, en raison des dangers qu'elle ferait courir aux relations internationales. En ce qui concerne les Compagnies britanniques, la question n'offre d'ailleurs, à notre avis, qu'un moindre intérêt pratique. La commandite par actions, telle que nous la concevons chez nous, n'existe pas, en effet, nous l'avons vu, en droit britannique; le type qui s'en rapproche le plus est la Limited avec responsabilité illimitée d'un ou plusieurs administrateurs et il tient, certes, beaucoup plus de l'anonyme que de la commandite par actions. D'ailleurs, répétons-le,

(1) A Weiss, *Droit international privé*, 2^e édit., II, p. 513.

(2) Surville et Arthuys, *Droit international privé*, 6^e édit., p. 663; Lyon-Caen, *Journal des Sociétés civiles et commerciales*, 1880, p. 33.

les termes de l'art. 1^{er} du traité de 1862, qui se réfèrent à *toutes* les associations, sociétés ou Compagnies, ne laissent place à aucune équivoque.

2° Par contre, il faut accorder le caractère de lois d'ordre public aux lois françaises qui régissent les Compagnies d'assurances et en déduire cette conséquence, — ces lois, d'ailleurs, ayant été faites surtout pour atteindre les Compagnies étrangères, — qu'une Compagnie britannique ayant pour objet l'assurance sur la vie, la capitalisation ou l'assurance contre les accidents du travail, doit se conformer, suivant le cas, aux prescriptions des lois du 17 mars 1905 (1), du 19 déc. 1907 (2) ou des 9 avr. 1898, 12 avr. 1906 et 18 juill. 1907 (3).

3° Une Compagnie britannique en France doit se soumettre, d'une façon générale, à toutes les lois de police et à tous les règlements d'utilité publique. Elle doit — cela va de soi, et ce n'est qu'un exemple — se conformer, si elle exploite une industrie, à tous les règlements relatifs aux établissements dangereux ou insalubres.

4° Une Compagnie britannique est soumise en France aux lois d'impôt, notamment à l'impôt foncier, l'impôt sur le revenu, aux droits de timbre et de transmission.

(1) Assurance sur la vie.

(2) Capitalisation.

(3) Assurance contre les accidents du travail.

5° Une Compagnie britannique est enfin soumise, en France, aux lois et décrets relatifs à l'émission, à la négociation des titres étrangers en Bourse. Sans entrer dans des détails qui relèvent plus spécialement du droit financier, nous nous bornerons à constater le principe.

A tous autres points de vue, le principe est que les lois britanniques suivent la Compagnie britannique, comme son statut personnel suit un individu, et, partant, lui sont applicables en France.

Il faut en conséquence décider que :

1° C'est à l'Act de 1908 seul qu'il convient de se référer pour toutes les questions relatives à la constitution, au fonctionnement et à la liquidation d'une Compagnie par actions britannique en France ;

2° Une Compagnie britannique enregistrée n'a pas à se conformer aux mesures de publicité, imposées par la loi de 1867 aux sociétés françaises. Si regrettable que puisse paraître, à juste titre, cette conséquence du principe, il ne nous semble pas qu'elle puisse être actuellement discutée (1) ;

(1) La loi du 30 janvier 1907 oblige, il est vrai, toute société étrangère qui veut procéder en France à une émission publique à publier la traduction de ses statuts dans le bulletin annexe du *Journal officiel*, avant tout placement de titres. Mais cette mesure nous paraît insuffisante. La même publicité devrait lui être imposée dès qu'elle s'établit en France.

Le projet de loi sur les sociétés soumis au Parlement remédie à cet inconvénient. Il édicte pour les sociétés étrangères qui veulent

3° C'est la loi britannique qui règle la désignation de la Compagnie. Le tribunal de la Seine a décidé (6 févr. 1899) qu'une Compagnie britannique peut faire des opérations en France, sous le nom des associés suivi du mot « Limited », bien que la loi de 1867 interdise aux sociétés anonymes d'avoir une raison sociale ;

4° Les dispositions de la loi de 1867 (art. 13 et 14) sur les délits en matière de sociétés par actions ne sont pas applicables aux Compagnies britanniques, même à l'occasion de faits accomplis en France ;

5° Il n'en est pas de même pour les faits visés par l'art. 15 de cette loi. Ces faits constituent un délit d'escroquerie et, par suite, sont punissables en vertu des règles générales du droit pénal ;

6° Enfin une Compagnie britannique n'a pas à se préoccuper du taux minimum fixé par la loi française pour les actions, elle peut valablement émettre des coupures de moins de 25 francs. Mais, si elle veut faire admettre ses titres à notre cote officielle, elle devra se conformer au décret du 1^{er} déc. 1893, qui soumet les actions des sociétés étrangères aux mêmes conditions, quant à leur taux minimum et aux versements, que les actions des sociétés françaises.

établir une succursale en France une publicité très complète, avec déclaration au greffe du tribunal de commerce, publication au *Journal officiel* des statuts et du bilan, indication de la nationalité sur tous les actes et documents imprimés, etc.

SECTION II

DROIT BRITANNIQUE

Le traité de 1862, impliquant une stricte réciprocité, a fait aux sociétés françaises par actions, dans le Royaume-Uni, une situation juridique en tous points semblable à celle des Compagnies britanniques en France, et les conséquences que nous venons de déduire des principes en ce qui concerne les unes s'appliquent sans difficulté relativement aux autres.

Une société française par actions régulièrement constituée, conformément aux prescriptions de la loi de 1867, jouit dans le Royaume-Uni de la personnalité juridique et de tous les droits de l'individu étranger. Quant à l'étendue de ces droits, elle est précisée par l'Act de 1870 qui, abrogeant définitivement les incapacités coutumières qui pesaient autrefois sur l'étranger, décide dans son art. 2 que « l'étranger est assimilé aux citoyens britanniques de naissance, pour tout ce qui concerne la possession, jouissance, acquisition ou transmission, par tous les modes légaux, de la propriété immobilière et mobilière. »

Une seule exception a été maintenue pour des

motifs d'ordre politique : une société française ne pourrait être propriétaire d'un navire enregistré comme étant de nationalité britannique (1). Mais en dehors des principes généraux qui, encore une fois, s'appliquent ici sans difficulté, l'Act de 1908 a établi toute une série de prescriptions nouvelles, qui s'imposent aux sociétés par actions étrangères, quelle que soit leur nationalité, et qu'il convient d'exposer ici.

Aux termes de l'art. 274 de l'act, une société française par actions établissant une succursale en Angleterre doit :

1° Dans le mois qui suit son établissement, remettre au registrar des Compagnies : *a*) un exemplaire de ses statuts avec traduction certifiée ; *b*) une liste des administrateurs de la société ; *c*) l'indication d'une ou plusieurs personnes domiciliées dans le Royaume-Uni, et chargées de recevoir toutes significations judiciaires ou notifications qu'il y aurait lieu d'adresser à la société.

2° Chaque année, remettre au registrar un bilan ou un état de situation, dans la même forme qu'une Compagnie britannique enregistrée.

3° Dans chacun de ses prospectus faisant appel au public, indiquer, si elle fait figurer dans sa raison

1) 3 et 4 Wm. IV, C 54 et 55.

sociale le mot « limited », qu'elle a été constituée en France.

4° Incrire visiblement, à la devanture de tous ses bureaux et en tête de ses lettres ou autres documents, sa raison sociale, suivie de l'indication qu'elle a été constituée en France.

La sanction de ces prescriptions est une amende maxima de cinquante livres sterling.

On voit ainsi que nos Alliés nous ont sagement avancés en prenant à l'égard des sociétés par actions étrangères des mesures qui véritablement s'imposent, en organisant notamment un minimum de publicité, dont l'absence constitue, ainsi que nous l'avons souligné plus haut, une lacune fâcheuse dans notre législation, lacune que doit combler le projet de loi soumis au parlement.

Il est remarquable que ce projet, tel qu'il a été rapporté par M. Chastenet le 6 décembre 1906, contient, presque mot pour mot, l'essentiel des dispositions votées en 1908 par nos Alliés. Le projet édicte notamment que le bilan d'une société étrangère devra, dans les deux mois de son approbation par l'assemblée générale, être publié dans le bulletin annexe du *Journal officiel*.

De même sur tous les actes, factures ou autres documents imprimés, le nom de la société devra être toujours accompagné de l'indication, en toutes lettres, de la nationalité et de la forme de cette société.

Les résultats extrêmement satisfaisants obtenus outre Manche par la mise en application de l'Act de 1908 devraient être pour nos législateurs une raison nouvelle de transformer en loi ce projet trop longtemps négligé.

CONCLUSION

Ayant jeté sur l'ensemble des deux législations ce rapide coup d'œil, et esquissé leurs physionomies particulières à grands traits, nous constaterons, pour clore ce travail, que le statut légal de la Compagnie britannique est, somme toute, le même que celui de la Société française. Ni l'une ni l'autre n'est soumise à l'autorisation gouvernementale, mais l'une et l'autre ne jouissent que d'une liberté prudemment limitée par les lois spéciales qui les régissent!

Mais que de différences profondes dans la constitution, que d'oppositions non moins vives dans le mécanisme du fonctionnement et de la liquidation!

Il apparaît nettement, à la fin de ce travail, que l'organisation de la publicité est la partie de beaucoup la plus forte du système de nos Alliés. Il semble que le législateur, après avoir donné ce gros effort, se soit montré pour tout le reste beaucoup moins attentif. Mais est-ce là véritablement une lacune, et

n'est-ce pas, au contraire, comme nous le pensons, le résultat d'une politique bien nettement préconçue?

N'oublions pas que nous sommes dans le Royaume-Uni, sur la terre de la liberté par excellence. Il semble que le législateur, après avoir entouré de mesures minutieuses l'éclosion de la Compagnie, ait eu scrupule, cette Compagnie une fois née, à entraver ses mouvements par des restrictions trop gênantes. C'est ainsi, pour ne citer qu'un des traits les plus saillants, qu'il lui laisse une liberté presque absolue quant aux minima de souscription et de versement. Il appelle la Compagnie à la vie juridique, il lui délivre un acte de naissance officiel, il annonce bien haut à tout le monde des affaires l'événement grave qu'est cette naissance. A bon entendeur, salut! Puis il se retire de la scène et se contente de surveiller. La Compagnie est lâchée, gare au souscripteur! Ne soyons pas d'ailleurs trop en peine sur le sort de ce souscripteur : *businessman* avisé par privilège du sang, il saura se défendre.

Au surplus, il ne faudrait pas exagérer : la liberté d'une Compagnie britannique n'est pas, nous pensons l'avoir démontré, sans mélange. Nos Alliés nous ont donné à cet égard un exemple fort instructif.

Partis de l'autorisation gouvernementale, leur passion de l'indépendance les avait amenés très vite, avec la loi de 1844, à la liberté absolue. Mais, réalistes autant qu'indépendants, ils n'ont pas tardé à en

voir le danger et, poursuivant leur cycle logique, ils sont revenus, par de sages étapes, au régime de la liberté très surveillée qui est celui de l'Act de 1908.

Certains auteurs, certains parlementaires surtout rêvent une internationalisation prochaine des lois sur les sociétés. Nous ne partageons pas leur enthousiasme. Nous pensons avoir montré que la législation britannique n'est pas, après tout, si impénétrable que nous ne puissions la posséder. Nos Alliés feront le même effort pour s'assimiler la nôtre. Répondant à des traditions, à des états d'esprit, à des génies très différents, les deux législations sont néanmoins très conciliables. Nous croyons, et l'expérience l'a prouvé, que, convenablement maniées, elles peuvent être des instruments parfaitement satisfaisants de l'activité commerciale franco-britannique.

Gardons-nous de la manie du nivellement. Sans souhaiter une fusion superflue, contentons-nous, après avoir lutté côte à côte dans la guerre, de travailler côte à côte dans la paix, avec nos vertus et nos qualités propres, pour la victoire économique commune.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	v
BIBLIOGRAPHIE	xi
SOMMAIRE.	xii
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE I. — Théorie générale de la Compagnie.	
SECTION I. — Du caractère juridique de la Compagnie. . .	17
— II. — De l'action.	21
— III. — De l'obligation.	26
CHAPITRE II. — De la constitution.	
SECTION I. — Promoteurs et fondateurs.	27
— II. — Du moment de la constitution.	37
— III. — De la publicité.	48
— IV. — Des statuts.	69
CHAPITRE III. — De la réalisation du capital.	
SECTION I. — De la souscription et de la répartition. . .	75
— II. — Des apports en nature	83
— III. — De l'augmentation et de la réduction du capital	90
CHAPITRE IV. — Du fonctionnement.	
SECTION I. — Des agents de la Compagnie.	97
— II. — Des assemblées générales	109
— III. — Des actionnaires.	117
— IV. — De l'emprunt; des obligataires	125

CHAPITRE V. — Des modifications à la charte sociale.	141
CHAPITRE VI. — De la liquidation	144
CHAPITRE VII. — Des Compagnies par actions autres que la Limited.	
SECTION I. — De la Compagnie privée.	149
— II. — De la Compagnie limitée par garantie.	154
— III. — De la Compagnie à responsabilité illimitée.	155
CHAPITRE VIII. — Du groupement et de la fusion des Com- pagnies	156
CHAPITRE IX. — De la condition des Compagnies britanniques en France et des Sociétés françaises dans le Royaume-Uni.	165
SECTION I. — Droit français.	167
— II. — Droit britannique.	177
CONCLUSION.	181
TABLE DES MATIÈRES	185

IMPRIMERIE DE LA JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

IMPRIMERIE DE LA JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ
